Dossier sur le système criminel mobutiste

La RD Congo est le théâtre d'une lutte des forces contradictoires à intérêts opposés et inconciliables. Les forces anti-populaires se battent pour maintenir le Congo sous la domination étrangère avec son cortège de misère. Les forces progressistes, quant à elles, se battent pour arracher l'indépendance réelle du pays, passage obligé pour construire le bonheur populaire. En tant que logique aboutissement de cette lutte sans pitié, la victoire finale reviendra au camp qui aura rempli toutes les conditions exigées pour écraser l'ennemi. Parmi ces nombreuses conditions impératives de la victoire finale, il y a celle qui exige que l'ennemi soit clairement identifié sous tous ses aspects.

Foncièrement impitoyable et inconvertible, le mobutisme est un ennemi du bonheur de notre peuple. Son héritage au peuple congolais est très lourd à supporter :

- Premièrement, notre pays est classé depuis un bon moment parmi les pays les plus pauvres du globe. Il est aujourd'hui la synthèse douloureuse de toutes les souffrances de l'humanité : vivant dans l'insalubrité, les populations congolaises sont dangereusement exposées à de stupides maladies. Or certaines de ces maladies avaient déjà disparu. Aujourd'hui elles sont revenues. C'est le cas de la lèpre, la maladie du sommeil et autres. La vulnérabilité de ces populations est encore accentuée par la sous-alimentation escortée par une précarité intolérable. La conséquence en est que les Congolais meurent comme des mouches : l'espérance de vie n'est que de 46 ans. Pourtant le Congo dispose d'innombrables atouts pour que ses populations vivent dans la dignité. Cette situation n'est pas un accident de l'histoire, ni une malédiction : au nom de l'authenticité, les 37 ans du mobutisme triomphant ont pratiquement retourné le Congo à l'age de la pierre et empêcher son peuple de profiter de gigantesques progrès de la science. Tout en sacrifiant des générations congolaises, le mobutisme a laissé au peuple une dette extérieure de 15 milliards $. Soit 3 fois la richesse créée chaque année par le pays. Celle-ci est de 5 milliards. C'est effroyable !
- Deuxièmement, le système mobutiste, d'une part, a produit une classe des politiciens irrémédiablement pourris. Ils s'engraissent en s'accrochant à l'appareil de l'état et aux entreprises publiques. D'autre part, le mobutisme a créé une mentalité incompatible avec le salut du peuple après plus de 30 ans de règne.Il s'en suit que connaître le mobutisme est d'une importance primordiale. Mais ce monstre redoutable érigé en système reste très mal connu par ses millions de victimes congolaises. Enrichissement scandaleux, dévastation du pays, oppression politique, sont quelques aspects du mobutisme. Mais c'est sur ces aspects que l'on s'appuie souvent pour le définir. Tout ceci est tout à fait vrai. Mais cela ne suffit pas pour expliquer le mobutisme.

Toute l'histoire du mobutisme, de sa naissance jusqu'aujourd'hui, peut donc être analysée comme la persistance de la domination économique et financière occidentale, de même que la continuité de l'appareil d'Etat colonial. Cette continuité de l'appareil d'Etat colonial et cette domination économico-financière ont eu une influence déterminante sur la formation d'une grande bourgeoisie noire.

Celle-ci était le point d'appui obligatoire pour la domination étrangère dans les conditions historiques nouvelles. Car l'issue de la deuxième guerre mondiale avait modifié le rapport de forces sur le plan international. Les intérêts de la haute finance occidentale ne pouvaient plus qu'agir sous des masques des colons noirs, qu'ils paient en tant que intermédiaires, pour réaliser leurs objectifs.Système néocolonial d'exploitation au service des puissances occidentales. Voilà ce que c'est le mobutisme.

Il est vrai que cette grande bourgeoisie indigène s'est développée en opprimant le peuple et en utilisant à son profit l'appareil d'Etat pour s'attribuer des revenus considérables, tant légaux

qu'illégaux. Mais cet enrichissement scandaleux des mobutistes n’était que le prix que les groupes financiers de l’Occident devaient payer pour rendre possible le néocolonialisme : ces groupes avaient besoin des colons noirs par qui passer pour camoufler l’exploitation économique des Congolais. Quant à l’oppression politique, elle était un moyen pour imposer cette exploitation. Pour sa part, l’idéologie du mobutisme, qui s’appelait « authenticité », ne servait qu’à aveugler le peuple pour qu’il ne voit pas ce qui se passait devant ses yeux : la liaison abominable entre les mobutistes et la haute finance occidentale qui étranglait le Zaïre.

Il est indispensable de tracer le tableau d’ensemble du mobutisme. Un tableau dans lequel il faut intégrer tous les éléments et toutes les données de ce système : crimes, idéologie, fonctionnement, appuis extérieures, etc. Il ne faut pas traiter ces données d’une manière isolée pour en tirer des conclusions. Car le mobutisme a plusieurs aspects. Cela implique que, pour le comprendre, il faut tenir compte de sa complexité. Une analyse qui n’en tient pas compte, conduit inévitablement à l’erreur. Car la complexité d’un phénomène permet toujours de trouver des données et des éléments isolés pour appuyer n’importe quelle thèse. Malheureusement, nous adoptons souvent cette démarche dans nos analyses. Le Bureau d’étude pour le Congo (BEC) tient à rompre avec cette démarche erronée.

Dans cette rubrique, il veut donc apporter sa contribution à la connaissance du mobutisme sous tous ses aspects. Le but est donc de tracer le tableau d’ensemble du mobutisme avec toutes ses données, dégager le lien interne qui existe entre toutes ces données. Ce travail exige une démarche scientifique. Celle-ci tient à ce que l’on parte des faits objectifs et crédibles pour déterminer – par une méthode d’analyse rigoureuse – l’essence cachée du phénomène étudié. C’est un travail complexe et difficile. Mais il est d’une nécessité cardinale dans la lutte du peuple congolais pour sa liberté. Car on ne combat pas victorieusement un ennemi que l’on connaît très mal. Pour donc vaincre les malheurs qui s’abattent sur le peuple congolais, il faut intégralement les connaître dans leur complexité, c’est-à-dire sous tous leurs aspects.

pour le BEC,
Mani Junior Kisui

Table de matière du dossier "le système criminel mobutiste"

VI) Fin pitoyable d'un dictateur
Comment les maîtres ont jeté dans la poubelle de l'histoire leur chien de garde une fois que celui-ci est devenu inapte et contreproductif

VII) Une classe politique à la recherche du paradis perdu

Nous faisons appel à tous nos lecteurs de nous envoyer des propositions de textes pour cette page. Veuillez les envoyer à contact@deboutcongolais.info

pour le BEC,
Mani Junior Kisui

Contribution de Damien VUWA MENAYAME, Ingénieur Congolais

Constatation : Des grands mobutistes sont de retour

Une observation de la situation actuelle montre qu’en RD Congo, les Mobutistes sont de retour dans les institutions actuelles. Nous avons trouvé 15 mobutistes "gros calibre" dans le "gouvernement inclusif". Certains ont déjà du quitter le gouverrnement à cause des accusations de corruption. Mais ils restent présent à des postes importants.

Ensemble avec les agents rwandais, ils dominent le RCD-Rwanda : l'ancien bras droit de Mobutu, **Banza Mukalay,** était au gouvernement pour le RCD, **Ondekane**, MPR-FAZ, était ministre de la Défense, **Joseph Mudumbi**, MPR et membre du noyau dur pro-rwandais, gérait le Portefeuille.

Quant au MLC : c’est le plus grand dépotoir de mobutistes. Il avait placé **Tambwe Mwamba, François Mwamba, José Endundu, Omer Egwake** et **José Engwand**a dans le gouvernement d’union nationale.

Du côté "Opposition", nous trouvons **Nzuzi wa Mbombo, Kisimba Ngoy, Diomi Ndongala, Kamanda wa Kamanda**…

En tout, trente et un mobutistes et rebelles constituent aujourd’hui la majorité du gouvernement "inclusif"…

On se souvient que le peuple congolais a jubilé lorsque Laurent Kabila a balayé en 1997 les 37 ans de règne du mobutisme triomphant. En effet, les gros calibres du mobutisme avaient pris la fuite devant cette révolution populaire du 17 mai 1997, emportant les fortunes qu'ils ont amassées. Le peuple, qui a fêté le départ de ces colons noirs en mai 97, s'exclame aujourd'hui : *"Ces gens qui ont tout détruit, vont encore revenir nous commander ? Nous n'en voulons plus !"*

Qu’est-ce qui est à l’origine du retour des mobutistes ?
Ce retour en force de ces barrons de la deuxième république n’est pas un simple accident de l’Histoire. Il a été rendu possible par la guerre d'agression rwando-ougandaise patronnée par les Etats-Uni, ainsi que par l’Accord global et inclusif qui en est issu pour régir la transition et qui a été imposé à Sun-City et Pretoria par les Etats-Unis et l'Afrique du Sud.

Dès le début de la guerre d’agression, les anciens compagnons du dictateur zaïrois ont investi une partie de leurs fonds détournés dans la rébellion - agression. Certaines vedettes de l’ancien régime sont mêmes devenues chefs de la rébellion : l'ancien premier ministre MPR, **Lunda Bululu**, a été à la tête du RCD-Rwanda puis du MLC-Ouganda, **Tambwe Mwamba** se disait être *"le concepteur de la rébellion"*, le général **Ilunga Shamanga** était devenu le commandant en chef de l'armée rebelle et des dizaines d'autres officiers ex-FAZ ont pris la même voie.

Aux négociations à Sun City et à Pretoria, les forces étrangères avaient amené une majorité mobutiste pourrie. Cette vieille garde mobutiste était renforcée par quelques jeunes arrivistes. Signé en Afrique du sud, l'accord global et inclusif, comme son nom le dit bien, a imposé aux Congolais, au nom d'un gouvernement de toutes les sensibilités, le retour des Mobutistes de tous les calibres.

Il est nécessaire de clarifier un aspect important de cet accord : **il a été imposé par les USA via l'Afrique du sud.** Ces deux pays ont puisé, contre l'avis du peuple congolais, dans la famille politique mobutiste irrémédiablement pourrie pour placer à la tête de l'Etat des hommes qui ont ruiné et ravagé, qui ont aidé les agresseurs rwando-ougandais dans leurs massacres et pillages ! Tout cela pour fragiliser encore plus un Etat déjà extrêmement faible et rendre très facile aux puissances hostiles au Congo de recruter des agents à tous les niveaux du pouvoir.

Il faut aussi remarquer que tous les acolytes de Mobutu ne sont pas encore rentrés sur la scène. Mais certains s'agitent exceptionnellement ces derniers temps pour réussir un retour en force. C'est le cas de **Honoré N'gbanda** – ancien bras droit du marechal-dictateur. Comme vous le savez, N'gbanda, à la recherche d'une virginité politique, vient de publier son dernier livre. Terminator veut rentrer dans l'arène politique en trompant la vigilance des Congolais.

Il nous parraît donc essentiel d'analyser les caractéristiques du système criminel mobutiste qui a ravagé en 35 années notre pays.

Description du noyau du mobutisme et la liste de tous ses gouvernements de 60 à 90

Mani Junior Kisui

A l'introduction, nous avons dit que le mobutisme est un système complexe. C'est-à-dire qu'il a plusieurs aspects. Malheureusement, dans notre étude, nous ne devons pas aborder tous ses aspects à la fois. Le risque de se perdre dans la confusion est grand. Analysons-le aspect par aspect. Après nous chercherons le lien interne qui existe entre tous ces aspects.

L'un de ses aspects importants est que, pour s'imposer en système, le mobutisme a été incarné par un groupe de personnes que nous appellerons la grande bourgeoisie zaïroise.
Cette grande bourgeoisie s'est consolidée et développée en utilisant deux méthodes à son profit :

- s'accrocher à l'appareil d'Etat pour s'attribuer des revenus considérables, tant légaux qu'illégaux. C'est-à-dire se nourrir et s'engraisser grâce au contrôle de l'appareil bureaucratique de l'état.
- Jouer l'intermédiaire obligatoire pour la haute finance occidentale: les intérêts financiers étrangers préfèrent agir sous des masques indigènes. Ils paient des intermédiaires noirs pour réaliser leurs objectifs.

C'est-à-dire que l'existence de cette grande bourgeoisie noire est complètement dépendante du grand capital financier étranger.

Fixons comme but de ce chapitre la description de la composition de cette grande bourgeoisie : son noyau dès sa naissance, son évolution et ceux qui s'y sont greffés après. Comme vous le constatez, il ne s'agit pas encore d'analyser les méthodes utilisées par cette grande bourgeoisie noire pour se renforcer. Nous le ferons après.

Le but que nous avons assigné à ce chapitre – la description de la grande bourgeoisie congolaise – ne peut être atteint sans nous rappeler les figures les plus importantes de la politique congolaise depuis le 14 septembre 1960. Car, contrairement à ce que l'on pense souvent, le coup d'état de Mobutu, le 24 novembre 1965, n'a rien changé dans l'essence du régime. Il suffit d'observer le gouvernement qui en est sorti pour le comprendre: les hommes qui se sont retrouvés au tour du général Mobutu faisaient – pratiquement tous – partie de la scène politique avant l'événement de ce jour. Deuxièmement, c'est depuis son premier coup d'état le 14 septembre 1960 – qui a neutralisé Lumumba – que Mobutu était le véritable chef de cette grande bourgeoisie noire naissante. Nous allons le voir après avec des faits.

Contentons-nous, ici, de signaler que toute l'histoire politique du Congo de 1960 à 1997 peut être analysée et divisée en trois phases que nous étudierons plus tard :

- 1960 – 1965: la naissance et la consolidation de cette grande bourgeoisie divisée en plusieurs fractions.
- 1965 – 1990 : son unification par son chef Mobutu sous un régime autoritaire et son développement.
- 1990 – 1997 : son éclatement en plusieurs fractions.

Contrairement à ce qu'on veut souvent nous faire croire, Laurent-Désiré Kabila n'a pas du tout interrompu en mai 97 processus de transition : la période qui s'ouvre en avril 90 avec la proclamation du multipartisme (lisez multimobutisme) et se clôture en mai 97 avec la victoire de l'AFDL, doit être interprétée comme la désagrégation de la grande bourgeoisie mobutiste. Les politiciens qui peuplaient la prétendue transition étaient les mêmes sous la dictature du MPR. Le régime à parti unique sous la dictature de Mobutu les a tous défendus, par la violence, contre les masses populaires révoltées et contre leurs propres déchirements ainsi que contre leurs rivalités internes.

Tout en unissant ces différentes fractions des colons noirs, Mobutu jouait aussi avec leurs rivalités internes pour se maintenir au sommet de cette grande bourgeoisie congolaise. Mais à la fin de la décennie 80, l'équilibre a été modifié par des changements importants intervenus dans le monde : chute du mur de Berlin, crise économique, haine du régime accumulée par le peuple etc.. Ce qui a fait que, entre 90 et 1996 – période marquée par la Conférence Nationale Souveraine – cette grande bourgeoisie comptait modifier simplement la forme de sa domination et sa dictature sur les travailleurs et les paysans. Cette modification consistait à passer d'un pouvoir fort, sous l'autorité d'un individu, à un régime de démocratie néo-coloniale. C'est-à-dire une oligarchie où les membres de cette bourgeoisie inféodée à l'Occident doivent alterner au pouvoir.

Nous consacrerons un autre chapitre à l'étude du multimobutisme lors de cette période. Ici nous publions la liste des différents gouvernements consécutifs de septembre 60 à avril 80. Après nous allons étudier ces différents gouvernements pour en tirer des leçons. Notre liste souffre quand même d'un défaut que nous devons vous signaler bien avant : la plupart de ces gouvernements ne sont pas complets. Nous n'avons pas pu faire autrement. Toute contribution complémentaire sera la bienvenue. Le

gouvernement Iléo nommé par Kasavubu, le 12 septembre 1960
Ce gouvernement a "renversé" celui de Lumumba. Il constitue donc la première manifestation des forces pro-coloniales organisées à la tête de l'Etat.
Ileo Joseph, Premier ministre;
Bomboko Justin, ministre des Affaires étrangères;
Adoula Cyrille, ministre de l'Intérieur;

Bolikango Jean, ministre de l'Information et ministre de la Défense;
Kalonji Albert, ministre de la Justice;
Bolya Paul, ministre de la Santé;
Bisukiro Marcel, (Cerea), Commerce extérieur;
Déricoyard Jean-Pierre, Travaux publics;
Delvaux Albert, ministre du Travail, secrétaire d'Etat à la Défense;
Kabangi Aloïs, (MNC-L), Plan;
Mahamba Alex (MNC-L), Affaires foncières.

Le Collège des Commissaires, installé par le colonel Mobutu Désiré, le 10 octobre 1960.

C'est sous ce Collège que Lumumba sera arrêté et "livré" à la boucherie katangaise. Ses membres portent la principale responsabilité politique pour la mort de Lumumba.

Commissaires généraux:
Bomboko J., Affaires étrangères et commerce extérieur
Ndele A., Finances;
Kazadi F., Défense;
Nussbaumer, Intérieur ;
Mukendi, Travaux publics ;
Kashemwa, Transports et communications ;
Lebughe, Agriculture ;
Bokonga, Travail et prévoyance sociale ;
Cardoso M., Information;
Mbeka J, Economie et plan;
Lihau Marcel, Justice ;
Ngyese, Classes moyennes ;
Tshibamba, Santé publique ;
Bindo, Fonction publique.
Commissaires adjoints:
Tshisekedi Etienne, Justice;
Boboliko A., Travail;
Takizala H., Transports et communications.

Le gouvernement Iléo nommé en février 61 après l'assassinat de Lumumba.

Ileo Joseph, Premier ministre;
Bomboko Justin, ministre des Affaires étrangères et commerce extérieur;
Lihau Marcel, ministre de la justice ;
Adoula Cyrille, ministre de l'Intérieur;
Ilunga, ministre des travaux publics ;
Mopipi, ministre de l'agriculture ;
Kimvay, ministre de Travail et de prévoyance sociale ;
Mahamba Alex, ministre des mines et énergie ;
Massa, ministre des affaires sociales ;
Bizala, ministre de l'éducation nationale ;

Bolikango Jean, ministre de l'Information;
Nkayi, ministre des finances ;
Bolya Paul, ministre de la fonction publique;
Kisolokele, ministre des parastataux ;
Déricoyard Jean-Pierre, ministre des affaires économiques;
Kabangi Aloïs, ministre de Plan;

Gouvernement Adoula, nommé par Kasavubu, le 2 août 1961.
Ce gouvernement organise la répression contre les forces lumumbistes radicales dans tout le pays; il décrète, en 1963, l'état d'urgence dans de nombreuses provinces, engage la guerre contre les partisans de Mulele au Kwilu et la répression contre l'insurrection à l'Est du Congo.
Adoula Cyrille, Premier ministre;
Sendwe Jason, vice-premier;
Mwamba, justice ;
Bomboko Justin, Affaires étrangères;
Gbenye Christophe, Intérieur;
Pinzi, finances ;
Eleo, affaires économiques ;
Ilunga, travaux publics ;
Kama, transports ;
Weregemere, agriculture ;
Kisolokele, travail et prévoyance sociale ;
Lutula, classes moyennes ;
Kamanga, santé publique ;
Rudahindwa, mines et énergie ;
Mahamba, affaires foncières ;
Iléo Joseph, Information;
Kabangi, plan ;
Masikita, fonction publique ;
Mungamba, PTT ;
Badibanga, portefeuille ;
Lumanza, affaires coutumières ;
Bisukiro Marcel, Commerce extérieur;
Assumani Senghie, Affaires sociales;
Ngalula Joseph, Education nationale;
Bolya Paul, secrétaire d'Etat à la Justice.
(Gizenga, nommé vice-premier en son absence, rompit très vite avec Adoula)

Remaniement, le 11 juillet 1962.
Anekonzapa, commerce extérieur ;
Weregemere, justice ;
Anany Jérôme, ministre de la Défense;
Kamitatu Cléophas, ministre de l'Intérieur ;
Bamba, finances ;
Dericoyard, affaires économiques ;

Delvaux, travaux publics ;
Ilunga, transports et communications ;
Tshiala Mwana, agriculture ;
Diumasumbu, travail et prévoyance sociale ;
Bolya Paul, santé publique ;
Mahamba, affaires foncières, mines et énergie ;
Uketwengu, jeunesse et sport ;
Colin, information ;
Kabangi, fonction publique ;
Massa, plan ;.

Remaniement, le 18 avril 1963.
Mabika-Kalanda Auguste, Affaires étrangères;
Yava, commerce extérieur ;
Bomboko Justin, justice ;
Massa, affaires sociales ;
Colin, éducation nationale ;
Bolamba, information ;
Agoyo, jeunesse et sports ;
Kamitatu Cléophas, plan ;
Maboti Joseph, intérieur;
Nyembo Albert, économie;
Nguvulu Alphonse, travail et prévoyance sociale ;
.
Gouvernement Tshombe, nommé par Kasavubu, le 10 juillet 1964.
Ce gouvernement a organisé l'intervention militaire des mercenaires fascistes sud¬africains et allemand, des armées belge et américaine. Il est responsable des massacres qui ont causé la mort de dizaines de milliers de villageois. Nous y reviendrons dans un autre chapitre.
Tshombe Moïse, Premier ministre;
Munongo Godefroid, Intérieur;
Kalonji Albert, Agriculture;
Kidicho Jules-Léon, (MNC-L), Travaux publics et transports;
Lubaya André, (UDA), Santé.

Gouvernement Kimba, nommé par Kasavubu, le 18 octobre 1965
Kimba Evariste, Premier;
Kamitatu, Affaires étrangères;
Nendaka Victor, Intérieur;
Delvaux Albert, Travaux publics;
Kiwewa Antoine, Transports et communications.

Gouvernement Mulamba, nommé par Mobutu, le 28 novembre 1965.
C'est le gouvernement du deuxième coup d'Etat de Mobutu qui installera définitivement la dictature ouverte. Il pendra les quatre "comploteurs" de la Pentecôte 1966.

Mulamba Léonard, Premier ministre;
Bomboko Justin, Affaires étrangères;
Tshisekedi Etienne, Intérieur;
Kidicho Jules-Léon, Affaires sociales;
Bolikango Jean, Travaux publics;
Nendaka Victor, Transports et communications;
Kande Victor, Travail et prévoyance sociale;
Mungul-Diaka Bernardin, classes moyennes

Remaniement, 17 décembre 1966.
Mobutu devient chef du gouvernement et ministre de la Défense, tout en étant Président de la République.
Nsinga Joseph, Justice (depuis le 14 septembre 1966);
Lihau-Kanza Madeleine-Sophie, Affaires sociales;
Nguvulu Alphonse, haut-commissaire au Plan et à la Reconstruction.

Remaniement, 5 octobre 1967.
Mungul-Diaka, éducation nationale;
Kithima Alphonse-Roger, Travail et prévoyance sociale;
Kibassa-Maliba, Jeunesse et sports;
Sakombi Denis, vice-ministre de l'Intérieur;
Umba-di-Lutete Jean, vice-ministre Affaires extérieures et commerce extérieur.

Remaniement, 16 août 1968.
Ce nouveau gouvernement "traitera" l'Affaire Mulele-Bengila, assassinés le 3 octobre 1968
Mobutu, Premier;
Bomboko, Affaires étrangères;
Umba-di-Lutete, vice-ministre de la Coopération;
Nsinga Joseph, Intérieur; .
Sakombi, vice-ministre Intérieur;
Tshisekedi, Justice;
Nendaka, Finances;
Kande Jean-Jacques, Information;
Kithima, Education;
Litho Jean-Joseph, Agriculture;
Tumba Ferdinand, Economie;
Lihau-Kanza Sophie, Affaires sociales;
Kibassa-Maliba, Jeunesse et sports.

Gouvernement Mobutu du 5 mars 1969.
Il réprima le mouvement étudiant de Lovanium, le 4 juin 1969- Une centaine de morts.
Mobutu, Premier;
Nsinga, Ministre d'Etat, Intérieur;
Bomboko, Ministre d'Etat, Affaires extérieures;

Tshisekedi, Ministre d'Etat, Plan, recherche scientifique;
Lihau-Kanza, Ministre d'Etat, Travail.
Lwango Thomas, Justice;
Cardoso Mario, Education;
Kande, Information;
Umba-di-Luete, délégué à la présidence;
Sakombi, vice-ministre Intérieur;
Bintou Raphaêl, vice-ministre Travail;
Mafema Claude, vice-ministre Enseignement supérieur.

Remaniement du 1 août 1969.
Adoula Cyrille, Ministre d'Etat, Affaires étrangères.

Gouvernement Mobutu, 7 décembre 1970.
Ce gouvernement réprimera le mouvement étudiant de juin 1971; il initiera aussi les "grands travaux inutiles" d'Inga et de Maluku qui s'étendent de 1970 et 1975 et qui ont constitué une source phénoménale d'enrichissement légal et illégal pour la grande bourgeoisie. Il lancera en 1973 la zaïrianisation
Mobutu, Premier;
Bulundwe Edouard, Intérieur;
Cardoso Mario (= Losembe Batwanyele) Affaires étrangères;
Tshibanhu André, Justice;
Mbeka Joseph, Economie;
Engulu Léon, Travaux publics;
Sakombi, Information;
Bintou Raphaêl (= Bintou-wa-Tsiabola), Travail;
Lwango Thomas (= Kashamvu Kalwango Birhwalina), Commerce;
Umba-di-Lutete. Energie;
Mafema Chlaude, vice-ministre Intérieur.

Remaniement, 21 février 1972;
Nguz Karl 1 Bond, Affaires étrangères;
Baruti wa Ndwale, Finances;
Ndongala Tadi Tewa, Economie,
Umba-di-Lutete, Mines.

Remaniement, 18 octobre 1972.
Kithima Bin Ramazani, Commissaire d'Etat aux Affaires politiques;
Eketebi Moyidiba, Commissaire d'Etat aux Transports et communications.

Conseil exécutif national, 8 mars 1974.
Gouvernement de la "radicalisation" de la zaïrianisation.
Mobutu, Premier, Défense et Plan;
Engulu, Affaires politiques;
Umba-di-Lutete, Affaires étrangères;
Sakombi, Orientation nationale;

Baruti, Finances;
Namwisi ma Nkoi, Economie;
D'zbo Kalogi, Mines;
Ndongala, Commerce;
Takizala, Travaux publics;
Eketebi, Transports;
Muntukakubi, Energie;
Bintu, Travail.

Remaniement du 7 janvier 1975.
Mandungu Bula Nyati, Affaires étrangères.
Remaniement du 4 février 1976.
Nguz Karl 1 Bond, Affaires étrangères;
Mandungu, Orientation nationale.

Conseil Exécutif du 23 février 1977.
Ce gouvernement dirigera la première "guerre du Shaba" en faisant intervenir des troupes franco-marocaines en mars-mai 1977.
Mobutu, Défense;
Nguz Karl 1 Bond, Affaires étrangères;
Engulu, Administration du territoire;
Bofossa Wambea Nkoso, Finances;
Duga Kugbetoro, Commerce;
Mulenda Shamwange Mutebi, Transports;
Takizala, Mines;
Mandungu, Travaux publics;
Mbunze Nsomi, Orientation nationale;
Mampuya Kanunka, Justice;
Kiakwama, Portefeuille;
Nyembo Shabani, Economie.

Conseil Exécutif du 13 décembre 1977.
Ce gouvernement dirigera la répression contre le mouvement de Martin Kasongo à Idiofa au cours de laquelle 2.000 villageois seront massacrés en janvier 1978; il déjouera une "tentative de coup d'Etat" en février 1978 et fera exécuter treize personnes dont Kudia Kubanza et le major Kalume et il organisera l'intervention franco-belgo-marocaine de mai-juin 1978 au Shaba.
Mobutu, Président du conseil;
Mpinga Kasenda, Premier commissaire d'Etat;
Umba-di-Lutete, Affaires étrangères;
Engulu, Administration du territoire;
Mokolo wa Mpombo, Orientation nationale;
Mulumba Lukoji, Plan;
Kiakwama, Portefeuille;
Nyembo Shabani, Economie;

Mushobekwa Kalimba, Transports et communications;
Mbala Mbabu, Mines.

Conseil Exécutif du 18 janvier 1980.
Mobutu, Président du Conseil;
Boboliko Lokonga, premier commissaire d'Etat;
Nguz Karl 1 Bond, Affaires étrangères;
Mafema, Administration du territoire;
Nyembo, Agriculture;
Namwisi, Finances;
Mulumba Lukoji, Portefeuille;
Pay-Pay Wa Kasige, Economie;
Mozagba Nguka, Mines;
Kamitatu, Environnement et tourisme;
Mushobekwa, Transports et communications;

Remaniement, 18 février 1981.
Nguz Karl 1 Bond, Premier commissaire d'Etat;
Bomboko Justin, vice-premier et Affaires étrangères;
Mabika-Kalanda, Commerce extérieure;
Bokana w'Ondangela, commissaire général du Plan.

Remaniement, 23 avril1981.
Nsinga Udjuu, Premier commissaire d'Etat.
Conseil Exécutif du 5 novembre 1982.
Mobutu, Défense;
Kengo Wa Dondo, Premier commissaire d'Etat;
Munongo Mwenda M'siri, Administration du territoire;
Kamanda wa Kamanda, Affaires étrangères;
Vunduawe Te Pemako, Justice;
Kande, Information;
Namwisi, Finances;
Nyembo, Economie;
Kamitatu, Agriculture;
Pay Pay, Portefeuille;
Mabika Kalanda, Recherche scientifique;
Mozagba Nguka, Santé;
Bokana w'Ondangela, Plan.

Conseil Exécutif du 6 décembre 1984.
Mobutu, Défense;
Kengo, Premier;
Mozagba, Administration territoriale;
Umba-di-Lutete, Affaires étrangères;
Sakombi, Information;
Kiakwama, Finances;

Mulumba Lukoji, Plan;
Nyembo Shabani, Agriculture;
Bokana, Travaux publics;
Mwamba Nduba, Transports et communications;
Takizala, Enseignement supérieur;
Kande, Travail.

Conseil Exécutif du 18 avril 1986.
Mobutu, Défense;
Kengo, Premier;
Duga Kugbe Toro, Mopap;
Mandungu, Affaires étrangères;
Mushobekwa, Commerce extérieur;
Kande, Justice;
Djamboleka Loma Okitongomo, Finances;
Sambwa Pida Nbagui, Plan;
D'Zbo, Agriculture;
Ileo Itambala, Mines et Energie;
Mokolo wa Mpombo, Enseignement supérieur;
Secrétaires d'Etat:
Nyiwa Mobutu (commerce extérieur),
Sendwe Kasongo Ilunga (Mines et Energie),
Tsombe Ditend (Affaires foncières),
Kisolokele Wamba (Travail).
Conseil Exécutif du 22 janvier 1987.
Mobutu, Défense;
Mabi Mulumba. Premier;
Nsinga Udjuu. Justice;
Sambwa Pida, Plan;
Vunduawe. Administration territoriale;
Ekila Liyonda, Affaires étrangères;
Nimy Mayidika Ngimbi, Droits et Libertés des Citoyens;
Mandungu, Information;
Nyembo, Finances;
Duga, Budget;
D'Zbo, Développement rural;
Mokolo, Travaux publics;
Pend je Demodedto, Affaires foncières.

Conseil Exécutif du 8 décembre 1988.
Mobutu, Défense;
Kengo, Premier;
Nimy, vice-premier, Droits des Citoyens;
Mwando Nsimba, vice-premier, Economie et finances;
Mozagba, vice-premier, Administration territoriale;
Nguz, Affaires étrangères;

Nyiwa Mobutu, Coopération internationale;
Sakombi, Information;
Katanga Mukumadi, Finances;
Takizala, Agriculture;
Mokolo, Travaux publics;
Pend je Demodedto, Affaires foncières;
Kibassa Maliba, Sports et Loisirs.

Conseil Exécutif du 11 janvier 1990.
On trouve tous ceux mentionnés ci-dessus à la date du 8 décembre 1988, sauf Sakombi et Mokolo;
Singa Boyembe, général d'Armée, Sécurité du Territoire;
Mushobekwa, Mines et Energie.
Signalons également que Kibassa Maliba est dans le gouvernement avant avril 1990, datte à laquelle Mobutu a proclamé le multipartisme. Après, le même monsieur va se retrouver avec Tshisekedi et Lihau à la tête de l'UDPS pour diriger la prétendue opposition contre Mobutu

Trois remarques importes d'ordre général concernant ces différents gouvernements

1) On est frappé par la continuité du noyau de base de cette bourgeoisie bureaucratique.
Dans les gouvernements qui renversent Lumumba en septembre-octobre 1960 (gouvernement Iléo, puis le Collège des Commissaires généraux), nous trouvons des hommes qui ont joué un rôle important dans la prétendue transition démocratique de 90-96 : Iléo, Bomboko et Kalonji, puis Ndele, Lihau, Tshisekedi, Boboliko et Takizala.
Après cette génération de l'Indépendance, à laquelle appartiennent également Ngalula, Kamitatu, Nendaka, Munongo etc, on voit émerger une deuxième, puis une troisième génération dont les "vedettes" deviennent aussi des valeurs sûres du régime mobutiste: les Umba-di-Lutete, Nsinga, Engulu, Nguza, puis les Mokolo, Bikana, Kengo et Mulumba Lukoji...qui dirigera, en 1990, la "démocratisation" de la dictature mobutiste.
Signalons également que certains gros poissons du mobutisme triomphant ne se trouvent pas sur notre liste. Pour la simple raison qu'ils n'étaient ministres. Mais ils occupaient des postes clefs dans des entreprises et dans des services de sécurité. C'est le cas de notre terminator **Honoré N'gbanda** qui vient de sortir son livre pour gagner une virginité politique. Il a dirigé pendant longtemps les services de sécurité et de répression de Mobutu
On peut encore faire remarquer que l'événement du 24 novembre 1965 ne marque aucun changement fondamental, puisque c'est le même personnel politique qui dirige le pays, avant comme après cette date "historique". Nous l'avons déjà dit.

2) On constate que pendant toute cette période, des éléments progressistes ont été entraînés dans les différents gouvernements, servant de couverture nationaliste ou lumumbiste.
Ces individus n'ont eu aucune influence réelle sur le cours de la politique, mais ils ont aidé, par leur présence, à paralyser la lutte populaire contre le régime néo-colonial. Ainsi, le gouvernement qui "renverse" Lumumba, comprend plusieurs ministres qui ont servi Lumumba, tels Mahamba, Bisukiro, Kabangi; dans le gouvernement Adoula, la première équipe qui connaîtra une stabilité relative, nous retrouvons Gbenye (MNC-L), Sendwe (Balubakat) et, pour quelques semaines, Gizenga (PSA).
Dans les gouvernements qui suivent,. nous voyons de temps en temps apparaître un Kidlcho, un Mabika-Kalanda, un Nguvulu ou un Kamanda wa Kamanda.

3) Le régime néo-colonial a pris, au début, la forme du multipartisme bourgeois, pour ensuite se transformer en dictature personnelle de Mobutu.
Dans le gouvernement Ileo qui renverse Lumumba, nous trouvons l'Abako, le Puna, le MNC-Kalonji, l'Unimo (de Bomboko), le PNP, le Cerea, le MNC-L.
Dans le gouvernement Adoula, on trouve des représentants ("modérés"...) des quatre partis qui ont donné une majorité nationaliste à Lumumba: le MNC-L, le PSA, le Cerea et le Balubakat. Mais on y trouve aussi les partis anti-lumumbistes: le PNP, l'Abako, le MNC-Kalonji, l'Unimo.
Même le gouvernement Tshombe, qui dirigera la répression la plus barbare qui s'est jamais abattue sur le Congo dans les années 60, était multipartite: le Conakat, l'Abako, le MNC-L de Kiwewa, le PUNA et l'Union Démocratique Africaine de Lubaya.

(**sources** : Congo 1960, tome II, p. 885, Crawford Young: Introduction à la politique congolaise, Congo 1964, p. 190, Congo 1965, p. 357, p. 420, Congo 1966, p. 32, Congo 1967, p. 79, Progrès, 7 mars 1969, Courrier Africain, 2-3 août 1969 et Martens Ludo, : Le régime mobutiste, ses maîtres d'œuvre, son idéologie.)

III) Mobutisme : Un système néocolonial

Introduction : du temps de la colonisation belge

L'Etat indépendant du Congo, devenu le Congo belge en 1908, a été conquis et pacifié, morceau par morceau, par les armes. Dans son Congo, Léopold II a établi un régime autocratique, dont il a admirablement exprimé les traits essentiels dans une lettre officielle du 3 juin 1906: *«Le Congo a donc été et n'a pu être qu'une oeuvre personnelle. Or, il n'y a pas de droit plus légitime et plus respectable que le droit de l'auteur sur sa propre oeuvre. (...) Mes droits sur le Congo sont sans partage; ils sont le fruit de mes propres peines et de mes dépenses.»* (1)

Une fois les réseaux administratifs et militaires étendus sur l'ensemble territoire, toute résistance d'une population morcelée par des structures traditionnelles était rendue fort difficile. Le plus souvent, une résistance diffuse s'exprimait sous des formes religieuses. Les rares fois qu'une résistance physique fut opposée au colonisateur, comme dans la région de l'entre Lutshima-Kwilu en 1931, la réaction fut terrible : une expédition punitive de la Force publique a laissé 4.000 morts dans les villages essentiellement pende.(2)

Toute activité politique était interdite à la population congolaise, et ce jusqu'à 1958. L'esprit autocratique de la colonisation belge s'exprime aussi dans le fait qu'elle a réussi à empêcher l'entrée d'écrits marxistes dans le Congo belge.

L'essor économique assez prodigieux de la colonie, qui profitait essentiellement à la métropole, était dû au travail forcé imposé aux Noirs. Le développement économique a connu une ampleur particulièrement grande, au moment où le système du travail forcé a été imposé à l'échelle la plus large : c'était pendant la deuxième guerre mondiale.

Entre 1939 et 1944, la production du cuivre montait de 122.600 à 165.500 tonnes, celle de l'étain de 9.800 à 17.300 tonnes; le caoutchouc grimpait de 1.142 à 12.000 tonnes et le bois atteignait 175.000 m3 à partir d'une production de 75.600 m3.(3) Il y avait 543.957 salariés en 1939, mais déjà 691.067 à la fin de la guerre mondiale en 1944. (4)

La guerre terminée, le gouverneur général Pierre Ryckmans du faire un aveu déconcertant: «Nos indigènes des villages n'ont pas de superflu ; leur niveau de vie est si bas qu'il doit être considéré non seulement comme incompressible, mais comme inférieur au minimum vital.(...) Les populations sont fatiguées de leur dur effort de guerre. Nous ne pouvons leur demander de soutenir cet effort et moins encore de l'intensifier. La limite est atteinte. » (5)

A l'indépendance, le Congo comptait douze universitaires, aucun médecin, aucun ingénieur. Un colon belge, poète à ses moments perdus, écrira plus tard avec nostalgie : «Il n'y avait pas de politique, ni de danger des élites noires, il y en avait trop peu...» (6)

Notons, enfin, que l'épopée coloniale belge, haute en tueries de tout genre, a débuté sous le drapeau des droits de l'homme. Léopold II envoya ses troupes au Congo pour y combattre *«l'odieux système des razzias et du trafic des esclaves»*. Sa *«croisade anti-esclavagiste»* fut menée au nom de *«la fraternité humaine et de la liberté»*. Ne s'y opposent que *«ceux-là qui favorisent le chaos et l'oppression».(7) Les Belges, conscients de leur devoir d'ingérence, sont arrivés dans un Congo «en pleine barbarie»*. Ils y trouvaient *«l'anthropophagie, les sacrifices humains, les ordalies sous forme d'épreuve du poison, les exécutions barbares.»* (8) **retour en haut**

a) Indépendance formelle ou indépendance réelle, démocratie populaire ou démocratie néo-coloniale ?

L'indépendance du Congo, le 30 juin 1960, fut le produit de deux courants historiques opposés. D'un côté, les masses congolaises, se révoltant contre des décennies d'oppression voulaient conquérir leur indépendance réelle. De l'autre côté, l'impérialisme belge se proposait de changer la forme de sa domination et de passer de l'autocratie coloniale à la démocratie néo-coloniale.

La Belgique a permis la création de partis politiques congolais, à partir d'octobre 1958, et elle est activement intervenue dans ce processus. Elle était confiante qu'une démocratie parlementaire s'accorderait parfaitement à la prédominance continue de ses intérêts économiques. Les élites congolaises, fort peu nombreuses, très mal formées, dépendaient complètement de leurs tuteurs belges. En finançant des partis pro-belges et en leur accordant tout l'appui de l'administration coloniale et de l'Eglise, la Belgique coloniale pensait pouvoir déterminer l'issue du scrutin du 25 mai 1960. Mais contre toute attente, les formations nationalistes gagnaient les élections avec une courte majorité de 71 députés sur 137, la majorité étant de 69.(9)

Les masses populaires du Congo — les paysans, les ouvriers et les sans emploi — ont joué le rôle déterminant dans la lutte pour l'indépendance. Elles ont déclenché la révolte du 4 et 5 janvier 1959, au cours de laquelle 300 personnes périrent sous les balles de la Force publique. Les paysans et les ouvriers ont refusé de payer les impôts et ils ont boycotté les institutions coloniales. La plupart des «évolués», par contre, ont adopté une attitude hostile à la lutte ou sont restés passifs; une minorité a participé à la lutte pour réformer le système. Après l'indépendance, Lumumba s'est fait le porte-parole du radicalisme paysan et ouvrier, avec des prises de positions que la plupart des évolués trouvèrent indécentes et provocatrices.

Lumumba disait : *«C'est le peuple qui nous dicte, et nous marchons suivant les intérêts et les aspirations du peuple. L'indépendance, c'est le début d'une vraie lutte. (...) L'indépendance politique étant conquise, nous voulons maintenant l'indépendance économique. Le patrimoine national nous appartient. (...)Nous-mêmes, les ministres, nous allons aller dans les milieux ruraux, nous allons labourer la terre pour montrer au pays comment nous devons faire nos coopératives. (...)Nous mangeons avec le peuple, nous n avons pas besoin d'argent.(...) Ce n'est pas en mendiant des capitaux que nous allons développer le pays. Mais en travaillant nous-mêmes, par nos propres mains, par nos efforts. (...) Le seul slogan pour le moment: le progrès économique, tout le monde au travail, mobiliser toute la jeunesse, toutes nos femmes, toutes les énergies du pays. Les cadeaux, on n'apprécie pas. L'indépendance cadeau, ce n'est pas une bonne indépendance. L'indépendance conquise est la bonne indépendance.»* (10) Le gouvernement Lumumba donnait ainsi expression au radicalisme populaire, faisant de l'indépendance totale par la mobilisation des masses travailleuses, son mot d'ordre principal.
retour en haut

b) L'installation du néocolonialisme par les Etats-Unis, la Belgique et les mercenaires foncièrement fascistes

Le gouvernement belge décidait immédiatement de saborder cette démocratie parlementaire qu'il avait lui-même échafaudée. Au Katanga, comme au Sud-Kasaï, soumis à un régime d'occupation militaire belge, le règne de l'autocratie était de retour. Les troupes de l'ONU, dont le drapeau cachait mal celui des Etats-Unis, ont, elles aussi, oeuvré à l'élimination des forces nationalistes. Le général Von Horn, qui commandait les forces de l'ONU, a avoué plus tard : *«Je nourrissais une profonde aversion pour Lumumba»*.(11)

Pour réaliser la transition de la domination coloniale au système néo-colonial, la Belgique et son nouveau protecteur et rival, les Etats-Unis, devaient contribuer à l'émergence d'une classe bourgeoise congolaise, prête à jouer le rôle d'intermédiaire. Et les *«évolués»* opportunistes rêvaient de pouvoir occuper les positions confortables réservées jusqu'alors aux administrateurs et directeurs blancs. Ils aspiraient à se transformer en grande bourgeoisie compradore, servant les intérêts étrangers en place dans la colonie.

Bien que le gouvernement Lumumba était arrivé au pouvoir à travers les procédures du parlementarisme bourgeois, il n'exprimait pas moins l'aspiration des masses à une démocratie populaire : c'est la mobilisation active et révolutionnaire des masses qui avait permis aux nationalistes radicaux de gagner les élections. Et cette mobilisation populaire se renforçait à mesure que l'agression néo-coloniale se développait.

Le 13 septembre, les deux chambres réunies accordaient les pleins pouvoirs au gouvernement Lumumba, lui permettant de prendre des mesures draconiennes contre tous les ennemis de l'indépendance. Lumumba sortait du cadre du parlementarisme bourgeois, il appelait l'Armée Nationale Congolaise et la population nationaliste toute entière au combat contre l'agression étrangère et contre les sécessionnistes au Katanga et au Sud-Kasaï.

Le 27 novembre, Lumumba prenait la route pour Kisangani où se trouvait le gros des troupes nationalistes. Il fut arrêté avant d'arriver à destination. Le général Von Horn a déclaré en 1965 : «A parler franchement, tout le pays aurait pu être mis à feu et à sang, si Lumumba était parvenu à Stanley ville ».(12) Ici s'exprime clairement la crainte de cet aristocrate, défenseur des intérêts occidentaux, d'une guerre populaire écrasant les forces néo-coloniales putschistes.

Pour établir l'ordre néo-colonial, 10.000 soldats belges débarquaient en juillet 1960 au Congo. Ils ont été suivis par les troupes de l'ONU, plusieurs milliers de Marocains, de Tunisiens et d'Ethiopiens, essentiellement. Et pour imposer à nouveau leur ordre et leur loi, l'Occident et ses portes-paroles locaux agitaient, comme le fit Léopold II à l'époque, le drapeau des... droits de F homme. «Lumumba est un dictateur qui nous ramène à l'esclavage», disait Monseigneur Malula.(13)

Kasavubu dénonçait *«le terrorisme et le banditisme»* de Lumumba.(14) Bomboko et Kasavubu accusaient Lumumba d'avoir organisé *«des bandes hostiles dans le but de porter la dévastation, le massacre et le pillage»* et d'avoir commis «le crime de génocide»] (15) Et le 17 janvier 1961, Lumumba, cet exécrable ennemi des droits de l'homme (de l'homme pro-impérialiste, s'entend), sera éliminé en compagnie de Mpolo et Okito. Peu après, Nzuzi, Mbuyi, Muzungu, Mujanayi, Elengesa et des dizaines d'autres cadres nationalistes seront massacrés à leur tour. **retour en haut**

b.1. Instauration du régime néo-colonial et insurrection populaire (1961-1965)

En août 1961, après une année d'indépendance, joignant la corruption, l'intimidation et la tromperie politique à la terreur, la Belgique et les Etats-Unis réussirent à rétablir le parlementarisme bourgeois dans les formes et avec les buts originellement prévus. Du 22 juillet au 2 août 1961, lors du Conclave de Lovanium, se réunit le parlement, épuré de pratiquement

tous ses éléments nationalistes, tombé aux mains de ceux qui ont tué Lumumba et ses proches. Ce fut le début officiel de la démocratie néocoloniale, taillée à la mesure des intérêts occidentaux.

Adoula présenta *«un gouvernement d'unité nationale»* qui prêcha *«le retour à la légalité constitutionnelle»* et *«la confiance mutuelle, l'union et l'effort commun»*. Finie la lutte contre l'impérialisme, il s'agit de *«rompre le cercle vicieux de vengeance, de haine, de récriminations»*.

Pour développer le pays, Adoula en appela avant tout à *«l'assistance financière de l'extérieur»*. Annonçant la répression qui ne tarda pas à s'abattre sur les forces nationalistes, Adoula affirma : «le maintien de l'ordre sera une préoccupation essentielle de mon gouvernement». Pour ce faire, Adoula voulut *«réunifier toutes les forces armées sous l'autorité du commandant suprême»*, c'est-à-dire de Mobutu, l'auteur du coup d'Etat anti-lumumbiste du 14 septembre 1960! (16)

Dès le 1er janvier 1964, à l'appel de Pierre Mulele, le ministre de l'éducation nationale de Lumumba, les paysans et les travailleurs se soulevaient sur les deux tiers du territoire congolais. La majorité de l'armée nationale passait du côté des insurgés. Le Conseil National de la Libération adoptait un programme rédigé par Léonard Mitudidi et Thomas Mukwidi. Il fixait des buts précis à l'insurrection populaire : *«Reconquérir l'indépendance nationale ; restituer le patrimoine et les richesses nationales au peuple souverain et travailleur ; rétablir la liberté et la démocratie nationales ; établir un gouvernement révolutionnaire, national et populaire.»*

Le combat était dirigé contre l'impérialisme et contre la réaction intérieure. *«Le CNL appelle tous les Congolais à : secouer le joug de l'impérialisme américain en balayant les agents congolais de l'oppression yankee ; rompre définitivement avec les traditions rétrogrades et les aliénations politiques, économiques et philosophiques étrangères. »* (17)

Théodore Bengila, le compagnon de lutte de Pierre Mulele, a remarquablement bien fixé le point de départ de l'insurrection populaire. *«Le pays est tombé entre les mains d'une caste qui ne cherche qu'à s'enrichir d'une manière scandaleuse, rapide, révoltante, impitoyable au détriment des intérêts réels du peuple qui continue à mourir de faim et à être privé de ses droits essentiels les plus élémentaires».* Après un quart de siècle de mobutisme, cette prise de position de 1963 étonne par sa clairvoyance. On ne saurait mieux décrire le fond commun de la démocratie néo-coloniale d'Adoula et de Tshombe (1961-1965) et de l'autocratie néo-coloniale de Mobutu (1965-?).

La conclusion que formulait Bengila, elle non plus, n'a rien perdu de son actualité : *«Il va de soi que nos frères réformistes, traîtres, qui servent d'intermédiaires aux compagnies, sociétés capitalistes et qui constituent directement ou indirectement le support d'une politique étrangère quelconque, incompatible avec les intérêts nationaux, doivent subir les rigueurs de notre lutte d'affranchissement total, sous la direction d'un pouvoir populaire et démocratique.(...) C'est un leurre, voire une utopie que de croire que la décolonisation totale et réelle puisse se réaliser sans casse. L'histoire de l'humanité nous le prouve avec éloquence.»* (18)

Sur le territoire où la révolution populaire établissait son pouvoir, des tribunaux populaires étaient organisés pour juger et, éventuellement, condamner à mort, les responsables du gouvernement, de l'administration, des forces de répression et du secteur économique qui avaient livré le Congo aux forces étrangères et persécuté, torturé et assassiné des nationalistes.

L'insurrection paysanne de 1964-1965 aurait triomphé sur tout le territoire national, sans l'intervention militaire de l'armée belge et des mercenaires sud-africains, allemands, espagnols, britanniques, soutenus par l'aviation américaine. Et à nouveau, on a vu accourir au Congo, du monde entier, la racaille fasciste, hurlant sa haine des nationalistes africains au nom... des droits de l'homme ! Le nazi Siegfried Müller, par exemple, affirme s'être rendu au Congo pour combattre les «rebelles anthropophages» (!) qui exterminaient *«l'élite congolaise. Leurs victimes*

étaient dépecées, éventrées, le coeur servant ensuite d'aliment rituel.» L'ex-lieutenant de la Wehrmacht qui a participé à la campagne de Stalingrad, a voulu délivrer le Congo des *«fauves affamés de sang»*.(19)

Ainsi, les *«droits de l'homme pro-impérialiste»* ont, une troisième fois, servi de justificatif à des massacres à grande échelle, commis par les forces interventionnistes. Il s'agissait de priver le Congo de son indépendance et d'écraser dans le sang un pouvoir populaire naissant. Avec la franchise du tueur professionnel, le nazi Müller nous expose sa conception de la guerre au Congo: *«Ici, je considère comme ennemi tous ceux que je ne connais pas.(!) En brousse, il devient absolument indispensable de détruire physiquement l'adversaire. »* (20)

Après la victoire sur l'insurrection paysanne, le chef des mercenaires-défenseurs des droits de l'homme, le colonel sud-africain Mike Hoare déclara : *«Tuer des communistes, c'est comme tuer de la vermine. Tuer des nationalistes africains, c'est comme tuer des animaux. Je n'aime ni les uns, ni les autres. Mes hommes et moi-même avons tué entre 5.000 et 10.000 rebelles congolais. Mais cela ne suffit pas. Il y a 14 millions de Congolais, vous savez, et je suppose qu'environ la moitié d'entre eux ont été des rebelles.»* (21) **retour en haut**

b.2. Démocratie néo-coloniale sur base de la constituion de Luluabourg

Au moment même où la révolution populaire se développait au Congo, le gouvernement néo-colonial convoquait, du 10 janvier au 10 avril 1964, une commission constitutionnelle à Luluabourg, comprenant, outre des délégués des provinces, des responsables des syndicats «libres», des employeurs et de la jeunesse. Les travaux de Luluabourg donnaient, pour la première, un cadre constitutionnel congolais à la démocratie parlementaire opérant dans les limites de la dictature néo-coloniale. L'essence de cette constitution (22) était la dictature exercée par l'impérialisme et la grande bourgeoisie compradore. «Les droits de propriété, qu'ils aient été acquis en vertu du droit coutumier ou du droit écrit, sont garantis conformément aux lois nationales» (article 43).

Cette grande bourgeoisie se réservait le droit d'instaurer un régime militaire, dès que ses intérêts étaient menacés. «Lorsque (…) le fonctionnement régulier des institutions de la République ou d'une province est interrompu, le Président de la République proclame l'état d'urgence. Il prend alors les mesures urgentes nécessaires pour faire face à la situation.» (article 97) Il faut dire qu'au moment de la rédaction de ce texte, la province du Kwilu vivait sous l'état d'exception, instauré le 18 janvier 1964 : c'était le retour de l'autocratie léopoldienne avec un commissaire extraordinaire détenant les pouvoirs civils et militaires et des cours martiales passant immédiatement par les armes les condamnés à mort.(23) Ce régime s'étendit bientôt sur la majeure partie du territoire national. L'armée néocoloniale, entraînée à partir de 1963 par des officiers belges, américains, israéliens et italiens, protégeait par la terreur les intérêts belges et ceux de la grande bourgeoisie congolaise.

La constitution dénia, bien sûr, à la population le droit à l'autodéfense. «Nul ne peut organiser des formations militaires, paramilitaires ou des milices privées, ni entretenir une jeunesse armée ou subversive. » (article 159)
Dans ce cadre de la dictature néo-coloniale, la constitution accordait les droits traditionnels de la démocratie bourgeoise aux citoyens. «La liberté de presse est garantie à tous les Congolais». (article 26) A condition, évidemment, qu'ils en aient les moyens financiers et qu'ils ne «profitent» pas de la «liberté» pour fomenter une rébellion contre l'ordre établi. «Tout Congolais a le droit de créer un parti politique ou de s'y affilier». (article 30) A condition que ce parti accepte d'opérer dans les limites de l'ordre néo-colonial.

Puis, comme toutes les constitutions bourgeoises, celle de Luluabourg comptait maintes stipulations hypocrites qui seront foulées aux pieds dès que les intérêts de la grande bourgeoisie

et de l'armée l'exigeaient. «Toute personne a droit au respect et à la protection de sa vie et à l'inviolabilité de sa personne ». (article 14) Mais bientôt les mercenaires et les tueurs de l'ANC massacraient à coeur joie. «Aucune troupe étrangère ne peut occuper ni traverser le territoire de la République si ce n est en vertu d'une loi nationale», (article 162) Mais bientôt le colonel Vandewalle commandait l'Armée «Nationale» Congolaise et les mercenaires sud-africains se comportaient, de l'aveu du major Müller lui-même, «comme des soldats en pays ennemi» (!)(24)

Après le coup d'Etat de Mobutu, le 24 novembre 1965, la grande bourgeoisie compradore du Congo, divisée jusqu'alors dans de nombreuses fractions constituant des entités politiques différentes, se regroupa, bon gré mal gré, au sein du MPR. La nouvelle constitution de Mobutu, soumise au référendum le 24 juin 1967, ne se distinguait pas fondamentalement de celle de Luluabourg. Il y eut tout au plus un réaménagement, au sein de la classe politique néo-coloniale régnante, pour donner une plus grande stabilité au régime. Le Président de la République concentrait désormais des pouvoirs qui étaient, auparavant, du domaine du premier ministre et du gouvernement. La grande bourgeoisie mettait fin à ses luttes de fraction ouvertes : «Il ne peut être créé plus de deux partis dans la République» (article 4)(25)

La constitution de Luluabourg et celle de Mobutu sont issues du même milieu politique. Les deux documents expriment les intérêts de la même classe sociale et de ses protecteurs étrangers. Tshisekedi a participé en tant que technicien à la rédaction de la constitution de Luluabourg ; il est l'auteur principal de la constitution de Mobutu. A Luluabourg, la commission constitutionnelle a été présidée par Joseph Iléo, assisté de M. Lihau. Les hommes fort du «syndicalisme libre» y ont joué un rôle important : Bo-Boliko, Kithima et Siwa. Bomboko et Takizala y ont pris longuement la parole. Nous retrouvons tous ces hommes à des positions dirigeantes du MPR lors de son premier congrès, le 21 -23 mai 1972.(26) **retour en haut**

b.3. Conclusion

Le coup d'Etat de Mobutu, le 24 novembre 1965, fut le couronnement de l'action armée, entreprise essentiellement par les mercenaires sud-africains, les gendarmes katangais et les armées belges et américaines pour «pacifier» le Congo. Contre des paysans et des ouvriers armés de lances, de machettes et d'arcs, les armes à feu les plus modernes, y compris celles de la force aérienne, ont été utilisées.

Les forces nationalistes et révolutionnaires, qui représentaient les intérêts des paysans, des travailleurs et des patriotes, ont été noyées dans le sang. Mais à peine les classes travailleuses furent-elles soumises, à peine les organisations révolutionnaires détruites, que Mobutu s'appropriait une grande partie de leur discours révolutionnaire, afin de compléter la terreur politique par la mystification et la démagogie politiques.

Ne disposant d'aucune organisation révolutionnaire authentique, le peuple pouvait difficilement percer la supercherie. Le Manifeste de la N'sele, manifeste du MPR proclamé le 20 mai 1967, affirme d'emblée : *«Depuis le 25 novembre 1965, une révolution digne de notre grande nation s'opère au Congo. La révolution congolaise est révolutionnaire par la volonté de s appuyer sur la population (...) Il s'agit d'une révolution vraiment nationale, nourrie par l'expérience».* (28)
Il faut le faire ! Après avoir recouru aux troupes étrangères pour écraser dans le sang la plus grande insurrection populaire de l'Afrique post-indépendante !

Mobutu, l'homme qui renversa le gouvernement nationaliste de Lumumba par son premier coup d'Etat du 14 septembre 1960, l'homme de la CIA et le porte-parole des intérêts belges et américains, pérorait sur le nationalisme congolais : *«Pour nous, les mots colonialisme, néo-colonialisme, impérialisme et autres néologismes qui gardent tout leur sens ailleurs, ont disparu de notre langage. Car nous pouvons le dire, militantes et militants, au Zaïre, nous sommes complètement maîtres de nos destinées.»* (29)

Mobutu, le principal responsable de l'assassinat de Lumumba, l'homme qui a fait abattre des dizaines de milliers de paysans lumumbistes, s'efforça de détourner l'héritage de Lumumba au profit de la dictature néo-coloniale qu'il venait d'instaurer: *«Gloire et honneur, s'écria Mobutu, à cet illustre Congolais, à ce grand Africain, premier martyr de notre indépendance économique : Patrice Emery Lumumba. Parce qu'il avait compris que l'indépendance politique ne vaut rien si elle ne repose pas sur une véritable indépendance économique (...) parce que son discours sonnait le glas du colonialisme, Lumumba tomba, victime des machinations colonialistes.»* (30)

Les masses populaires étant défaites et leurs organisations révolutionnaires éliminées, Mobutu pouvait instaurer une forme de démocratie assez large parmi toutes les forces bourgeoises et rétrogrades qui acceptaient de situer leur activité dans le cadre du MPR, structure garantissant les intérêts, tant des multinationales, que de la grande bourgeoisie compradore et bureaucratique.
Aussi, Mobutu pouvait-il dire aux centaines de participants au congrès du MPR, en 1972 : *«Vous êtes démocrates, par cela même qu'au sein de ce congrès, ou à l'assemblée nationale, ou dans les instances du parti, vous exercez la démocratie en vous exprimant librement.»* (31)

Les différentes fractions bourgeoises et petites-bourgeoises, qui s'exprimaient de 1961 à 1965 à travers les multiples partis politiques, pouvaient désormais se faire entendre à l'intérieur des structures du MPR, devenu, de fait, le parti néo-colonial unique.

. **retour en haut**

c) Thèmes des discours, de l'idéologie et de la propagande mobutistes camouflant le néocolonialisme : de la "Nation menacée par la politicaille" à "l'authenticité".

c.1. Vive l'Armée, à bas les politiciens!

Le 24 novembre 1965, Mobutu réalise son deuxième coup d'Etat. Dans la mythologie mobutiste, cette date marquera l'ère nouvelle, la véritable naissance de la Nation. Le Haut-Commandement publia à cette occasion une déclaration dont voici l'essentiel.

"Dès l'accession du pays à l'indépendance, l'Armée nationale congolaise n'a jamais ménagé ses efforts désintéressés pour assurer un sort meilleur à la population. Les dirigeants politiques, par contre, se sont cantonnés dans une lutte stérile pour accéder au pouvoir sans aucune considération pour le bien¬être des citoyens de ce pays. "(57)

"L'existence même de la Nation était menacée. De l'intérieur par les conflits stériles des policiens qui sacrifiaient le pays à leurs propres intérêts. S'emplir les poches, exploiter le Congo et les Congolais, telle semblait être leur devise. Ceux qui détenaient une parcelle de pouvoir se laissaient corrompre. Que pouvait fatre le Haut-Commandement de l'Armée? Rien d'autre que ce qu'il a fait: balayer la politicaille. "(58)

"L'Armée nationale congolaise, gardienne de la sécurité des biens et des personnes tant congolaises qu'étrangères, continuera à la garantir. Le Haut-Commandement espère que le peuple congolais lui en sera reconnaissant, car son seul but est de lui assurer la paix, le calme, la tranquillité et la prospérité." "Le colonel Mulamba est chargé de former un gouvernement représentatif d'Union nationale." "La décision que nous avons prise aujourd'hui n'est ni un coup de force ni un coup d'Etat".(59)

Commençons par cette belle image de l'Armée désintéressée servant humblement les pauvres... En réalité, quelques semaines à peine après l'accession du Congo à l'indépendance, Mobutu s'était efforcé de former, avec l'aide du général marocain Kettani, de l'ONU, des formations militaires fidèles à sa personne. Il a refusé de mener le combat contre les troupes

interventionnistes étrangères qui occupèrent le Congo, mais il s'est occupé des préparations du renversement du gouvernement légal. Dès 1960, l'Armée nationale congolaise s'est manifestée comme une force anti-lumumbiste et anti¬nationale.

En 1961, Adoula se vit obligé de déclarer: "Brutaliser, piller, violer et assassiner, là ne sont pas les tâches d'une armée qui se veut digne. " (60) Dès 1963, l'Armée, réorganisée par les Américains et les Belges, se mit à terroriser les populations sous le couvert de l'état d'urgence.

En 1964-1965, l'ANC se spécialisa à exécuter, par centaines et par milliers, des présumés "rebelles" sans armes que les mercenaires et les troupes belges avaient arrêtés...Le mensonge de Mobutu à propos d'une armée soucieuse du bien-être et de la paix, faisant, de 1960 à 1965, des efforts désintéressés pour la population, était trop criant; et pourtant, des nationalists et des lumumbistes, en intégrant les rangs de la grande bourgeoisie, aideront à répandre ce mythe.

On peut noter qu'une des sources d'inspiration de l'idéologie mobutiste est indéniablement la conception fasciste de la "révolution nationale". La tirade de Mobutu contre "la politicaille" semble copiée d'Europe magazine, hebdomadaire fasciste bien coté chez les colons. Un auteur fasciste expose ainsi sa critique des partis politiques: "Chaque parti, chaque coterie au sein d'un parti était l'instrument, non pas du Bien Commun mais d'un ensemble d'intérêts particuliers. L'incompétence, l'irresponsabilité, la pratique du compromis et les moeurs de la camaraderie parlementaire, l'ingérence des clubs d'irresponsables dans les attributions du Pouvoir, la soumission de celui-ci à des puissances occultes ou à des mafias financières, l'intervention de l'étranger dans la vie intérieure du pays, la corruption, la constitution du personnel parlementaire en une caste de politiciens professionnels, tout cela était monnaie courante."(61)

La politique d'"union nationale", lors de l'instauration de la dictature mobutiste, impose l'unité des différentes fractions de la grande bourgeoisie sous la houlette du dictateur; elle met fin à la lutte politique ouverte qui décidait jusqu'à présent quelles fractions de la bourgeoisie auraient la part prépondérante dans le pillage de l'Etat. Cette lutte politique créa de l'instabilité pour toute la classe bourgeoise. Tous les grands bourgeois jouiront désormais de la stabilité, mais leurs chances d'un enrichissement accéléré dépendront désormais en grande partie du bon vouloir du dictateur.

c .2. "Vive Lumumba, à bas les monopoles exploiteurs!"

Le discours du 30 juin 1966, proclamant Lumumba héros national, marque un perfectionnement important dans la construction idéologique du régime néo¬colonial. En voici des extraits significatifs.

"Hommage à toutes les vIctimes du 4 janvier 1959!
Gloire et honneur à cet illustre Congolais, à ce grand Africain, premier martyr de notre indépendance économique: Patrice Emery Lumumba!
Parce qu'il avait vu clair, parce qu'il avait compris que /'indépendance politique ne vaut rien si el/e ne repose pas sur une véritable indépendance économique, Lumumba tomba, victime des machinations colonialistes.
Parce qu'à notre tour, nous avons dénoncé les abus des monopoles et des groupes d'affaires qui exploitent notre pays, ceux pour qui le Congo doit contmuer à être exploité comme une colome éternel/e, nous ont condamnés, nous aussi. Les pUIssances de l'argent, insidieusement, hypocritement, veulent maintenir nos populations dans la misère et les exploiter jusqu'à la fin des temps.
Les politiens ont bafoué notre indépendance. Des conseillers politiques étrangers et des groupes d'intérêts étrangers ont guidé nos gouvernants, élaboré des textes et imposé la politique de leur choix.
C'est l'armée qui constitue la garantie suprême de l'intérêt général.

1/ a fallu améliorer les conditions de vie des travail/eurs. Nous avons décrété le blocage des prix et une augmentation de 30 % du salaire minimum.
Grâce à notre franc-parler, nous sommes arrivés à faire prendre conscience aux parlementaires du rôle éminent et noble qui est le leur. Lorsqu'on vote aujourd'hui au Parlement, c'est /'intérêt de la Nation qui prime et non plus les avantages et profits personnels. "(62)

Mobutu rend hommage aux victimes oubliées du 4 janvier 1959. A l'époque, la grande majorité des évolués, entre autres tous ceux qui entourent Mobutu sept années plus tard, avait dénoncé la révolte insensée et destructrice des chômeurs de Léopoldville. Un rapport des autorités coloniales disait: "Des évolués déplorent l'agitation qu'ils déclarent uniquement entretenue par des éléments irresponsables".(63)

Mais l'hommage aux victimes du 4 janvier 1959 sert ici à faire oublier les victimes, cent fois plus nombreuses, des forces interventionnistes venues écraser, en 1964-1965 l'insurrection populaire. Mobutu s'apitoie sur un massacre de l'époque coloniale pour mieux justifier les massacres de l'époque néo-coloniale.

Mobutu, l'homme qui porte la responsabilité principale dans l'élimination physique de Lumumba (c'est lui qui l'a renversé par le coup d'Etat du 14 septembre, c'est lui qui a donné l'ordre de donner la chasse à Lumumba, le 15 décembre 1960, c'est lui qui l'a envoyé à la boucherie katangaise de monsieur Tshombe), pousse l'effronterie jusqu'à déclarer sa victime héros national!

Le premier but de cette mystification était de dérouter les masses lumumbistes qui avaient un attachement profond pour l'oeuvre du martyr de l'indépendance; mais, la plupart des dirigeants révolutionnaires étant éliminés, la conscience politique des masses restait embryonnaire.

Le deuxième but était de transposer l'admiration des masses pour Lumumba, sur lui-même, Mobutu, présenté comme le continuateur du combat contre les monopoles étrangers, pour l'indépendance économique. Ce transfert du prestige de Lumumba sur son assassin, sera complet lorsque ce dernier se proclamera Père de la Nation et fera débuter la construction de la Nation au 24 novembre 1965, poussant Lumumba et le 30 juin 1960 dans l'oubli.

Certains interprètent les attaques de Mobutu contre les "monopoles étrangers", contre les "puissances de l'argent, contre les "groupes d'affaires qui exploitent honteusement nos richesses", comme la manifestation d'une tendance de gauche et populiste au sein du Mobutisme. Il est plus indiqué de voir dans ces attaques "anti-capitalistes" une symétrie avec la démarche de l'idéologie fasciste.

Tous les mouvements fascistes se caractérisent, entre autres, par une violente démagogie anti-capitaliste, dont le but est d'empêcher que les masses rejoignent les partis communistes qui luttent effectivement contre le fléau capitaliste. Ainsi, dès l'installation de l'ordre fasciste en France, en 1940, on lira: "L'économie libérale a fait faillite. Qu'on le veuille ou non, le capitalisme, régime économique, doit disparaitre".(64) Un idéologue du fascisme en Belgique écrit sous le régime nazi: "Les dirigeants des trusts et des cartels, des banquiers le plus souvent, essayaient de rationaliser l'économie, mais le capitalisme était toujours dominé par la loi exclusive du profit. Rationaliser, c'était écraser les plus faibles, mettre hors jeu les entreprises réfractaires à l'emprise de la Finance et concentrer entre quelques mains une monstrueuse puissance économique et sociale".(65)

Mobutu s'en prend à nouveau à la "politicaille" parce qu'elle s'entourait de conseillers étrangers occultes. Or, il est bien connu que Mobutu, le militaire intègre, travaillait, avant l'indépendance et de façon beaucoup plus clandestine, pour la Sûreté belge avant de passer, en 1960, à la CIA. Dans les premiers mois de l'indépendance, le colonel belge Marlière fut son conseiller militaire;

ensuite, le général marocain Kettani devint le conseiller principal de Mobutu et l'inspirateur de son coup d'Etat du 14 septembre. Par la suite et jusqu'aux opérations de l'armée belge en 1964-1965, le colonel Marlière reprit sa place de guide auprès de Mobutu.(66)

c .3. Vive le Chef, à bas les idéologies étrangères!

Le Manifeste de la N'Seie de 1967 devint la charte du MPR (67). On y lit ceci :

"Le MPR veut faire du Congo un pays réellement indépendant. Sa doctrine est le nationalisme. Depuis le 25 novembre 1965, une révolution digne de notre grande nation s'opère au Congo. Le MPR entend qu'elle puisse s'effectuer: dans le respect des libertés démocratiques, dans l'exaltation des valeurs du pays dans le domaine intellectuel et culturel, par l'union de tous les Congolais pour la force et la grandeur de la République.
(A) Le MPR, organisation démocratique, assurera la participation active, directe ou indirecte, de chacun à la discussion publique des problèmes de la vie commune.
(B) L 'homme congolais ne demandait qu'à retrouver un ordre, un chef et une vision claire de l'avenir. Le général Mobutu reprenait alors le pays en main. Il restaurait le prestige national et l'autorité de l'Etat.
L'autorité de l'Etat ne peut être contestée; le pouvoir ne recule pas devant les groupes, qu'ils soient d'intérêt ou d'opinion. Le système présidentiel affirmera son autorité sur tous et dans tout le pays. "
(C) Le MPR veut "une économie organisée fonctionnant sous le contrôle et au bénéfice de la collectivité." "Révolution dans le monde du travail. Ouvriers, employés ou agriculteurs, tous ceux qui produisent sont également nécessaires à la Nation. "
(0) "Cette révolution est faite dans une optique congolaise, sans référence à des penseurs étrangers. Elle répudie aussi bien le capitalisme que le communisme." (Ailleurs, Mobutu dira: "Nous avons répudié aussi bien le capitalisme impérialiste que le communisme totalitaire, car notre humanisme se suffit à lui-même. "(68))
(E) *"Le MPR proclame que son but est de libérer les Congolais de toutes les servitudes et d'assurer leur progrès en édifiant une république vraiment sociale." "Aucun jeune Congolais ne doit pâtir de l'insuffisance des moyens d'enseignement. Un effort doit être fait pour que tous les jeunes du pays obtiennent les mêmes chances. "*

Le MPR prétend qu'il fera du Congo un pays réellement indépendant. Or, les forces qui avaient lutté avec le plus d'abnégation et de ténacité contre le colonialisme, furent les masses paysannes et travailleuses. Ce sont elles qui ont déclenché la révolte du 4 janvier 1959 à Kinshasa et qui ont, dans les mois suivants, organisé le boycott des taxes. Ce sont elles qui ont déclenché l'insurrection populaire de 1964-1965 dirigée contre la consolidation du régime néo-colonial. En écrasant dans le sang ces masses, Mobutu a détruit la base de toute politique d'indépendance.

Avant l'indépendance, la majorité des évolués a collaboré avec le colonisateur; après l'indépendance, les nouveaux éléments bourgeois dépendaient complètement de l'Occident. Comment cette classe, arrivée au pouvoir par des interventions militaires étrangères (celles de 1960-1963 et celles de 1964-1965), enrichie par les gouvernements et les entreprises occidentaux, pourrait-elle maintenir une quelconque indépendance?

La *"révolution"* dont le MPR parlait à l'issue de la répression sauvage des insurrections populaires, ne pouvait être qu'une contre-révolution, visant à consolider le pouvoir politique de la bourgeoisie sur les masses. La démagogie du Manifeste de la N'Seie ne peut être comparée qu'avec cette autre démagogie *"révolutionnaire"*, utilisée par le fascisme. Les similitudes sont frappantes, comme on le verra en parcourant ces extraits de documents fascistes, abordant les mêmes thèmes.

(A) Après avoir assuré sa victoire par la terreur contre les communistes et les révolutionnaires, le pouvoir fasciste parle démagogiquement de la "participation" du peuple. Nous lisons chez un auteur fasciste belge: *"Devant le POUVOir, le Parti (fasciste) doit refléter les aspirations populaires. Ainsi il assure une participation effective de tous à la vie politique".* (69)

(B) Le fascisme a toujours défendu le culte du chef et de l'autorité. Un idéologue de fascisme en Belgique écrit en 1964: *"Les masses ne sont jamais contre les chefs. Ce sont les intermédiaires qui le sont". "Etre chef, c'est fréquemment décider contre tous ou voir clair avant les autres". (70) L'obéissance à "l'Etat à la fois populaire et autoritaire" caractérise tous les mouvements fascistes. (71) Pétain dira au début de la collaboration en France: "Nous ferons une France organisée où la discipline des subordonnés répond à l'autorité des chefs dans la justice de tous."* (72)

(C) Le fascisme, qui étouffe la lutte de classes des travailleurs dans le sang, promet de développer l'économie *"pour le bien de tous"*, *"pour le bien commun"*; de pareilles promesses démagogiques sont d'ailleurs faites à toutes les fractions de la bourgeoisie. "Le fascisme prône *"une économie dirigée, subordonnée au Bien de la communauté". "Par la révolution contemporaine, le travaif retrouve une valeur humaine. Tout homme qui travaiffe d'une façon quelconque est considéré comme un serviteur de la communauté et traité comme tel"*. (73).

(D) A ceux qui ne connaissent pas l'histoire des luttes politiques des années trente et quarante, le slogan *"ni droite ni gauche"*, ou *"ni capitalisme, ni communisme"*, peut paraître raisonnable et équitable. Rien n'est moins vrai. il s'agit d'un des principaux mots d'ordre du fascisme, le mouvement le plus à droite et le plus sanglant que le monde ait connu! Le fasciste français Thiery Maulnier déclarait: *"Nous ne croyons ni au capitalisme qui crée la lutte de classes, ni au socialisme qui l'exploite, ni à la droite, ni à la gauche, tyrannies antagonistes, peut-être, mais également haïssables"* (74)

Les fascistes, qui sont des partisans de la dictature terroriste du grand capital, viennent en général au pouvoir au milieu de grandes crises économiques et sociales. Pour entraîner les masses désespérées, ils doivent faire des discours contre l'exploitation et le capitalisme (ni droite). tout en menant un combat sanglant contre les communistes (ni gauche). Un des penseurs fascistes belges écrit: *"Ni communisme, ni ploutocratie capitaliste. Vouloir conformer l'homme à des fantasmes idéologiques, c'est le communisme avec son train de vexations et de cruautés. Les capitalistes financiers aussi ont tout à craindre d'un régime populaire et autoritaire."* (75)

(E) Une des principales tactiques du fascisme, qui écrase impitoyablement les organisations de gauche, consiste à s'emparer des mots d'ordre de la gauche, qui expriment l'espoir des masses opprimées à une meilleure vie. Le but est de désorienter les masses qui suivaient les dirigeants de gauche. Ainsi un auteur fasciste écrit: *"Le national-socialisme humanise l'économie et rend à la production des richesses sa destination naturelle qui est d'embellir la vie de l'homme et de favoriser son développement au sein de la communauté. L'ordre nouveau affirme la primauté du travail, la satisfaction des besoins par une production utile. La révolution met fin à l'exploitation de l'homme par l'homme. "*
retour en haut

Retour à la table de matière de ce dossier

NOTES :
(1) Lois en vigueur dans l'Etat Indépendant du Congo, Bruxelles, 1905, pp.109-1,109-2.
(2) Sikitele Gize : Racines de la révolte pende de 1931, dans Etudes d'histoire africaine, V-1973, p.99-153.
(3) Congo-Nil, Guide du Congo belge, 1948-1949, éd. Van Assche, Bruxelles, p.289.

(4) Remarques congolaises, 1966, p. 102
(5) Ryckmans P., Discours 5 juillet 1946, in Etapes et Jalons, Bruxelles 1946, pp.205-206.
(6) Medda F: A l'ombre des bananiers, coll. Permanences poétiques, Bruxelles 1973, p.117.
(7) De Buck Jean-Marie: Jacques de Dixmude, coll. Durendal, Paris-Bruxelles 1933, p. 48-49
(8) Cayen, major : Au service de la Colonie, éd Jean Dewit, Bruxelles 1938, p.26-27
(9) Ganshof Van der Meersch, Congo mai-juin 1960, Rapport du ministre..., Bruxelles 1960, pp.94-95.
(10) Congo1960, tome II, p.593-594, conférence du 9 août 1960.
(11) von Horn Karl, Soldat de la paix, éd. de la Cité, 1966, Paris, p. 194.
(12) Ibidem, p. 236
(13) Courrier d'Afrique, 19 juillet 1960, p.1.
(14) Heinz et Donnay, Les cinquante derniers jours de Lumumba, Bruxelles 1976, p.35
(15) Chronique de politique étrangère, IRRI, Bruxelles, XV, 4-6, p. 672.
(16) Congo 1961, Déclaration gouvernementale Adoula, p. 422-4429.
(17) Martens Ludo, Pierre Mulele ou la seconde vie de Patrice Lumumba, éd EPO, Anvers, 1985, p. 163-164.
(18) Ibidem, p. 136 ; Message du PSA, de Théodore Bengila, 9 juin 1963.
(19) Müller Siegfried, major, Les nouveaux mercenaires, éd France Empire, 1965, p.179, 184 et 112.
(20) Ibidem, p. 55 et 92.
(21) Congo 1965, p. 457, déclarations à l'AP, 14 décembre 1965.
(22) Les cents jours de Luluabourg: un point de vue syndical sur le texte de la Constitution, 1964, Texte intégral, p.135-191.
(23) Congo 1964, p. 17 et 22.
(24) Müller, op.cit. p. 120.
(25) Congo 1967, p. 58.
(26) MPR, Premier congrès ordinaire, Documents, éd. Direction du bureau politique, p.155-186; Les cent jours de Luluabourg, p. 35 et 45
(27) MPR, premier congrès...p. 19.

IV) Bilan de la gestion de l'économie de notre pays
par les grands "experts" mobutistes

Introduction et synthèse

Après l'indépendance formelle, 40 années de néocolonialisme ont enrichi les multinationales et la grande bourgeoisie bureaucratique et compradore mobutiste. Ces décennies de néocolonialisme ont aussi complètement ravagé et détruit le pays et clochardisé sa population.

Après cette période de 40 années de déstruction, la majorité des barons mobutistes ont collaborés depuis le 2 août 1998 avec les forces de l'agression qui a créee une situation encore plus pénible pour le peuple congolais.

Les criminels au pouvoir sous le mobutisme triomphant tentent aujourd'hui de peindre une belle image du mobutisme. Les chiffres nous prouvent le contraire : alors que le Zaïre mobutiste se trouvait dans un rapport de forces avantageux au niveau international, les criminels qui ont fait le mobutisme ont ruiné le pays !

Or, aujourd'hui les Kengo, N'Gbanda, Tambwe Mwamba, Kinkeyi Mulumba et autres grands cadres de la dictature mobutistes ont pris l'habitude de se présenter comme des grands experts. Des hommes qui ont la sagesse et l'expérience des affaires d'Etat.

Mais leur l'arrogance et le mépris avec laquelle ils parlent de Mzee Laurent D ésiré Kabila et du Président Joseph Kabila, sont fortement déplacées.Avant de dresser un bilan complèt nous

citons quelques chiffres signifiantes qui démontrent comment toutes ces personnages lugubres ont collaboré à la destruction complète de l'économie et des infrastructures de notre pays.

La période de 1965 - 1975

Lors de son second coup d'Etat, le 24 novembre 1965, a concentré tout le pouvoir dans ses mains comme un Léopold II du vingtième siècle. Il a pris le pouvoir dans une période où les rapports des forces évoluaient favorablement au Tiers Monde, grâce aux luttes anti-impérialistes et populaires qui déferlaient du Vietnam jusqu'aux pays arabes et en Amérique latine. Les pays du Tiers Monde producteurs de matières premières se sont coalisés pour arracher des prix plus élévés.
Les revenus du Congo mobutiste augmentaient considérablement.
Mobutu s'est lancé dans des projets de « développement » gigantesques et peu réfléchis qui avaient l'avantage qu'ils permettaient de beaucoup détourner…

- Entre 1965 et 75, Mobutu a dépensé 1,5 milliards de FF pour la sidérurgie de Maluku qui n'a jamais démarré réellement. Mais elle a permi de détourner beaucoup de fonds…
- Inga I a coûté 1,3 milliards de FF, Inga II avait déjà coûté 4 milliards de FF en 1983 et à la même date la ligne Inga-Shaba avait demandé 7 milliards de FF…
- La Banque Mondiale écrit en 1982 : « Entre 1972 et 74, le Zaïre a contracté de lourds emprunts extérieurs à des conditions peu favorables et pour des projets d'un intérêt douteux ». C'est dire que l'intérêt réel, pour les mobutistes, était la possibilité de détourner de grosses sommes…
- Le mobutisme a été une catastrophe pour le Congo, mais une aubaine pour la grande bourgeoisie compradore qui a volé à pleines mains. C'est ce que doit avouer même la Banque Mondiale ! Elle écrit : *« Bien que le Zaïre était au cours des années 70 un des pays les plus stables politiquement en Afrique, l'impact combiné de facteurs internes et externes fut telle que la performance de son économie se rapproche de celle de pays qui ont été sévèrement affectés par des conflits civils et-ou par une instabilité aiguë »*. En clair : *« l'unité et l'ordre »* mobutistes ont eu les mêmes conséquences ravageuses qu'une instabilité grave et une guerre civile…

La période de 1975 - les années 80

- Ainsi, entre 1974 et 1982, la production manufacturière chutait de 100 à 63 !
- L'activité de l'ONATRA tombait de 100 à 61,9, celle des Chemins de fer de 100 à 56,1.
- Alors que la population explosait, la production agricole a baisé de 10 % entre 1972 et 1980.
- Le salaire réel dans l'administration a chuté de l'index 100 en 1975 à…. 20,8 en 1982 ! ! !
- Entre 1975 et 1988, la valeur réelle du Zaïre, exprimée en dollars a chuté de 1 à moins de 0,003.

La période de 1990 -1996

La Transition soi-disante "démocratique" a surtout été marquée par des destructions économiques jamais vues.

- La première année de la Transition a connu une chute de la production industrielle de 40 % et une inflation de 1.000 %. (KABILA,p.68-69; Echo de la Bourse, 25 avril 1991)
- Le nombre de salariés a chuté de 1.600.000 en 1990 à 950.000 en 1996.
- Loka Ne Kongo écrit :*"Les fonctionnaires de l'Etat ... reçoivent un salaire de misère qui, du reste, demeure impayé des dizaines de mois durant. Le professeur d'université touche par mois 10 dollars US."*

La marche victorieuse de Kabila n'aurait pas été possible, si les masses n'avaient pas fait l'expérience de la traîtrise de Tshisekedi et de la CNS. Dans la souffrance, la population a fait l'expérience de la complicité de classe entre toutes les composantes de la bourgeoisie compradore et bureaucratique pour maintenir leur position dominante dans la société.
Retour en haut

a) La situation : comme si la guerre civile avait fait rage pendant plus de trente ans

Les témoignages alarmants sur la destruction d'une nation et la dégradation physique et morale de tout un peuple sous le mobutisme triomphant, ne manquent pas. Mais on pourrait leur objecter un ton trop subjectif. Car «L'absence de données fiables reste un sérieux problème au Zaïre » (1), écrivait la Banque Mondiale. Les autorités zaïroises avaient donc perdu le goût des statistiques à tel point qu'il était devenu impossible de les guérir de cette maladie dangereuse.

Quant aux informations données par des sources internationales, les chiffres peuvent changer d'une source à l'autre, mais ils indiquent tous, invariablement, une situation qui va de mal en pis d'année en année. Les sources les plus fiables sont celles que monopolisent le FMI et la Banque mondiale «for official use only». Nous recourons donc à la lecture des rapports arides de la Banque mondiale pour dresser un tableau de la misère du peuple zaïrois sous Mobutu et sa clique.

Introduisons donc le tableau de la misère d'une nation, par une réflexion qui était assurément faite «for officiai use only». Dans un langage ésotérique, il est dit que le pays où régnaient l'authenticité et Mobutu, grand pacificateur et unificateur, se trouvait dans une situation tellement désastreuse qu'on jurerait qu'une guerre atroce y a fait rage pendant plus de trente ans : «Bien que le Zaïre était au cours des années 70, un des pays les plus stables politiquement en Afrique, l'impact combiné de facteurs internes et externes fut tel que la performance de son économie se rapproche de celle de pays qui ont été sévèrement affectés par des conflits civils et/ou par une instabilité politique aiguë. » (2), nous révèle la Banque Mondiale.

b) Néo-colonialisme et accentuation du sous-développement (1965-1990)

Les fanfaronnades de Mobutu et ses acolytes sur le nationalisme africain et l'authenticité triomphante n'étaient qu'une mystification. Elles servaient à caché l'essence de leur régime au peuple : le néocolonialisme. Mobutu a encore renforcé l'économie de pillage que la colonisation avait imposée au Congo. Une économie extravertie dans laquelle le secteur minier dominait de façon: il fournissait 85% des recettes en devises et 25% des recettes fiscales sous Mobutu. Ses points forts étaient le cuivre, le cobalt et le diamant. Et les partenaires économiques du Zaïre étaient la Belgique, la France, l'Allemagne, l'Angleterre, les Etats-Unis, l'Italie, le Pays-Bas et le Japon.

Dans son rapport sur les violations des droits de l'homme au Zaïre en 1980, l'Amnesty International nous dévoile ce que l'authenticité cachait en réalité : *«La politique de l'authenticité du président s'est traduite essentiellement dans le domaine économique, par la zaïrianisation, c'est-à-dire la reprise par les Zaïrois des sociétés appartenant à des étrangers. Les activités d'exportation du pays restent néanmoins dominées par des sociétés filiales de compagnies belges ou occidentales, qui sont encore la plupart sous contrôle étranger. »* Or l'économie zaïroise comme celle de toute l'Afrique est dominée par l'exportation des matières premières.
Retour en haut

b.1.Production minière

Depuis 1975, on note «une baisse de la production et de la productivité et une décapitalisation croissante de toutes les sociétés minières» (4). La dépendance de quelques matières premières,

loin de diminuer, s'accentuait gravement. Le régime de Mobutu a parasité la Gécamines, hypothéquant encore plus lourdement l'avenir du pays. Lorsque le prix du cuivre a connu une hausse en 1987-1989, la Gécamines ne pu en tirer que peu de profit, à cause de ses installations vétustés et du délabrement du système de transport. A moyen terme, les revenus de l'Etat provenant du cuivre, connaîtront une forte baisse.(5)

b.2. Production manufacturière

En 1982, la production du secteur manufacturier se chiffrait à 63 % de ce qu'elle était en 1974. L'industrie de consommation ne livrait plus que 60,3% de sa production de 1974 ; la fabrication de machines et d'équipements était tombée à 69,4 % (6). Le secteur manufacturier employait 160.000personnesen 1982, soit 22 % de l'emploi du secteur moderne. Il ne réalisait que 5 % du Produit Intérieur Brut en 1985, un pourcentage qui est un des plus faibles en Afrique subsaharienne. Deux tiers de l'emploi de ce secteur étaient concentrés à Kinshasa et à Lubumbashi. (7)

b.3. Transports

Les transports de passagers (nombre de personnes et kilomètres parcourus) ont aussi connu une chute entre 1975 et 1982 : l'ONATRA ne sauve que 61,9 % de ses activités, les chemins de fer (SNCZ) 56,1 %. Seul le transport pour les couches aisées se développe : Air Zaïre atteint l'index 118,3. (8)

La Banque mondiale écrit en 86: *«Depuis plus d'une décennie, l'infrastructure des transports se détériore faute de fonds suffisants pour assurer l'entretien et les investissements voulus»* (9). Et le Commissaire d'Etat au Plan, Sambwa Pida Nbagui, parlait le 21 mai 1987 de «l'état de dégradation alarmant» constaté à la Société Nationale des Chemins de Fer du Zaïre, à l'Office National des Transports (ONATRA) et à,l'Office des Routes. (10)

b.4. Industrialisation.

La formation de capital constant est restée toujours très faible, ce qui montre que le pays n'arrivait pas du tout à s'industrialiser. L'investissement brut en capital constant déclinait de 32,1 % du Produit Intérieur Brut en 1972, jusqu'à 21,6 % en 1982 (11). La Banque mondiale ajoute encore que ces chiffres «doivent être utilisés et interprétés avec prudence». Selon une dernière étude de la Banque (1989), l'investissement brut a varié entre 10,9 et 13,9 % du Produit Intérieur Brut au cours de la période 1983- 1989.(12)

L'équipement importé augmente légèrement, en prix constants, entre 72 et 82 : de 241,7 millions de zaïres à 283,8 millions. Mais l'équipement produit au Zaïre n'atteint que 5 % de ce montant : 13,0 millions en 72 et 11,7 millions en 82. (13) La capacité d'auto-industrialisation était donc pratiquement nulle. Le FMI affirmait que sa politique de libéralisme sauvage sauverait le Zaïre. Or, l'investissement privé qui était à un niveau ridiculement bas depuis de longues années, chute encore de 7 % du PIB en 1988-1989 à 4 % en 1990.(14) L'investissement direct étranger est tombé à zéro pour toute la période 1988-1990. (15)
Retour en haut

b.5. Agriculture

Les discours démagogiques sur «la priorité à l'agriculture» n'arrivaient pas à cacher la dégradation continue de la situation dans les campagnes (75% de la population). «Au cours de la période 1972-1980, la production agricole a baissé d'environ 10%» (16). L'agriculture ne recevait que 4,2% du budget d'investissement et 2,3 % du budget ordinaire en 1983 (17). Sur un budget d'investissement de 460.842 millions de zaïres pour 1988, 17.937 millions seulement étaient

alloués à l'agriculture; dans le budget des dépenses courantes qui est de 152.777 millions de zaïres, 490 sont attribué à l'agriculture, à comparer avec les 553 destinés à la... JMPR ! (18) On appelait ça cyniquement :« agriculture : priorité des priorités » !

Chaque nouveau plan de la Banque mondiale et du FMI promet une revalorisation de l'agriculture, mais le bilan de 1987n'estque la répétition de tous les précédents. «En 1986, les dépenses du budget d'investissement (pour les projets de l'agriculture et des secteurs sociaux) ne furent que de 1 milliard de zaïres, comparé aux 3,2 milliards du budget de départ» (19). D'après les prévisions des experts du FMI, la libéralisation des prix et la diminution des droits d'importation devraient sauver les paysans. Or en 1985, la moitié des paysans ne savaient pas que le système des prix fixes imposés avait pris fin depuis deux ans : les commerçants empochaient tous les bénéfices de la hausse des prix. Et la progression de l'importation de viande (de l'Afrique du Sud !) «a contraint un grand nombre de petits producteurs à cesser leurs activités» (20).

b.6. Autarcie

Dans le Produit National Brut, la consommation privée traditionnelle comptait pour 10,2 % en 1972 ; dix ans plus tard, elle atteignait 26 % du PNB. Sur la même période, la consommation privée, qui passait par les canaux commerciaux, diminuait de 46,0 % à 32,7 % du PNB. (21)

b.7. Emploi

En juillet 1984, le Zaïre comptait 29,7 millions d'habitants avec un accroissement naturel annuel de 3,2 %. La population urbaine qui se développe à un rythme de 7,5 % par an, atteignait 40 % du total. 46 % de la population a moins de 15 ans. (22) «La force de travail urbaine est estimée à environ 4 millions, dont 1 million seulement sont occupés dans le secteur formel. Entre 1970 et 1983, le nombre de travailleurs enregistrés s'est accru d'environ 800.000 jusqu'à 1 million ; l'augmentation se situant uniquement dans le secteur public. Le secteur privé a noté une légère diminution. La plus grande partie de la force de travail dépend d'emplois dans le secteur informel urbain.» (23)

Le plan du FMI de 1983 a conduit à des licenciements massifs dans le secteur public, qui perdait, en une année, 10 % de ses salariés (441.121 en 1982 et 400.000 à la mi-1984). (24) En 1988-1989, le nombre de fonctionnaires adiminuéànouveaude40.000, dont beaucoup d'enseignants.
Retour en haut

b.8. Qualification

D'après la Banque mondiale, seuls 35 % des enseignants des écoles primaires et 40% de ceux des écoles professionnelles et techniques, sont qualifiés. Et de proposer des programmes de formation ! (25) Après l'école, l'enseignant doit chercher de quoi se nourrir : comment pourrait-il passer son temps en recyclage ! L'enseignement continue à se dégrader. «Le recul qualitatif et quantitatif de l'éducation pèsera lourdement sur la croissance de l'économie», doit reconnaître la Banque mondiale en 1989.(26)

b.9. Salaire

Le salaire réel dans l'administration a chuté de l'index 100, en 1975, à l'index 20,8, en 1982. Le salaire légal minimal, quant à lui, a évolué, en termes réels, de 100 à 9,6, sur la même période. Dans le secteur privé, le salaire réel de 1982 atteint 42,8 % de son niveau de 1975. (27) En avril 1984, le salaire d'un agent auxiliaire, deuxième classe, dans l'administration publique, était de 280 zaïres. Un secrétaire général de l'administration touchait officiellement 12.000 zaïres. Le coût moyen d'un technicien étranger était, en juin 1984, de... 208.672 zaïres (5.957,9 dollars) ! (28)

La Banque mondiale : «L'INS estime que le budget moyen qu' une famille de 6 personnes doit consacrer à la nourriture au début de 1984, monte à 3037zaïres, tandis que le salaire mensuel de base d'un fonctionnaire de l'échelon intermédiaire est de 750 zaïres.» (29) C'est-à-dire que, quand un fonctionnaire de l'échelon intermédiaire travaillait pour un mois, il ne recevait que le salaire pour nourrir sa famille pendant une semaine. «Les "solutions personnelles" pour compenser le pouvoir d'achat déclinant, comprennent le vol, la corruption, la spéculation, la falsification de documents et des activités parallèles. »(30) Pour amener un travailleur dans son entreprise, l'employeur doit en général lui payer les frais de transport, de nourriture et parfois de logement : le salaire monétaire ne représente que 40 % de la rémunération totale. (31)
Retour en haut

b.10. Santé et Education

De 1976 à 1982, le gouvernement dépensait pour la santé en moyenne... 3 zaïres par personne. (32) Un plan quinquennal pour la santé, 1982-1986, prévoyait la création de 140 zones de santé rurales, mais le budget de 1984 réservait 10 zaïres par personne au lieu des 70 zaïres nécessaires pour financer le programme des zones de santé ! (33) «Au Zaïre, le service des eaux est parmi les moins développés du monde. 5 % seulement des populations rurales ont une possibilité raisonnable d'accéder à des sources permanentes d'eau potable.» (32)

La malnutrition est devenue un problème grave, le kwashiorkor se développe, des maladies pratiquement disparues depuis de longues années, reprennent de l'extension. D'après une étude de la Banque mondiale, la malnutrition par carence protéique, aggravée par le manque d'eau potable, l'absence d'un système d'élimination des eaux usées et l'érosion du sol, se répand rapidement au Kivu, à Kinshasa et dans le Bas-Zaïre. (34) La malnutrition touche 20 à 40 % des enfants. Les maladies intestinales, surtout parasitaires, affectent 80 % de la population. «La situation sanitaire du Zaïre apparaît beaucoup plus précaire que dans les pays à faible revenu en général» (35). Malgré tous les avertissements dans tous les rapports de la Banque, la santé des travailleurs zaïrois se dégrade d'année en année. La Banque écrit en 1989 : «La dégradation en matière de santé publique menace la productivité de la population ; la situation déjà critique risque d'être aggravée par l'incidence du sida. Certains groupes travailleurs perdant leur emploi, femmes et enfants des milieux défavorisés — ne peuvent faire face à leurs besoins sociaux immédiats. » (36)

La Banque mondiale constate une détérioration continue de l'infrastructure médicale, «l'exode continu du personnel médical quittant l'intérieur du pays, un épuisement critique de médicaments et de fournitures médicales (...) ; les services médicaux (hôpitaux, cliniques et dispensaires) ont soit dû être fermés, soit n'ont pas pu opérer pleinement». L'agence qui distribue les produits pharmaceutiques estime qu'elle ne peut satisfaire que 10 à 40 pourcent des besoins... et que 20 % de ses livraisons "disparaissent" par suite de vol ou de casse. (37)

Depuis 1982, la situation n'a cessé de se dégrader. L'éducation et la santé ensemble recevaient moins de 5 % du Programme d'Investissements Publics de 1979-981 et 1981-1983 et moins de 4 % de celui de 1983-85 (38). Mais même ces projets ne furent pas tous réalisés. Faisant le bilan en 1986, la Banque mondiale écrira : «Dans d'autres secteurs, en particulier ceux de la santé et de l'éducation, de nombreux projets du PIP n'ont pas bénéficié d'un financement suffisant du fait des coupes sombres effectuées dans le budget d'investissement» (39). En 1982, cinquante pourcent des écoles primaires disposaient de bâtiments inadéquats ; 80 % des élèves devaient s'asseoir par terre. Le manque de fournitures scolaires (livres, tableaux) fut déjà jugé critique. (40) Un jeune enseignant du primaire ou du secondaire gagnait entre 142 et 436 zaïres. (41) Les enseignants s'absentent souvent pour trouver de quoi nourrir leur famille ou exigent que les élèves leur apportent un peu d'argent.
Retour en haut

b.11. Inflation

Le zaïre-monnaie continue sa chute libre depuis 1978. Du Ier novembre 78 au 12 septembre 83, une érosion graduelle diminuait la valeur du zaïre de 96,5 %. Le 12 septembre 83 : coup de buttoir d'une dévaluation de 77,5 %. De septembre 83 à avril 87 : nouvelle érosion lente de 75 %. Sur l'ensemble de cette période, la valeur du zaïre a été entamée d'environ 99,3 pourcent.

1975 1 zaïre = 2,000 dollars
1978 1 zaïre = 1,190 dollar
24 août 1979 1 zaïre = 0,490 dollar
19 juin 1981 1 zaïre = 0,170 dollar
12 sept. 1983 1 zaïre = 0,040 dollar
11 mars 1985 1 zaïre = 0,021 dollar
24 avril 1987 1 zaïre = 0,010 dollar
1 février 1988 1 zaïre = 0,0074 dollar
22 avril 1988 zaïre = 0,0056 dollar

Sur toute l'année 1988, le taux d'inflation était de 94 %. Et si fin 1983, on déboursait 31,5 zaïres pour un DTS, fin 1988, il en fallait 368 et il en faut 634, fin 1989.(42)

Par tous ces chiffres, la Banque mondiale doit avouer que chaque année, des dizaines de milliers d'enfants, d'hommes et de femmes meurent bêtement au Zaïre. Et ici, il n'est pas question de droits de l'homme. Ici, on parle de «la nécessité des sacrifices», du respect des principes sacrés du marché libre et du libéralisme économique...
Retour en haut

c) La cause : la domination étrangère par l'intermédiaire de la bourgeoisie mobutiste corrompue

Les rapports et les mémorandums du FMI et de la Banque mondiale, consacrés au Zaïre, contiennent assez de chiffres et de données pour qu'on ne puisse pas se tromper sur les vrais responsables de la désertification économique et sociale du pays : la haute finance internationale et la bourgeoisie compradore locale. Mais derrière les «déséquilibres», les «contraintes internationales» et les «faiblesses de gestion», le FMI et la Banque mondiale n'indiquent jamais des forces sociales responsables de l'étranglement de tout un peuple.

La domination du Zaïre par le grand capital international est la cause fondamentale de la crise sans précédent que connaît le pays, crise qui s'approfondit à coups de «plans de sauvetage». Le contrôle étranger se manifeste dans le véritable protectorat sur le Zaïre, instauré par le FMI et la Banque mondiale, agissant pour le compte de huit pays industrialisés (Belgique, USA, France, Allemagne, Italie, Angleterre, Japon, Canada). De 1978 à 1983, on a organisé trois conférences ad hoc à Bruxelles, cinq réunions du Club de Paris et quatre réunions du groupe consultatif de la Banque mondiale pour le Zaïre. (78)

De 1984 à 1987, la Banque mondiale a réalisé 16 études sur des sujets aussi vastes que les investissements publics, les entreprises parastatales, le marché du crédit, le secteur agricole, l'industrie minière, l'industrie de transformation, etc. (43)

Les documents du FMI et de la Banque mondiale ne cachent guère le fait que l'élaboration de la politique économique et financière du Zaïre était devenue, en grande partie, leur domaine. Ainsi, on pouvait lire en 1982: «Avec le concours de la communauté internationale (organisations internationales comprises), des progrès considérables ont déjà été accomplis en ce qui concerne la définition des mesures de politique générale nécessaires pour assurer la relance et le Zaïre a déjà annoncé un certain nombre de décisions appropriées. » (44)

En 1986, la Banque mondiale réclame la création d'«un organe permanent de coordination entre le Zaïre et ses partenaires internationaux» ; se réunissant chaque trimestre, il devra «recommander les ajustements jugés nécessaires par les participants.» (45) Ainsi la crainte de Patrice Lumumba de voir le Congo tomber sous une tutelle internationale s'est pleinement réalisée. Aussi Sambwa Pida Nbagui, le Commissaire d'Etat du Plan, se félicitait-il en '87 de ce que la situation «a obligé le Conseil Exécutif, la Banque mondiale et le FMI à concilier leurs points de vue dans un document-cadre de politique économique couvrant non pas le court terme, mais une période suffisamment étendue.» (46)

Mais, l'impérialisme intervient aussi directement dans la gestion économique pour mettre en oeuvre la politique générale adoptée et ceci à travers l'assistance technique qui est parachutée dans les ministères et les entreprises publiques. Toutes les réformes, imposées par le FMI, avaient pour but de renforcer le rôle du capital international au Zaïre. La structure de l'industrie au Zaïre n'a guère changé depuis l'indépendance ; il n'y a pas eu d'investissements importants dans des branches nouvelles à part celle du pétrole (11.418.179 barils en 1987) et les entreprises existantes n'ont pas été renouvelées. Le secteur de l'exploitation du cuivre et du cobalt, peu rentable, a été laissé à l'Etat zaïrois mais la Société Générale de Belgique a continué à monopoliser les profits, grâce au raffinage et à la commercialisation.

Le secteur de l'industrie textile (28.000 travailleurs avec les industries connexes) était entièrement sous contrôle étranger. «La direction de toutes les entreprises est entre les mains d'expatriés. » (47) Toute la politique de la Banque mondiale et du FMI tendait à renforcer la confiance du secteur privé, qui est essentiellement étranger : l'autorisation de transférer les dividendes à l'étranger depuis 1984, la révision du Code des investissements, la signature d'un traité d'investissements bilatéral avec les Etats-Unis. «Les mesures de libéralisation prises ces dernières années soulignent la reconnaissance croissante du Gouvernement de l'importance des forces du marché, des signaux des prix et de l'initiative privée. » (48) A une réunion du Groupe Consultatif sur le Zaïre, Sambwa Pida Nbagui a apporté «la confirmation d'une option irrévocable pour la libéralisation de l'économie en vue d'attirer les capitaux privés internes et externes.» Il y a annoncé la privatisation de certaines entreprises publiques et la transformation de certaines dettes en prises de participation dans les sociétés contrôlées par l'Etat zaïrois. (49) En 1989, quatre entreprises publiques ont été liquidées (Somido, Somika, Codaik et Sotexo).(50)
Retour en haut

c.1. Les dettes : l'emprise des banques internationales

Le mobutisme ne s'est pas seulement contenté de ruiner le pays. Il a laissé au peuple un fardeau financier écrasant : l'endettement extérieur du Congo est lourd. En effet, à la fin décembre 1998, le stock global de la dette extérieure du Congo était fixé à 12.838,2cmillions de dollars dont 9.038,35 millions d'encours, 2.568,99 millions d'arriérés en intérêts contractuels et 1.230,85 millions d'intérêts de retard. Rapporté aux exportations et au PIB, ce stock représentait respectivement 824,1% et 293%.

Cette situation est le résultat d'une évolution. En effet, au 31 décembre 1983, la dette extérieure se chiffrait à 4,610 milliards de dollars. Près de la moitié — 2,075 milliards (ou 45,0 %) — était constituée d'anciennes dettes rééchelonnées ou d'intérêts non payés et capitalisés. (51) Au 30 juin 84, ces intérêts capitalisés seuls constituaient 17,2 % de la dette ou 0,758 milliard de dollars. (52) D'après Sambwa Pida Nbagui, la dette extérieure en cours atteignait 6,30 milliards de dollars au 31 décembre 86. (53) Le Zaïre devait débourser sur une période de 5 ans, de 1979 à 1983, un montant de 1,707 milliard de dollars pour les intérêts et 1,871 milliard pour le remboursement du principal. Au cours de cette même période, le Zaïre a reçu 1,183 milliard d'emprunts nouveaux. La perte de capitaux aurait été de 2,268 milliards sans les rééchelonnements d'usage...

Aussi, au cours de ces cinq années, on a dû rééchelonner des dettes pour un montant de 3,120 milliards de dollars... (54) Sur 60 % de ces dettes rééchelonnées, les taux d'intérêt à payer

dépassaient les 10 %. (55) Fin décembre 1987, la dette a atteint 6,9 milliards de dollars.(56) Dans ses prévisions faites en 1985, la Banque tablait sur un rééchelonnement de 318 millions de dollars en 87; en réalité on a dû rééchelonner 688 millions sur un total de 790 millions dus pour l'année ! (57)

A mesure que le temps passait, de rééchelonnement en nouveau rééchelonnement, la dette continue de gonfler automatiquement. En 1983, le service de la dette atteignait 35 % des revenus de l'exportation des biens et services; en 1985, le pourcentage était passé à 46 %. (58) En 1980, le service de la dette extérieure mangeait 22,4 % des dépenses inscrites au budget de l'Etat. On arrivait à 42,0 % en 84 et à 55,1 % en 85, année au cours de laquelle l'ensemble des dettes extérieures et intérieures ont accaparé 73,0 % des dépenses budgétaires.

Sans rééchelonnement, le service de la dette de 1985 aurait dépassé tous les revenus budgétaires de l'Etat zaïrois ! (59) En 86, le service de la dette extérieure constituait 51,3 % des dépenses budgétaires ou 62,0 % des recettes publiques. (60) Pendant la période du plan quinquennal 1986-1990, le Zaïre doit payer 1,880 milliard de dollars d'intérêts et 3,219 milliards de remboursements, au total 5,099 milliards... (61)

Un chiffre illustre bien la façon inexorable dont le pays tombe, par un automatisme créé par l'ampleur même de sa dette, dans une dépendance de plus en plus meurtrière vis-à-vis du capital bancaire international. «60 % du service dû en 1990 est attribuable au seul rééchelonnement de 1983.» (62) Pour l'année 1989, les chiffres officiels du montant de la dette extérieure varient de 6,09 milliards de dollars à 7,7 milliards ! Pour les années 1987, 1988 et 1989, le service de la dette en pourcentage des exportations de biens et de services est respectivement de 58,6 %, 53,0 % et 57,7 %.(63) Le Zaïre n'arrivait plus à payer les intérêts et à rembourser le principal : les arriérés montent en 1988 à 842 millions de dollars (64).

Payer les dettes, c'est rendre impossible tout développement économique autonome. Accepter le protectorat impérialiste, c'est voir le pays spolié, par le mécanisme du service de la dette, de ses maigres capitaux qui pourraient assurer un début de développement industriel national. Et un des soucis majeurs de tous les plans de sauvetage est précisément d'assurer le paiement des dettes extérieures.
Retour en haut

c.2. La dégradation des termes de l'échange

La haute finance internationale maintient le tiers monde, depuis son indépendance, dans le rôle de fournisseur de matières premières dont les prix sont fixés à un niveau excessivement bas par les interventions du capital international sur les marchés mondiaux. Voici les revenus essentiels que le Zaïre tire de ses produits d'exportation :

Année 1983, chiffres en millions de dollars
Cuivre 781,2
Pétrole brut 236,5
Diamant 138,9
Cobalt 121,4
Café 116,5

Ces cinq postes constituent 91,5 % des exportations. Le cuivre seul représente 51,2 %. (65) Dans l'ensemble, les prix des produits d'exportation connaissent une baisse constante depuis 1973.

Les termes de l'échange des produits exportés et importés au Zaïre ont varié de la façon suivante : (66)

1980 100
1981 84,2
1982 72,7
1983 69,0
1984 78,7

Les termes de l'échange auraient connu une légère amélioration en 85, mais Sambwa Pida Nbagui, le commissaire d'Etat au Plan, déclara le 21 mai '87 à Paris : «Le Zaïre a enregistré une dégradation des termes de l'échange de 24 % en 1986». Ainsi le Zaïre a enregistré en 1986 une moins-value de ses recettes d'exportation estimée à 400 millions de dollars, une somme égale à la moitié des recettes de l'Etat. (67) Restés bas en 1987, les termes de l'échange ont remonté en 1988 et 1989 pour atteindre le niveau de 1984, c'est-à-dire 80 % de l'index 1980.(68)

Le FMI avance de temps en temps quelques constats plaintifs sur «l'environnement international défavorable» du Zaïre. La dégradation des termes de l'échange exprime clairement la domination impérialiste sur l'économie du tiers monde. Le renversement de cette évolution n'est réalisable qu'en organisant la solidarité des pays du tiers monde sur une base anti-impérialiste sans équivoque. Au plan national, il exige un effort de développement industriel autonome qui s'appuie sur une mobilisation des facteurs nationaux : une transformation des matières premières au Zaïre et une diversification de l'industrie.
Retour en haut

c.3. L'industrialisation de la prédation

Après le coup d'Etat du 24 novembre 1965, et surtout depuis la création du MPR, le 20 mai 1967, la grande bourgeoisie mobutiste a connu une décennie d'ordre et de stabilité, interrompue seulement par quelques luttes importantes mais locales et de courte durée, comme la révolte des étudiants de Lovanium et le massacre de cent étudiants en suivit, le 4 juin 1969. Profitant d'une conjoncture internationale favorable et de prix du cuivre assez élevés, la grande bourgeoisie avait de l'argent à distribuer. Et comme l'Occident avait des pétrodollars à recycler, les multinationales se pressaient à Kinshasa avec des projets gigantesques, futuristes et dispendieux.

Entre 1965 et 1977, tous les grands projets, sources de profits fabuleux pour leurs promoteurs, monuments surréalistes et mal adaptés au développement du pays, passaient par la Présidence et le Bureau de la Présidence. «On a eu à faire à un fournisseur d'équipement dont l'intérêt est de vendre au plus haut prix sa marchandise (l'usine clé en main) avec le maximum de garantie de paiement »(69), nous dit Jean-Claude Willame avant d'ajouter plus loin que «Bureaux d'études et consultants ont servi à légitimer des opérations commerciales pour le compte de ce qui était souvent leur société-mère et ont été utilisés pour démontrer ce qu'il fallait démontrer. »(70) Le professeur Marijsse signale que ces «grands bureaux savaient à l'avance que ces projets n'étaient pas rentables. »(71).

La Banque Mondiale l'avait déjà confirmé bien avant. Elle note en 1982 : «Entre 1972 et 1974, le Zaïre a contracté de lourds emprunts extérieurs, dont un grand nombre à des conditions peu favorables et pour des projets d'un intérêt douteux. (...) Plus de la moitié de la dette zaïroise en cours résulte des décisions en matière d'emprunt prises pendant cette période.» (72)

Voyons en quelques lignes ces tombeaux industriels qui ont renforcé le sous-développement. Le 22 décembre 1965 déjà, juste après son arrivée au pouvoir, Mobutu lançait le projet de la sidérurgie de Maluku. Dix ans plus tard, on aura dépensé 1,5 milliard de FF... et les portes de Maluku seront fermées. Suivait l'épopée d'Inga. La construction de barrages et de centrales électriques sur le site d'Inga demanda 1,3 milliard de FF pour Inga I, lancé en 1971 ; Inga II aura coûté 4 milliards de FF en 1983 et, à la même date, la ligne de haute tension Inga-Shaba a exigé une dépense de 7 milliards de FF. La ligne fonctionnait à 10 % de sa capacité.

D'autres projets énormes, tout aussi démesurés et sous-utilisés, seront réalisés, comme la Voix du Zaïre. Plus de la moitié de la dette zaïroise provient de ces folies, les projets liés à Inga comptant à eux seuls pour 26 %.

Les multinationales européennes ont encaissé l'argent, Mobutu et son entourage ont volé de l'argent à pleines mains. Le peuple paye à longueur d'années le principal et les intérêts qui, de rééchelonnement en rééchelonnement, ne font que gonfler...(73) Mais toute l'industrie du Shaba ne pourra, à terme, absorber que 20 % de la production d'électricité d'Inga... Au même moment, 98 % de la population zaïroise reste privée d'électricité ! (74)
Retour en haut

c.4. Une gestion qui amplifie la gabegie

La communauté internationale pointent un doigt accusateur vers l'incapacité gestionnaire des hauts fonctionnaires et responsables économiques du Zaïre. Cela n'est que la partie émergée de l'iciberg.

Seulement, d'où vient cette incapacité ?

La classe des grands bourgeois liés à l'appareil de l'Etat et au capital étranger, est sortie du néant en une seule nuit. Quelques mois après l'indépendance, après l'écrasement des lumumbistes, le néo-colonialisme a hissé au sommet de la hiérarchie sociale, des petits commis noirs, sergents, capitaines, là où trônaient dans un passé fort proche, les grands chefs blancs. Ces gens se sont enrichis en un rien de temps, grâce au pillage des caisses de l'Etat, aux détournements, à la corruption et à la fraude. Comment se tromper sur l'origine de cette incapacité gestionnaire des Zaïrois, dans un pays dont le président-fondateur dispose d'une fortune de 5 milliards de dollars planquée à l'étranger ? (75)

Les problèmes de gestion sont déterminés par la nature de classe du système économique. Le système zaïrois était complètement dominé par le capital international et dirigé politiquement par une classe corrompue. Qu'est-ce qu'on devait gérer ? Et dans l'intérêt de qui ? La Banque mondiale notait en 1985 : «A l'exception de la gestion de la dette extérieure, qui s'est améliorée à travers les années, la planification et le contrôle financier restent en général faibles.» (76) Qu'est-ce qu'on gèrait ? Grâce à «l'assistance technique» du FMI et de la Banque mondiale, le Zaïre en est donc arrivé à bien gérer ses dettes, à bien gérer le drainage des richesses du pays vers les coffres-forts des créanciers étrangers.

En 1982, la Banque mondiale écrivait qu'il était difficile d'imaginer une baisse plus importante dans le revenu par habitant. Difficile à imaginer? Huit années plus tard, cette baisse plus poussée des revenus était facile à constater : la malnutrition, la famine, les maladies, le chômage, l'analphabétisme... gagnaient chaque année en ampleur. Bien gérer les dettes et les avoirs du capital étranger, revient donc à rendre impossible la bonne gestion des forces productives des paysans, artisans, petits commerçants. Bien gérer le Zaïre dans l'intérêt de la haute finance internationale vorace, ne peut se faire qu'en foulant aux pieds les intérêts des masses populaires.

La communauté internationale se plaignait à la fin du règne l'obscurantisme mobutiste que tout échappait à l'impôt, que le commerce illicite était en pleine floraison, que les dépenses de l'Etat n'étaient pas contrôlées. Mais comment pourrait-il en être autrement puisqu'il s'agit là des moyens classiques avec lesquels les grands bourgeois bureaucratiques du Zaïre faisaient leur beurre? Le dialogue qui se déroulait pendant une bonne dizaine d'années «dans un climat de parfaite compréhension mutuelle» entre le FMI, la Banque mondiale et les autorités zaïroises, avait quelque chose de surréaliste.

La grande bourgeoisie bureaucratique zaïroise dépendait complètement de l'impérialisme et le capital financier international avait besoin de l'appui de la classe dirigeante zaïroise pour appliquer ses remèdes : d'où leur parfaite compréhension... Seulement, l'objectif du FMI-Banque mondiale est d'imposer les règles d'un clean capitalism de facture libérale, pour s'assurer le paiement des dettes et pour créer des conditions profitables à l'investissement étranger. L'objectif de la bourgeoisie bureaucratique mobutiste était de protéger les sources traditionnelles de son enrichissement : la fraude, les détournements de fonds publics, la spéculation, la corruption, le vol, etc. De par ses intérêts propres, la grande bourgeoisie mobutuste ne pouvait pas mettre en application loyalement les recommandations, plans, décisions auxquels elle souscrit sous injonction du FMI.

Chaque Plan imposé par les financiers étrangers comportait sa cargaison de mesures de rigueur, de contrôle, de vérification, etc. Mais deux, trois ans plus tard, les résultats concrets dénotaient toujours les mêmes tendances : le commerce illicite continuait à faire rage, «21 % de toutes les importations dédouanées, le sont en franchise», «l'allocation des devises se fait de façon arbitraire et partisane» et sert en partie à des opérations spéculatives, les recettes de l'Etat sont systématiquement surestimées, les dépenses sous-estimées, «la majeure partie des revenus provenant du commerce en gros (...) et des revenus locatifs échappent à l'impôt», etc. (77) Si la Banque mondiale peut féliciter les grands bourgeois bureaucratiques des «mesures de libéralisation» qu'elle a arrêtées, elle se voit obligée de constater à la même page l' «application arbitraire de taxes et de règlements dans un environnement manifestement plus corrompu.» (78)

Carences de gestion ? La plupart des observateurs de la réalité zaïroise sous le mobutisme étaient d'accord sur les deux points suivants. D'abord, dans la masse zaïroise, on trouvait d'innombrables génies de la gestion du secteur informel... Les Zaïrois étaient devenus des génies de la débrouillardise. Redevenus Congolais, ils font toujours preuve de beaucoup de talent pour assurer la survie de leur famille dans des situations catastrophiques.

Ensuite, le Zaïre-Congo compte un grand nombre d'intellectuels très bien formés qui ont été plongé par le mobutisme triomphant dans des situations où leurs talents ne peuvent pas être mis à profit: mal affectés par des bureaucrates du M.P.R., clochardisés, sous payés, travaillant dans un environnement qui rend impossible l'obtention de résultats... Mais il faudra le renversement de la domination de l'impérialisme pour que les talents «gestionnaires» des masses populaires et des intellectuels puissent être mis pleinement en valeur au service d'un développement national et populaire.

Aujourd'hui le constat suivant s'impose: plus de trente ans de domination impérialiste absolue et presque sans opposition organisée, trente ans du mobutisme triomphant au service de ces intérêts étrangers, ont complètement ruiné le peuple congolais. Ce système a fait directement et indirectement de millions et de millions de morts.
Retour en haut

Retour à la table de matière de ce dossier

Notes
(1) Nécessité d'un ajustement structurel, Rapport d'Activité à l'intention du Groupe Consultatif pour le Zaïre (Paris, 21 -22 avril 1986), Banque mondiale, p. 17.
(2) Zaïre Economie Mémorandum; Economie Change and External Assistance. Report no. 5417-ZR, March 29, 1985, World Bank, p. 56.
(3) Amnesty International : Rapport sur les violations des droits de l'homme au Zaïre, p. 13, 1980
(4) Zaïre Mémorandum économique, Rapport no. 4077-ZR, 30 décembre 1982, Banque mondiale ; Volume II, p. 39
(5) Zaire Staff report for the 1989 article IV consultation, IMF, 1 nov 1989, p.8
(6) Zaïre Economie Mémorandum ; Economie Change and External Assistance. Report no. 5417-ZR, March 29, 1985, World Bank, p. 276

(7) Nécessité d'un ajustement... p. 20
(8) Zaïre Economie Mémorandum... R. no. 5417-ZR, p. 278.
(9) Nécessité d'un ajustement... p. 21.
(10) Discours d'ouverture du Citoyen Sambwa à la Réunion du Groupe Consultatif sur le Zaïre, Paris, 21-22 mai 1987, p. 23
(11) Zaïre Economie Mémorandum... R. no. 5417-ZR, p. 211.
(12) Status Report for Zaire, 31 august 1989, Attachment II
(13) Zaïre Economie Mémorandum... R. no. 5417-ZR, p. 216
(14) Status Report... p. 2
(15) Ibidem, Table 1
(16) Zaïre Mémorandum... R. no. 4077-ZR, p. 49.
(17) Zaïre Economie Mémorandum, R. no. 5417-ZR, p. 40
(18) Conjoncture économique, Département de l'économie, 1988, p. 106-107
(19) Zaïre : Reviewof the 1987-1990 Public Investment Program, Paris, may 21-22, 1987, World Bank, p. 5.
(20) Nécessité d'un ajustement... p. 18-19.
(21) Zaïre Economie Mémorandum, R. no. 5417-ZR, p. 211
(22) Ibidem, p. 41-42
(23) Ibidem, p. 46
(24) Ibidem, p. 48 et 201
(25) Zaïre Mémorandum, R. no. 4077-ZR, Volume I, p. 21.
(26) FAS-Document cadre de Politique économique 89-91, Banque mondiale, p.5.
(27) R.n° 5417-ZR, vol I, p.21
(28) Ibidem,p.2O3
(29) Ibidem, p. 46
(30) Ibidem, p. 47
(31) Zaïre Mémorandum, R. no. 4077-ZR, Volume I, p. 67
(32) Ibidem, p. 52-53
(33) Zaïre Economie Mémorandum, R. no. 5417-ZR, p. 45.
(34) Zaïre Mémorandum Economique, Rapport no. 4077-ZR, Volume II, 30 décembre 1982, Banque mondiale, p. 107
(35) Ibidem, p. 109
(36) FAS, p.5-6
(37) R.n°54I7-ZR, vol II.p.108
(38) Zaïre Economie Mémorandum, R. no. 5417-ZR, p. 86
(39) Nécessité d'un ajustement... p. 16.
(40) Zaïre Mémorandum, R. no. 4077-ZR, Volume II, p. 94.
(41) Ibidem, p. 106
(42) Zaire, Staff report for the Article IV Consultation, I nov 89, appendix V, p.49
(43) Zaïre Economie Mémorandum, R. no. 5417-ZR, p.164-167
(44) Zaïre Mémorandum, R. no. 4077-ZR, Volume I, Introduction p. 11
(45) Nécessité d'un ajustement... p. 43
(46) Discours d'ouverture..., Paris 21 mai 1987, p. 13
(47) Ibidem, Volume II, p. 121 et 123
(48) Zaïre économie mémorandum, R. no. 5417-ZR, p. 54 et 53
(49) Discours d'ouverture Réunion du groupe consultatif sur le Zaïre, Paris, 21 mai 1987, P; 18 et 22
(50) IMF, Staff report, 1 nov 89, appendix 1
(51) Zaïre économie mémorandum, R. no. 5417-ZR, p. 229
(52) Ibidem, p. 236.
(53) Discours d'ouverture..., 21 mai 1987, p. 11
(54) Zaïre économie mémorandum, R. no. 5417-ZR, p. 219-220
(55) Ibidem, p. 69.
(56) Echo de la Bourse 11 mars 1988
(57) Mémorandum de Conseil Exécutif sur l'exécution du Programme d'Ajustement Economique et Financier au Zaïre - février 1988.

(58) R.n°5417-ZR, p.4 et 83
(59) Nécessité d'un ajustement structurel, Rapport d'Activité pour le Groupe consultatif, Paris 21-22 avril 86, B.M., p.11
(60) Discours d'ouverture, p.8-9
(61) Nécessité d'un ajustement, Attachment III : Projected Balance of Payments Gaps
(62) Zaïre économie mémorandum, R. no. 5417-ZR, p. 83
(63) FMI, 1 nov 89 appendix V
(64) Status report, p. 3
(65) R.n° 5417-ZR, p. 221
(66) Nécessité d'un ajustement..., Attachment II, Zaïre External Trade
(67) Discours d'ouverture..., 21 mai 1987, p. 11
(68) FMI, 1 nov 89, p. 8a
(69) Jean-Claude Willame : Zaïre : l'épopée d'Inga, chronique d'une prédation industrielle, p. 111
(70) Jean-Claude Willame : Zaïre : l'épopée d'Inga, chronique d'une prédation industrielle, p. 213
(71) De Standaard, 19 janvier 1999
(72) Zaïre Economie Mémorandum, R. no. 5417-ZR, p. 203
(73) Zaïre Mémorandum économique, World Bank, Rapport, no. 4077-ZR, 30 déc 82, Volume I, Introduction p. 11
(74) Rapport n°4077-ZR, vol I, p. 51.
(75) Wall Street Journal, april 11 – 1986
(76) Zaïre économie mémorandum, R. no. 5417-ZR, p. 50
(77) Zaïre mémorandum économique, R. no. 4077-ZR, p. 32, 34, 39
(78) Zaïre économie mémorandum, R. no. 5417-ZR, p. 93

V) 1990-1996 : La période du multi-mobutisme et de l'échec de l'UDPS

- *D'une dictature à parti unique à une oligarchie mobutiste à plusieurs partis sans un changement fondamental dans la nature néocoloniale du système.*
- *Le rôle catastrophique de Tshisekedi et de l'UDPS.*
- *Pourquoi Mzee Kabila avait-il eu raison avec sa stratégie pour faire tomber le dicitateur? Et pourquoi il a été le plus grand révolutionnaire congolais jusqu'aujourd'hui*

Après 25 ans de pouvoir absolu, Mobutu s'est retrouvé soudainement dans une situation toute nouvelle : après la contre-révolution en Union soviétique et la restauration du capitalisme sauvage dans ce pays, Washington et Paris n'avaient plus besoin de dictatures monopartites pour combattre la "menace" communiste et révolutionnaire.
Ainsi, le 24 avril 1990, le tyran zaïrois a dû lire, péniblement, un discours larmoyant dans lequel il annonça la fin du parti unique et du Parti-Etat.

Après le discours du 24 avril 1990, les nationalistes révolutionnaires auraient dû se consacrer à organiser l'insurrection populaire nécessaire pour chasser le tyran et la tyrannie.
Mais toute une année, pendant laquelle les attentes des masses étaient énormes, a été gaspillée dans les efforts à créer le multi-mobutisme.
Cela devait logiquement démobiliser et décourager la seule force capable de liquider le régime: les masses populaires qui voulaient un changement radical .
Lorsque le 11 avril 1991, Mobutu offrait finalement la perspective d'une Conférence Nationale, la possibilité d'un changement fondamental était déjà perdue!

L'opposition « radicale » qui se mit en place entre le 24 avril 1990 et le 11 avril 1991 était essentiellement une opposition d'anciens mobutistes. Elle n'avait pas d'options économiques et politiques fondamentalement différentes de celles que Mobutu a suivi entre 1965 et 1990.
Au Congo, une Conférence Nationale qui voulait exprimer les intérêts des opprimés et des exploités, devait nécessairement arracher sa souveraineté à la grande bourgeoisie dominante depuis 1965.
Or, la « souveraineté » que la Conférence Nationale réclamait, restait confinée dans le cadre de la légalité bourgeoise en vigueur sous Mobutu.
Que signifiait en réalité cette revendication? Au sein de la grande bourgeoisie bureaucratique et compradore, le pouvoir économique et politique avait été trop longtemps centralisé entre les mains de Mobutu.
Lorsque la Conférence Nationale revendiquait la « souveraineté », elle voulait en fait réaliser une redistribution des cartes au sein de la grande bourgeoisie. Les Tshisekedi, Nguz, Kengo, Tambwe Mwamba, Ileo, Bo-Boliko, Birindwa, Kibassa, Tambwe Mwamba, Mandungu, Kamanda wa Kamanda, Mungul Diaka voulaient tous une partie plus substantielle du pouvoir économique et politique au détriment de Mobutu et de son clan. Il s'agissait de remplacer la gestion personnelle et arbitraire du néocolonialisme par une gestion « plus démocratique » du même système économique et politique : tous les représentants politiques de la grande bourgeoisie auraient maintenant droit au chapitre.

Tshisekedi annonce le 8 janvier 1991: « Le départ de Mobutu est un préalable absolu pour toute amorce du processus de changement. » Le co-auteur du Manifeste de la N'Sele est ainsi fidèle à lui-même : un démagogue qui sait utiliser un langage faussement radical pour tromper le peuple.
En effet, il ne dit rien sur les moyens politiques et pratiques qu'il mettra en œuvre pour chasser Mobutu.
Et il n'a nullement l'intention de le chasser, bien entendu.

Kabila, en revanche, a toujours été déterminé à chasser le dictateur. Et il s'en est donné les moyens avec la lutte armée populaire dirigée par l'AFDL…

Le 28 février 1991, à N'Sele, 53 partis de "l'opposition" engagent un « dialogue » avec Mobutu dans le but d'arriver à « un consensus et à un gouvernement d'Union nationale ».26 Le porte-parole du groupe des 53, Lambert Mende Omalanga, a écrit le 15 février à Mobutu: « les députés du MNC-L auront à soutenir votre candidature si les élections présidentielles sont indirectes ». Cela apparaissait trop clairement comme une trahison…
Mais bientôt, tous les participants à la CNS ne jureront que par le "consensus" et "l'union nationale".

Tshisekedi : « La soi-disant Conférence Nationale ne sera qu'une comédie"
Lorsque, le 11 avril 1991, Mobutu annonce par ordonnance l'organisation d'une Conférence Nationale, on peut déjà dire qu'elle connaîtra un échec fracassant.
En effet, cette Conférence a d'emblée été placée sous le signe de la légalité mobutiste. La Conférence « démocratique » n'existe que par l'amabilité et le consentement du dictateur. Comment cette Conférence pourrait-elle renverser le système économique et politique de la tyrannie, puisqu'elle doit son existence au tyran?
Les Ordonnances n°91-093 et n°91-097 du 11 avril 1991, expriment la politique de la continuité mobutiste avec Mobutu.
Les tâches que Mobutu fixe à sa Conférence sont formulées en ces termes: « Discuter de toutes les questions d'intérêt national en vue de la démocratisation des options fondamentales de la IIIe République. Elaborer un projet de constitution. Elaborer un calendrier électoral. »
Ainsi définie, la Conférence sera un instrument du maintien de la contre-révolution : elle ne discutera pas de la destruction de l'ordre anti-populaire, établi depuis le 5-14 septembre 1960. Elle discutera de « la démocratisation » du système pro-impérialiste et anti-populaire en place. L'Ordonnance n°91-097 dit encore ceci: « La Conférence... doit amener le peuple zaïrois à se réconcilier avec lui-même (!) dans la globalité (!) et éviter qu'elle se transforme inutilement (!) en un tribunal populaire ou en une cour de règlement des comptes ».30
Ainsi, après 30 années de crimes, il n'y aurait pas de comptes à régler? L'opposition aux tribunaux populaires qui figure dans cette ordonnance, montre bien la nature de la « démocratie impérialiste ». Les masses populaires ont été opprimées, brimées, maltraitées, tabassées, affamées, massacrées pendant 30 ans. Et maintenant, le maître tortionnaire proclame que ces masses sont trop abruties et sauvages pour juger leurs bourreaux!

Tshisekedi déclare: « La soi-disant Conférence Nationale ne sera qu'une comédie pour distraire le peuple zaïrois, tant que Mobutu sera là. (Je) pose comme condition le départ de Mobutu ».32
Cette position semble radicale parce que la majorité du personnel politique zaïrois est disposée à jouer la comédie de la « démocratisation », même sous la présidence du vieux dictateur. Dans un tel contexte, celui qui affirme vouloir chasser Mobutu fait presque figure de révolutionnaire.
Or, Mobutu ne représente plus une pièce importante pour l'Occident. C'est déjà un "chien mort" ! Les Américains sont prêts à s'en défaire comme ils l'ont fait, à l'époque, avec le Shah d'Iran et avec Marcos aux Philippines. L'opposition peut chasser Mobutu, mais l'écrasante majorité de la Conférence sera constituée par le MPR, les nombreux MPR-bis, les autres partis pro-impérialistes et les nouveaux partis formés par des arrivistes bourgeois.

Les Assises de l'opposition tenues du 16 au 18 juillet 1991 aboutissent à la création de l'Union Sacrée. L'UDPS, l'UFERI et le PDSC, trois partis dirigés par d'anciens "poids lourds" du MPR…, viennent ainsi de conclure une « sainte alliance » pour gouverner le Zaïre. Ils ont reçu le soutien affiché de l'impérialisme américain qui déclare que « les jours de Mobutu sont comptés ».38

« Cette soif maladive à vouloir partager le pouvoir dictatorial avec le dictateur, se traduit par la détermination à occuper à tout prix le poste de Premier ministre. »

Le 20 juillet 1991, le dictateur décide de confier la Primature à… son cher ennemi Tshisekedi. Et le 21 tôt le matin, Tshisekedi accepte ! Nguz est à ce moment le Président de l'Union Sacré et il n'a pas intérêt à faire de cadeaux à son allié et rival. Nguz tranche: « Le Cartel n'acceptera pas le poste de Premier ministre en dehors de la Conférence Nationale Souveraine ».42
A propos de cet épisode, le professeur Loka Ne Kongo a fait un commentaire qui éclaire le personnage Tshisekedi et qui démystifie toute la parodie du « changement » par la CNS.
Loka Ne Kongo a été ministre dans les gouvernements Tshisekedi du 29 août 1992 et du 9 avril 1993. Il écrit: « Du début de la lutte jusqu'à ce jour où les troupes de L. D. Kabila décident de marcher sur Kinshasa, l'UDPS cherchera avec acharnement à partager le pouvoir dictatorial avec le dictateur. Cette soif maladive à vouloir composer avec la dictature, se traduit par la détermination à occuper à tout prix le poste de Premier ministre. »44 Que c'est bien dit : toute la lutte menée par Tshisekedi et les autres vedettes de la Transition ne visait qu'à « partager le pouvoir dictatorial avec le dictateur »!
Nous sommes le 22 juillet 1991, au début de la Transition. A la fin, le 21 novembre 1996, Tshisekedi toujours fidèle à lui-même, dira : « La Transition reconnaît deux familles politiques: celle dont le Président Mobutu est le chef de file et celle de l'opposition dont je suis le chef de file. C'est aujourd'hui que les deux chefs de file, donc les deux familles, vont se souder. »45
C'est bien ça, l'idéal poursuivi avec constance par Tshisekedi : se souder à Mobutu, partager le pouvoir dictatorial avec le dictateur... Tout le reste n'était que petites chamailleries, comme dans tout couple bien soudé...

Le 23 septembre 1991, l'armée entre en mutinerie et commence à piller.

Pendant deux jours, le peuple appauvri s'adonne à son tour aux pillages. On assiste à une révolte populaire non seulement contre l'effroyable dégradation des conditions de vie, mais aussi et surtout contre la trahison des espoirs par la classe politique néocoloniale réunie en « Conférence Souveraine »...
Les émeutes de septembre sont déjà l'expression du désespoir des masses. Mais elles permettent de mesurer combien les possibilités de révolte et d'insurrection étaient grandes après le 24 avril 1990. Loka Ne Kongo note que ces pillages seront suivis par « des expéditions punitives menées par les masses populaires contre les complices de Mobutu et leurs biens ». De somptueuses villas des dignitaires mobutistes sont pillées et démolies. Loka ajoute: « C'était l'œuvre d'immenses masses humaines révoltées. ... Les membres de familles des dignitaires du régime sont lynchés, violés même, sauvagement. »48
Si un minimum de travail révolutionnaire avait été fait parmi les masses entre le 24 avril 1990 et la crise de septembre 1991, les émeutes auraient pu être dirigées contre les véritables ennemis du peuple.

Intervention militaire des maîtres américains, français et belges à la base de la nomination de Tshisekedi comme premier ministre

Au lendemain des émeutes, des troupes françaises interviennent au Zaïre, bientôt rejointes par 850 paras belges.
Le Premier ministre belge déclare que « cette intervention a été réalisée après concertation avec les autorités française et américaine. ... Le gouvernement zaïrois a été informé de nos décisions ».51 Ainsi, les impérialismes français, belge et américain veulent continuer à imposer « leurs » hommes, para - commandos à l'appui. Ils sont intervenus militairement de leur propre chef et ils ont simplement « informé » le gouvernement de Kinshasa! Cela veut dire que nous sommes en présence d'une agression caractérisée.

Justine Kasavubu, porte-parole de l'UDPS soutient l'agression militaire belge : « Le gouvernement belge a fait ce qu'il devait faire ». Et elle a demandé à la Belgique de « sortir la Conférence Nationale de l'impasse »!52 Ainsi, l'UDPS parle d'une Conférence « Souveraine », mais elle la place sous le contrôle militaire de l'Occident!

Paris cherche à utiliser sa présence militaire à Kinshasa pour imposer la formation d'un gouvernement d'Union nationale. La France s'est concertée à ce propos avec les Etats-Unis. La diplomatie française joue un rôle décisif dans le déroulement des réunions dites du Palais de Marbre I, les 28 et 29 septembre 1991. Sous la présidence de Mobutu, elles réunissent des représentants des Forces Démocratiques Unies (FDU), alliées au pouvoir, d'une part, et de l'Union Sacrée de l'Opposition Radicale, d'autre part.

L'ordonnance présidentielle nommant Tshisekedi Premier ministre est publiée le 30 septembre 1991. Le 1er octobre, le Protocole d'accord du Palais de Marbre est signé.
Il dit entre autres: « Toutes les parties ont pris l'engagement de préserver le climat de décrispation politique ».
Mais le lendemain, Tshisekedi dira à des journalistes qu'il a toujours eu « la conviction que Mobutu est un monstre humain, sans loi, sans morale et sans principes ».59 Le même jour, il déclare dans Le Soir: « Pour nous, Mobutu a fini. Juridiquement et politiquement, c'est fini, mais il se maintient par la force comme toujours. Les actes que nous allons poser seront tellement éloquents que l'on pourra même négliger quelque peu sa présence. »60
Peut-il y avoir meilleure preuve que nous sommes en face d'un aventurier et d'un démagogue, d'un politicien sans stratégie aucune? Tshisekedi, ignore-t-il qu'on ne peut pas « négliger quelque peu » la présence d'un Mobutu qui a toujours l'armée, les services secrets et la Banque Nationale en mains?

On ne chasse par un dictateur en biffant deux mots sur un chiffon de papier!

Le 14 octobre 1991, Tshisekedi présente un gouvernement où l'essentiel du pouvoir se trouve entre les mains de la maffia mobutiste.
Le jour de sa nomination, il dit: « Je serai le Premier ministre du consensus. Le passé, c'est le passé »?67 Et deux jours plus tard, le 2 octobre, il déclare: « Nous devons inclure des gens de l'autre camp. Cela ne pose aucun problème, car le MPR est un parti qui n'existe pas »! Voilà le véritable Tshisekedi : du vent, du bluff, du vide, du bidon…

Dans le même élan, Tshisekedi affirme que les officiers voleurs, tortionnaires et assassins sont en train de se convertir en démocrates: « L'armée est maintenant avec nous. Nous devons maintenant faire confiance très rapidement à notre armée nationale, on ne peut pas laisser trop longtemps des troupes étrangères sur notre sol. »68

Selon les accords du Palais de Marbre I, acceptés par le pouvoir mobutiste et par l'opposition à sa Majesté, Tshisekedi doit signer un procès-verbal sur lequel figure le texte du serment: « Devant le Président de la République, garant de la nation, je jure d'observer la Constitution et les lois de la République du Zaïre ». Le jeudi 16 octobre, Tshisekedi signe ce texte, mais en deux traits de stylo, il barre les mots « garant de la nation » et « Constitution ».70

Ainsi, Tshisekedi nous présente des enfantillages au lieu d'une lutte conséquente contre le dictateur. Si effectivement il refusait que Mobutu soit le « garant de la nation », il aurait dû rejeter les accords du Palais de Marbre ! Chasser un dictateur qui dispose de l'armée et de la Banque Nationale est une affaire extrêmement sérieuse. Il faut une stratégie bien réfléchie pour y réussir et constituer une force populaire révolutionnaire pour l'appliquer.
On ne chasse par un dictateur en biffant deux mots sur un chiffon de papier!

Ces gesticulations et actes d'éclat qui devraient donner à Tshisekedi une apparence de « grand opposant à Mobutu » sont dérisoires par rapport au problème fondamental : briser la domination impérialiste, chasser du pouvoir la grande bourgeoisie pro-impérialiste et avant tout son noyau dur composé de Mobutu et des mobutistes.
Tshisekedi se dit partisan de la « réconciliation », du « consensus » et de la « cohabitation », mais ensuite il choisit l'épreuve de force... sur des futilités. Il choisit un affrontement « symbolique

» avec le dictateur puisqu'il n'a aucun plan pour l'emporter effectivement en mobilisant la seule force capable de vaincre la dictature : les masses populaires prêtes à affronter le pouvoir en place.

L'attitude de Tshisekedi permet à Mobutu de reprendre l'initiative et de diviser l'opposition. Il en débauche deux personnalités: Mungul Diaka, d'abord et Nguz ensuite. Les deux acceptent la fonction de Premier ministre. Ce n'est pas une trahison - sauf par rapport aux ambitions personnelles de Tshisekedi - c'est un épisode dans la rivalité entre des grands bourgeois qui sont tous des laquais de l'Occident.

Le 11 décembre 1991 la Conférence redémarre avec la présence de 2.289 délégués.

Fraîchement élu, Monsengwo fait un discours révélateur: « Je m'efforcerai d'être l'homme de tous. ... Je lance un appel urgent aux conférenciers, les invitant à faire de la CNS d'abord et de la nation zaïroise ensuite, une grande famille de frères et de sœurs qui s'accueillent, s'apprécient et s'aiment, rejetant toute haine et rancune, toute vengeance. »74
Ainsi, Monsengwo prendra sur lui la double tâche de mystifier, de duper les masses et de réconcilier l'ensemble de la classe politique néocoloniale, tous les vieux dinosaures qui ont exercé la dictature, et les jeunes mobutistes ambitieux.
"Le gouvernement de transition doit être l'expression d'un changement qualitatif suite à l'adoption par consensus d'un nouveau projet de société zaïroise. C'est après les élections libres et démocratiques que les partis victorieux pourront former un gouvernement définitif. »75
Ainsi, les "opposants" à Mobutu doivent trouver un "consensus" avec les durs de la dictature mobutiste ! Le changement proposé dès le début par Monsengho ne peut être qu'une farce.

Le 16 février, l'Eglise organise une Marche des Chrétiens à Kinshasa.

C'est une opération à hauts risques. En effet, le peuple est outré et des explosions révolutionnaires peuvent se produire. Dans les 110 paroisses, ce sont des comités laïcs qui mobilisent. Dans les salles paroissiales, des chrétiens laïcs invitent des intellectuels anti-impérialistes et révolutionnaires qui prônent le renversement du système en place!
La manifestation du 16 février aurait pu devenir le début d'un grand mouvement révolutionnaire populaire… s'il y avait à Kinshasa une véritable organisation révolutionnaire. Mais finalement, l'ensemble de l'opération restera sous le contrôle de la hiérarchie catholique. La marche rassemble un million de personnes. Unique mot d'ordre - qui montre déjà l'orientation réformiste à l'intérieur du système néocolonial mobutiste : la reprise de la Conférence Nationale Souveraine. La marche sera réprimée, l'armée zaïroise, tuera 17 personnes.76

Le fait qu'un million de Kinois descendent dans la rue, chose jamais vue dans l'histoire, prouve bien que les masses sentent le besoin d'un changement radical. Une organisation révolutionnaire aurait pu exprimer et expliciter ces besoins: le départ immédiat de Mobutu et de tous les grands dinosaures; un gouvernement de transition sans éléments qui ont porté la dictature; la mise en accusation de tous les mobutistes qui ont commis des crimes de sang et des crimes économiques; la fin de la domination étrangère sur le Congo.

Mais la hiérarchie de l'Eglise est la bergère qui conduit ses moutons vers la chimère de la Conférence Nationale. Une conférence à laquelle les évêques ont assigné comme but la réconciliation avec Mobutu et les mobutistes et la soumission aux intérêts occidentaux... L'Eglise veut donner une base populaire à la cohabitation entre mobutistes et « opposants » au sommet de l'Etat, elle mobilise les masses pour ranimer leurs illusions dans la bienveillance des puissances impérialistes et la bonne volonté de la classe politique de l'ancien régime.

Les « grandes gueules » révèlent leur véritable nature d'élèves, d'amis, de compagnons et d'alliés du Maréchal.

Un Conclave de l'Union Sacrée de l'Opposition Radicale et Alliés est organisé du 12 au 23 mars 1992 à Ste Anne. Deux résolutions capitales en sortent. La première prône « l'option du dialogue » comme voie pour obtenir la réouverture de la CNS. La seconde affirme que le consensus doit être le mode de gestion politique pendant la Transition. Ainsi, la trahison est consommée.
Hier encore, les « grandes gueules » de cette Opposition traitaient Mobutu de façon démagogique de "tyran" et de "monstre humain" afin de s'attirer la sympathie populaire. Mais en ce mois de mars 1992, ils révèlent déjà leur véritable nature d'élèves, d'amis, de compagnons et d'alliés du Maréchal.

Les opposants veulent sauver la Conférence Nationale Souveraine grâce à un dialogue avec le dictateur.
Mais alors, par rapport à qui sera-t-elle « souveraine », leur Conférence? Elle ne sera « souveraine » que par rapport au peuple dont elle a pu royalement mépriser la volonté et l'aspiration à un bouleversement radical de l'ordre établi.
Rassuré, Mobutu en personne convoque le 27 mars 1992 la Conférence « souveraine »...

Le 8 avril 1992 Mgr Monsengwo entame déjà des négociations avec la mouvance présidentielle! Ce matin-là, Mobutu reçoit à Gbadolite les responsables des confessions religieuses. Le professeur Loka Ne Kongo note: « A son retour, Monsengwo Passinya préside une réunion de réconciliation entre la dictature et l'Opposition. Là où il faut combattre, la religion vous pousse au dialogue! »80

Le 23 juillet 1992, à Madrid, Laurent Kabila tient une conférence historique.

Il y parle des conditions dans lesquelles une Conférence Nationale aurait pu chasser Mobutu et imposer un changement radical. « Après le 24 avril 1990, nous avons nous-mêmes misé sur le mouvement de démocratisation... Les principes du Parti de la Révolution Populaire pour la tenue d'une Conférence Démocratique Nationale étaient les suivants.

1. Formation d'un gouvernement provisoire chargé d'assurer le départ de Mobutu et de convoquer une Conférence Nationale Souveraine.
2. Libération immédiate de tous les prisonniers politiques et dissolution des unités de la sûreté mobutiste.
3. Formation d'une véritable armée nationale avec intégration à celle-ci de nos propres combattants.
4. Blocage des avoirs (des dignitaires du régime) à l'étranger.
5. Elucidation des responsabilités des crimes politiques commis depuis la liquidation physique de Lumumba... jusqu'aux massacres de mai 1990 des étudiants à Lubumbashi

Il s'agissait d'une véritable rupture avec le régime en place. ... Seul le grondement du soulèvement populaire pouvait obliger (le dictateur) à changer de comportement."

A Kinshasa, on adopte un « Compromis politique global »

Mais le 31 juillet, à Kinshasa, un « Compromis politique global » est adopté à l'unanimité par les représentants de la mouvance présidentielle et de l'opposition.
Il contient trois points essentiels: « Neutralité de la transition dans ce sens qu'elle n'applique pas la politique d'une tendance, mais celle de la nation toute entière et qu'elle doit être gérée sans exclusive ni militantisme partisan ». « La démocratie pluraliste. » « Le Président, Institution Suprême de l'Etat et symbole de l'unité de la nation, doit être mis à l'abri de tout ce qui peut entamer son prestige et sa crédibilité. » Et il est précisé: « S'agissant du Président, il a été admis qu'il représente la nation et est le chef suprême des Forces armées ».

Ainsi, la « vraie » bataille de la Conférence Nationale Souveraine est déjà gagnée par le camp de Mobutu. Ni la domination néocoloniale sur le Congo, ni le monopole de la grande bourgeoisie congolaise sur la gestion de l'Etat, ni même le rôle dominant de Mobutu n'ont jamais été remises en cause.
La « bataille » ne concernait que des questions d'ordre secondaire. Au sein de la grande bourgeoisie pro-impérialiste, quelle sera la place exacte du président Mobutu? Est-ce qu'il y aura un équilibre entre mobutistes et « opposants » à Mobutu? Ou est-ce que Mobutu restera le noyau central de la grande bourgeoisie?

Loka Ne Kongo résume bien la situation: « La faiblesse de l'opposition, c'est la faiblesse de sa classe politique issue de la dictature et façonnée sur son modèle dans le sens d'accéder à tout prix au pouvoir pour un enrichissement rapide et facile ».87
La CNS se terminera bientôt et fera place à l'autorité " définitive" de la Transition : le Haut Conseil de la République.
Dans une note préparatoire aux négociations avec "l'opposition", la présidence a clairement fixé ses "principes de bases : 1. Neutralité de la transition; 2. Partage du pouvoir; 3. Gouvernement neutre, c'est-à-dire d'Union nationale. La composition du Haut Conseil de la République sera faite sur base de 50% de conférenciers et 50% de non-conférenciers. »88

Comme la CNS avait déjà une majorité de mobutistes, le mobutisme dominera largement le HCR…

Malgré de sourdes luttes entre les partisans de Mobutu et les "opposants ex-mobutistes", le HCR réussira à se réunir.
Lors de la validation des mandats, le 22 décembre, Roland Lumumba introduit une motion demandant que soient écartés tous ceux sur lesquels pèsent des présomptions de crimes ou délits. En effet, beaucoup de membres influents du HCR ont été dénoncés dans les rapports Assassinats et Biens Mal Acquis : Iléo, Ndele, Nendaka, N'Singa Udjuu, Bomboko, Kengo, Thambwe Mwamba, Lihau, Kamanda wa Kamanda, Bo-Boliko, Albert Kalonji.

Le verdict sera sans appel : les Commissions ont bien pu formuler des critiques verbales "féroces", mais tout cela n'était que du "cinéma" : des sanctions, il n'y en aura pas!
Par 170 voix contre 132, le Haut Conseil de la République issu de la CNS décide que ceux qui ont été dénoncés pour d'innombrables crimes, sont dignes de représenter les nouvelles institutions « démocratiques »… Pas étonnant qu'après le 2 août 1998, les criminels de la "rébellion - paravent de l'agression" se diront les plus farouches défenseurs de la CNS…

Fin du mandat de Tshisekedi comme premier ministre

Le 26 décembre 1992, le Haut Conseil de la République exprime son désaccord avec la révocation du gouvernement Tshisekedi par Mobutu. Du 28 janvier au 2 février 1993, les militaires se lancent à nouveau dans des pillages à Kinshasa.
Le 4 février 1993, suite aux pillages, Tshisekedi sollicite à nouveau l'aide militaire de la « communauté internationale ». La France intervient militairement.
Le 5 février, Mobutu met fin au mandat de Tshisekedi et demande au HCR de lui proposer un autre candidat Premier ministre.
Du 9 au 18 mars, Mobutu convoque au Palais de la Nation un Conclave politique.
Ni le bureau du HCR, ni l'Union Sacrée, ni le gouvernement Tshisekedi n'y participent.
Le bureau du Conclave, appelé « Collège des sages » comprend e.a. Mandungu, Kabimbi Ngoy, Mabi Mulumba, Ngalula, Ndele...
Non sans cynisme, Mobutu félicite le Conclave d'avoir « poursuivi l'œuvre inachevée de la CNS ».

Le gouvernement Birindwa est mis en place le 2 avril. On y trouve Nguz à la Défense; Kasungulu de la Société Civile-UDI à l'Intérieur; Kamitatu à l'Agriculture; Mpinga Kasenda aux Affaires étrangères, Mutombo Bakafwa N'Seda aux Mines.

Ce gouvernement compte 10 hommes du MPR et… 10 représentants des partis de l'Union Sacrée, le PDSC, l'UDPS et l'UFERI-Nguza. Belle illustration de ce que nous savons depuis le début de la Transition : il n'y a aucun différence de fond entre l'aile mobutiste et l'aile "opposition constituée d'anciens MPR".

Le 30 mars 1993, Monsengwo déclare: « Ni le gouvernement de Tshisekedi ni celui de Birindwa ne pourrait rassembler toutes les tendances politiques. Aucun des deux gouvernements ne pourrait réconcilier la classe politique ni le pays. C'est pourquoi nous voulons inviter tous les acteurs politiques à reprendre le dialogue. »98
Nous entrons alors dans une brève transition dans la Transition, marquée par trois politiciens impuissants: Tshisekedi, Birindwa et Monsengwo.

Mobutu à nouveau le maître de la situation… et la fameuse héritage de la CNS

Des Concertations s'ouvrent finalement au Palais du Peuple le 10 septembre 1993. Y participent 80 délégués des Forces Politique du Conclave (groupés autour de Mobutu) et autant de l'Union Sacrée de l'Opposition Radicale et Alliés (USORAL).
Deux vieilles connaissances, agents d'un service de sécurité viennent dire à Loka Ne Kongo : « La liste de l'opposition est confectionnée avec le concours des services de sécurité du Pouvoir... La plupart de vos dirigeants ne sont opposants que de nom! »102
Dans un discours d'ouverture des travaux, Monsengwo, le Président du Haut Conseil de la République - CNS, Monsengwo affirme: « Il existe à ce jour, un héritage commun, puisque les parties l'ont adopté à la CNS et que les participants au Conclave politique national s'en sont inspirés pour la confection de leur acte harmonisé. Cet Acte est dynamique et, en se réunissant pour examiner sa révision, la classe politique zaïroise agit conformément à cet acte ».
En clair : mouvance présidentielle égale opposition « radicale ».

On comprend que, lorsque Mzee Kabila balaiera en mai 1997 cette pourriture et replacera le Congo dans l'orientation de Patrice Lumumba, toutes les forces du néocolonialisme s'y opposeront au nom de l'héritage commun de la CNS !
Et lorsque l'agression américano-rwando-ougandaise débutera, toutes les petites nuances entre Tshisekedi et N'Gbanda, entre Olenghankoy et Baramoto, entre Bo-Boliko et Bemba s'évaporent. Les mobutistes, la majorité des opposants non-armés et les rebelles seront unis sur les « textes sacrés » de la CNS pour rétablir l'ordre néocolonial.
Cela coûtera la vie à 4.000.000 Congolais...

Le protocole d'Accord

Mais retournons au 10 octobre 1993, lorsque les Concertateurs, mobutistes et opposants, signent un « Protocole d'Accord ». On y lit entre autres ceci:
« Considérant:
Que le Protocole d'Accord proclame la neutralité, la non-conflictualité, la collaboration et la concertation;
que la réconciliation de l'ensemble de la classe politique est le préalable à la non-conflictualité et que le partage équitable et équilibré du pouvoir est le corollaire du principe de la non-conflictualité...
Les deux délégations conviennent que la formation du Gouvernement... doit être porteuse de réconciliation nationale... (p.105)

Le peuple et l'intérêt de la Nation sont complètement exclus des préoccupations des "démocrates" de la Transition. Les innombrables luttes obscures entre individus et groupes se situent toutes au sein de la même classe sociale : celle de la bourgeoisie bureaucratique et compradore, vieux mobutistes et jeunes loups confondus. Si l'on invoque le peuple, c'est pour le ranger derrière des intérêts de l'une ou autre fraction de la bourgeosie bureaucratique.

Kabila: *« Seule une révolution externe à la tradition politique mobutiste libérera tout le monde. »*

Le 24 décembre 1993, à l'occasion du 26e anniversaire de la fondation du Parti de la Révolution Populaire, Kabila affirme que l'échec de la CNS et de la Transition est évident. "Toute la parodie de passage de la IIe à la IIIe République devient caduque étant donné que la classe politique de la IIe République, celle des cadres dirigeants du MPR, se prépare tout entière à transiter... dans la IIIe République avec la détermination d'y rejouer le rôle prépondérant. » «La Conférence Nationale n'a pas pris des décisions qui auraient dû être prises : faire table rase de toute la classe politique de la IIe République. Seule une révolution externe à la tradition politique mobutiste libérera tout le monde. »
Ces paroles de Kabila exprimaient parfaitement la réalité. Mais tous les membres de la bourgeoisie bureaucratique et compradore, groupés dans le CNS-HCR-PT, avaient intérêt à maintenir le système néocolonial, hier sous sa forme monopartiste, aujourd'hui, avec les mêmes acteurs, sous la forme multipartiste ou multi-mobutiste. (107)

Acte constitutionnel de la transition et intrigues autour de l'élection du premier ministre.

Le 8 avril 1994, le HCR-PT adopte l'Acte constitutionnel de la transition. L'Exposé des Motifs cerne dès la première phrase, le véritable enjeu de la « transition »: « Depuis le 24 avril, notre pays traverse une crise ayant pour origine essentielle les divergences de vues de la classe politique sur l'ordre institutionnel de la transition. »112 En effet, le changement annoncé ne concerne ni le contrôle de l'impérialisme sur le Congo, ni la domination de la grande bourgeoisie zaïroise sur les masses congolaises. Tout le « changement » se passe à l'intérieur de la même « classe politique » qui s'est installée depuis le 14 septembre 1960 à la tête de l'Etat et de ses différentes institutions. Cette classe se chamaille sur l'ordre institutionnel, c'est-à-dire sur la répartition du pouvoir entre ses différents membres et fractions.

En juin 1994, la nouvelle élection d'un Premier ministre fait éclater l'Union Sacrée de l'Opposition Radicale et Alliés. Sept dossiers ont été introduits par Tshisekedi, Kengo, Kamanda wa Kamanda, Lunda Bululu, Mulumba Lukoji, Malumba Mbangula et Beyeye Djema. Tous ces « opposants » ont été de grands mobutistes.
Kengo wa Dondo, le Premier ministre préféré de Mobutu, occupa la primature de novembre 1982 à octobre 1986, puis de novembre 1988 à mai 1990. Après 4 années de transition, le Congo est retourné à la case de départ. Lorsque Mobutu annonça le « changement », le 24 avril 1990, Kengo était Premier ministre. Il retrouve son poste le 16 juin 1994.

Kengo a beaucoup d'ennemis au sein du MPR comme Bemba Saolona et Vunduawe. Tshisekedi se rapproche des ennemis de Kengo pour récupérer "son" fauteuil de Premier ministre…
Le 7 janvier 1995, Tshisekedi déclare qu'il a reçu le directeur du cabinet de Mobutu, Vunduawe. Lors d'un meeting, le "leader charismatique" parle même de «mon ami Mobutu »…

Le 12 septembre 1996, Kabila et Kisase Ngandu n'ont pas encore déclenché la lutte de libération. Mais Loka Ne Kongo constate l'échec définitif de l'opposition et laisse entendre que la dictature ne pourra être renversée que par la violence. « Bientôt c'est toute la guerre que nous allons perdre ... Telle que l'opposition évolue, elle court le risque d'aller tout droit à son échec définitif. » « L'opposition a subi échec sur échec, en bonne partie par ses propres insuffisances; au point que toutes les voies qui pouvaient conduire à l'éradication de la dictature, par la non-

violence, se sont pratiquement épuisées. » «La jeunesse, au bord du désespoir, exige la lutte armée et réclame les armes. "Vaut mieux mourir avec honneur et dignité sur un champ de bataille que de crever, comme un chien anonyme, dans un coin, de la faim, de malaria ", nous lance un diplômé d'Université de 35 ans, chômeur depuis la fin de ses études. ... Mais ce sont des préoccupations de dialogue, encore! qui sous-tendent les gesticulations spectaculaires des opposants, gesticulations destinées plutôt à impressionner la population qu'à inquiéter la dictature qui se porte comme un charme. »

Mobutu devenu à nouveau "incontournable "

Dialogues, gesticulations de politiciens, élections : tout l'arsenal des "armes" utilisées par les politiciens néocoloniaux était bien en place à la fin d'une transition du mobutisme au … renouveau mobutiste. Même les impérialistes qui avaient déclaré Mobutu politiquement mort en 1991, savent que le dictateur gagnera les élections programmées pour 1997…. En avril 1996, Mobutu est reçu à Paris par Chirac. En juillet le ministre français de la coopération, Godfrain, lui rend visite à Gbadolite. Il déclare que Mobutu apparaît « incontournable » et qu'en cas d'élections, il serait sans doute « largement élu ».

Steven Metz est professeur au U.S. Army War College. Il écrit le 5 juin 1996: « Comment les Etats-Unis doivent-ils répondre si Mobutu gagne les élections de 1997? Il les gagnera probablement. S'il permet que les institutions démocratiques se consolident, les relations devraient être froides, mais normales…."(KABILA, p.118-119)

Le 10 mai 1997, les troupes de Kabila s'approchent de Kinshasa.
Les Conseillers se rendent compte que, si Mobutu meurt demain, il n'y aura pas de successeur! En panique, le HCR-PT vote le retour de Monsengwo « pour sauver le destin commun de tous », comme l'écrit Le Potentiel. Le même journal commente: « Le choix de Monsengwo répond à un double objectif: sauver d'une part les survivants du mobutisme et d'autre part les intérêts français. » (KABILA, p. 123) Lorsque Mgr Monsengwo arrive à Kinshasa, il est accueilli par Bomboko et Nendaka, deux mobutistes de choc.

Le professeur Gauthier de Villers porte ce jugement d'ensemble sur la « démocratisation » réalisée par la CNS et le HCR-PT. « Le vent (de la rébellion) qui, de l'Est en Ouest, balaie le pays met à nu l'impuissance des institutions de la transition, l'inconscience et l'irresponsabilité de ses acteurs. (...) Les Conseillers du HCR-PT ont imperturbablement persisté jusqu'à la dernière heure, à s'occuper de leurs intérêts, à se livrer à de vains exercices juridiques et à une surréaliste compétition pour le "partage équitable et équilibré" des positions du pouvoir. » « L'invocation de l'idéal démocratique masque le détournement des aspirations populaires par une classe politique que déchire et rassemble à la fois la quête des honneurs, du pouvoir et de l'argent. Contrairement à ce que l'on affirme volontiers à Kinshasa, l'Alliance dirigée par Kabila n'a pas interrompu un processus de démocratisation qui, en dépit des entraves et des trahisons, aurait poursuivi, irrésistiblement, son cours; elle a défait le régime politique dans lequel s'étaient installés ces acteurs de la transition, qui tendaient à devenir des "transitionnaires à vie". » (KABILA, p. 124)

Le diable de la division qui ravage le Rwanda, est lâché au Zaïre par Mobutu.

En 1990, les Etats-Unis et la France avaient déclaré que les jours de Mobutu étaient comptés. Mais il y a un revirement après la victoire du Front Patriotique Rwandais. Pour sauver ses hommes chassés du pouvoir à Kigali, la France renoue avec Mobutu. Et Mobutu joue à fond la carte ethniste hutu et anti-tutsi…
Le 6 mai 1996, Le Potentiel écrit que « le Parlement de Transition n'est pas loin d'autoriser la guerre contre le Rwanda ». A ce moment, Vangu Mambweni revient de Paris où il a rencontré le chef des Services secrets français en Afrique, Jacques Foccart. Prenant la défense des intérêts

de l'impérialisme français, il déclare : « le Parlement est prêt à donner son accord pour une déclaration de guerre au Rwanda », pays qui cherche « à asseoir l'hégémonie anglo-américaine dans la région des Grands Lacs au détriment de la francophonie ».11
Le diable de la division qui ravage le Rwanda, est lâché au Zaïre par Mobutu.
Shweka Mutabazi, le Commissaire de Zone, écrit une lettre au Chef de poste du SNIP à Uvira : « Au plus tard le 31 décembre 1995, les Banyamulenge seront chassés du territoire ».7 Dugu wa Mulenge, le seul membre Banyamulenge de l'Assemblée provinciale, et 350 finalistes des humanités sont expulsés vers le Rwanda.

Une quarantaine de Tutsi congolais signent en juillet 1995 une lettre adressée à Mobutu, disant entre autres : « Que le HCR-PT prenne sur lui la terrible responsabilité de déclarer étrangères des populations zaïroises, conscientes et fières de l'être, et contraigne le gouvernement à les expulser, voilà un cas de figure inédit de par le monde. Ce n'est rien de moins qu'une incitation à la violence et à la guerre civile ».8

En janvier-octobre 1996 la situation à l'Est du Zaïre devient explosive.

Trois forces s'unissent pour en finir avec le régime mobutiste.
Dans ce front nous retrouvons d'abord les nationalistes congolais qui luttent depuis 1964 contre Mobutu. Kabila et Kisase Ngandu estiment qu'une situation historique unique se présente pour développer la lutte populaire armée contre la dictature. En effet, les bandes d'Interahamwe et d'ex-FAR agissent comme une armée d'occupation au Kivu. Aux côtés des militaires de Mobutu, elles terrorisent non seulement les Tutsi, mais aussi les autres populations congolaises.
Le nouveau régime rwandais participe également au front. Pour lui, mettre fin aux camps de 'réfugiés' situés à ses frontières, ces centres de recrutement et d'entraînement de forces génocidaires, est une question de survie. Les ethnicistes et génocidaires hutu rwandais se préparent effectivement à relancer les tueries au Rwanda.
La troisième force est constituée par les Tutsi congolais du Kivu. Toutes les populations du Zaïre ont souffert de l'oppression et de la terreur mobutiste. Mais à partir de 1993, la discrimination politique, puis la répression militaire, ont été particulièrement graves contre les Tutsi congolais vivant au Kivu.

Le 7 novembre 1996, Kabila déclare : « J'appelle le peuple à prendre les armes contre la dictature. L'unique garantie de sécurité, c'est de rejoindre l'armée du peuple ». Le même jour, Kisase Ngandu lance un message identique : « Notre but est de renverser le régime en place à Kinshasa. Après six ans de multipartisme "à la Mobutu" qui n'ont abouti à rien, nous avons opté pour la lutte armée ». « On a présenté ce conflit comme celui opposant les Banyamulenge et les Zaïrois. Il ne s'agit pas de Banyamulenge. Mais il s'agit d'un problème zaïrois, pas d'une question ethnique. Nous sommes issus de plusieurs ethnies. Et notre objectif commun est de renverser le régime de Kinshasa. » (KABILA, p.181)

Le samedi 23 novembre, Kabila fait une proposition à l'opposition à Mobutu : " Nous avons le devoir d'engager le dialogue pour éviter que le sang coule inutilement. Un dialogue avec Tshisekedi, mais pas avec le parti de Mobutu. Il est possible de parvenir à un consensus entre les différents partis de l'opposition en vue de l'organisation de véritables élections démocratiques. Un gouvernement de transition doit être mis sur pied afin de préparer de telles élections. Mais nous ne sommes pas intéressés par un gouvernement d'Union nationale désigné par Mobutu et comprenant des représentants de Mobutu. En ce moment, notre première tâche est de mener la guerre de libération."(KABILA, p.183)

Kabila est l'opposant le plus décidé à Mobutu depuis 1967. Mais il n'est pas sectaire : il invite Tshisekedi à faire front commun. Mais dès novembre 1996, Tshisekedi s'allie ouvertement à Mobutu pour combattre le nationaliste kabila…. Comme il a combattu le nationaliste Lumumba après le 14 septembre 1960 !
Le 22 novembre, Kabila précise sa tactique : « Le futur gouvernement devra rassembler les partis

de l'opposition et l'Alliance des Forces Démocratiques pour la Libération. Un gouvernement légitime doit exclure la mouvance présidentielle qui a conduit le pays à la ruine. Un gouvernement dépendant de Mobutu ne m'intéresse pas. C'est le temps du changement. Mobutu veut se servir de Tshisekedi et de son prestige, pour tenter de récupérer la situation à son profit. Tshisekedi va être utilisé. » (KABILA, p.183) Kabila suivra cette ligne jusqu'à la prise du pouvoir à Kinshasa. Ainsi, fin mars 1997, toute la capitale parle de l'imminent accord « historique » entre Mobutu et Tshisekedi. Kabila annonce alors sereinement : « Le futur gouvernement de transition ne comprendra que des membres de l'Alliance et des opposants qui n'ont jamais rallié Mobutu. Ceux qui se sont assis avec le diable, le sont devenus aussi. »

La marche victorieuse de Kabila n'aurait pas été possible, si les masses n'avaient pas fait l'expérience de la traîtrise de Tshisekedi et de la CNS. Dans la souffrance, la population a fait l'expérience de la complicité de classe entre toutes les composantes de la bourgeoisie compradore et bureaucratique pour maintenir leur position dominante dans la société.
La Transition soi-disante "démocratique" a surtout été marquée par des destructions économiques jamais vues. La première année de la Transition a connu une chute de la production industrielle de 40 % et une inflation de 1.000 %. (KABILA,p.68-69; Echo de la Bourse, 25 avril 1991) Le nombre de salariés a chuté de 1.600.000 en 1990 à 950.000 en 1996. Loka Ne Kongo écrit :"Les fonctionnaires de l'Etat ... reçoivent un salaire de misère qui, du reste, demeure impayé des dizaines de mois durant. Le professeur d'université touche par mois 10 dollars US."

Même dans un journal tshisekediste comme La Référence Plus, on pourra lire : « La guerre actuelle a injustement été appelée guerre de l'Est. Elle est une guerre de toute la nation contre la classe politique ». C'est bien cela : une guerre du peuple contre les politiciens du néocolonialisme qui ont peuplé la Transition...
Le même journal écrit : « A Mbandaka, les rebelles de Kabila ont été chaleureusement accueillis. Leur arrivée, tant souhaitée par la population, a été un soulagement. L'on n'a enregistré aucune victime parmi les populations. » (KABILA, p.184)

La lutte de l'AFDL déclenchée au mois de septembre 1996, a montré Kabila comme un grand stratège et tacticien.

Aucune révolution ne peut réussir sans construire au départ une force révolutionnaire décidée et organisée. Mais ensuite, cette force doit se rallier toutes les tendances qui ont des conflits avec l'ennemi principal et elle doit même exploiter les divergences et conflits parmi les réactionnaires. C'est ce que Kabila a fait de main de maître. Il dit: « Le régime dictatorial de la IIe République avait su forger des amitiés avec les voisins, ce qui ne facilitait pas les tentatives des révolutionnaires congolais visant à changer le cours des choses de l'intérieur, ne pouvant obtenir l'aide extérieure pour conduire leurs actions. Le fait que la situation politique ait changé au Rwanda aura été un facteur déterminant, car les forces révolutionnaires intérieures pouvaient dès lors avoir accès aux différentes sources d'approvisionnement. L'alliance entre le Rwanda et les révolutionnaires congolais est née d'une convergence d'intérêts. Il y eut, d'une part, l'impératif pour le régime politique rwandais de survivre aux menaces d'extinction exercées par les forces de destruction massées au Congo, et d'autre part, pour les révolutionnaires congolais, la nécessité de trouver les moyens d'acquérir l'armement et le matériel qui permettraient de combattre la dictature. Avec le concours des forces organisées du Rwanda, l'AFDL a pu réaliser la formation et ensuite l'encadrement des recrues congolaises sur le champ de bataille. Il n'a jamais été question d'autres accords en dehors de ceux-là.» (KABILA,p.189)

Celui qui voulait réellement chasser Mobutu et la dictature néocoloniale au pouvoir depuis le coup d'Etat du 14 septembre 1960, devait résoudre deux questions décisives. La première : comment mobiliser le peuple pour un soulèvement révolutionnaire ? Et la seconde : où trouver des alliés sur la scène africaine ? Kabila et Kisase ont apporté des réponses concrètes à ces deux impératifs. Comme la plupart des « opposants » ne voulaient pas entendre parler de

révolution populaire, ils ne pouvaient logiquement que rejoindre le dictateur dès lors que son régime était menacé dans ses bases.

Quand Kabila déclenche la guerre de libération, Mobutu avait besoin d'un argument "fort" pour tenter de mobiliser le peuple en défense de son régime… « Il s'agit bel et bien d'une agression perpétrée par le Rwanda, avec la complicité des Banyamulenge qui ont joué le rôle d'une cinquième colonne ». "Agressions extérieure avec la complicité des "réfugiés" Tutsi… Mobutu pensait avoir trouvé l'argument fort qui devait rallier le peuple autour de son régime moribond…

C'était aussi l'argument de l'impérialisme français qui avait la nostalgie de "Mobutu, l'homme fort de l'Afrique (francophone)"… Le 3 novembre 1996, Omar Bongo, l'homme de tous les salles besognes de l'Elysée, appelle le Zaïre à « utiliser tous les moyens pour chasser les assaillants. ... Les Tutsi contrôlent le pouvoir au Rwanda et au Burundi et donnent maintenant l'impression de vouloir créer un autre pays tutsi dans la province du Kivu. ... Je suis heureux que les Occidentaux regrettent Mobutu ». (KABILA,p.198)
Si, sur le plan militaire, l'aide du Rwanda a été décisive pendant les trois premiers mois de la lutte de libération, c'est l'intervention de l'Angola à partir de février 1997 qui a décidé de l'élimination complète du mobutisme.

Quand l'UDPS ne cesse de répéter : "C'est Kabila qui a amené les Rwandais",

Ceux qui mènent de l'agitation sur le thème « C'est Kabila qui a amené les Rwandais », ont des intentions cachées. Ils n'ont en fait jamais digéré l'élimination de Mobutu et du système mobutiste. Kabila a fait une alliance nécessaire et justifiée avec l'Ouganda, le Rwanda, l'Angola et le Zimbabwe. Tous ces pays étaient engagés pour une seule cause commune : mettre fin au régime criminel de Mobutu, la honte de l'Afrique. Quand cette tâche a été accomplie, l'Angola et le Zimbabwe se sont retirés. Le Rwanda et l'Ouganda sont restés… et ont conçu d'autres objectifs, incompatibles avec la souveraineté congolaise ! Le Rwanda du 2 août 1998 avait un tout autre objectif qu'en septembre 1996 !
Quand l'UDPS ne cesse de répéter : "C'est Kabila qui a amené les Rwandais", c'est dans le but de manipuler l'histoire. En septembre 1996, Kabila a amené aussi bien l'Angola que le Rwanda, le Zimbabwe que l'Ouganda et il les a amené tous pour une juste cause : renverser la dictature de Mobutu.

Quand le Rwanda de Kagame a agressé le Congo le 2 août 1998, qui a alors amené les Rwandais ? C'est bien l'UDPS de monsieur Tshisekedi! Les agresseurs ont distribué des tracts à Masina : "Nous sommes venus renverser Kabila, placer Monsengwo comme président et Tshisekedi comme premier ministre." Tshisekedi répétait partout qu'il s'agit essentiellement d'un conflit interne au Congo. Pour aider les agresseurs, il écrivait dans son mémorandum à l'ONU, le 4 septembre 1998: "Rien ne justifie d'envoyer à la mort la jeunesse du Congo pour un conflit essentiellement interne qui peut être réglé à la table de négociation."…

La « contre-offensive foudroyante »

Début 1997, face à la débandade de son armée et à l'engagement massif des Angolais du côté de l'AFDL, Mobutu comprend qu'il n'y aura plus de « contre-offensive foudroyante » et qu'il faut tenter de sauver l'essentiel.
Le 13 février, il confie à N'Gbanda : « Dis à Kabila que je suis disposé à discuter avec lui la mise sur pied d'une nouvelle structure provisoire pour une transition pacifique et sans exclusion. Il n'y aura pas de sujets tabou : le gouvernement, la fusion des armées... »

Le lendemain, N'Gbanda se rend chez Mbeki à qui il annonce l'intention de Mobutu de négocier sans exclusives. Mbeki lui exprime son soulagement et révèle en même temps l'identité du véritable meneur de la danse au Zaïre de Mobutu : « Je vais recevoir dans quelques jours le vice-

président des Etats-Unis, Al Gore et nous allons longuement parler du Zaïre. Nous devons trouver ensemble une solution pacifique et honorable pour le Président Mobutu. » (KABILA,p.202)
Le 5 mars 1997, devant la menace de la chute de Kisangani, Mobutu « accepte » de partager le pouvoir avec l'opposition et avec l'AFDL. Il sait que les Etats-Unis exigent la formation d'une tripartite entre sa mouvance, l'opposition (partis et Société Civile) et les nationalistes de l'AFDL...

La date et l'événement méritent d'être retenus : depuis lors, les Américains ne changeront plus une virgule à leur stratégie pour mettre les nationalistes-kabilistes en minorité en imposant une majorité de politiciens néocoloniaux à la tête du pays. C'est une stratégie pour atteindre, par étapes, l'élimination totale des nationalistes, comme cela s'est produit après l'assassinat de Lumumba. C'est donc par un « Dialogue inter-zaïrois » que les Etats-Unis veulent en mars 1997 empêcher le mouvement nationaliste de Kabila de triompher….

Ce même jour, Banza Mukalay, vice-président du MPR, annonce la nouvelle politique à suivre imposée par les Américains : « Nous avons décidé de partager le pouvoir, y compris avec la rébellion, pendant la période de transition ».

L'UDPS exige début février 1997 « d'ouvrir, avant des élections générales, des négociations entre le Président Mobutu, l'opposition démocratique d'Etienne Tshisekedi et l'opposition armée de Laurent-Désiré Kabila ». Le 10 février, le FONUS d'Olenghankoy organise une journée « ville morte », non pas pour exiger le départ de Mobutu, mais le départ de Kengo « qui a montré son incapacité à relever le défi de la guerre à l'Est »... En d'autres mots, ces « opposants » veulent un Premier ministre capable d'aider l'armée mobutiste à vaincre les troupes de Kabila... (KABILA,p.208)

La prise de Kisangani par l'AFDL, le 15 mars 1997, est le moment décisif de la guerre de libération. Mais le lendemain, le secrétaire de l'UDPS demande à la communauté internationale d'accepter « une tripartite Mobutu-Tshisekedi-Kabila ! »
Devant la victoire inévitable du soulèvement populaire, l'opposition prend une initiative pour sauver l'ensemble de la classe politique de la « transition », les mobutistes y compris. Elle introduit une motion qui décide « la déchéance immédiate du gouvernement Kengo,... la fin des hostilités et l'ouverture de négociations directes » avec Kabila. Le 18 mars, la motion est acceptée par 396 des 418 présents. Un opposant commentera : « Nous voulons que les négociations avec la rébellion soient conduites par un Premier ministre de consensus accepté par l'ensemble de la classe politique ». Et voilà Tshisekedi à nouveau propulsé dans le rôle du « dernier des fidèles » de Mobutu...

Kabila comprend parfaitement la signification stratégique de la « soudure » entre "la famille du Président Mobutu et la famille du premier ministre Tshisekedi", rendue public en novembre 96. Kabila en tire les conclusions qui s'imposent. Ensemble, la mouvance présidentielle et l'opposition loyale à sa Majesté défendront jusqu'au bout le système néocolonial en place. L'AFDL devra donc assumer seule le renversement et la liquidation du mobutisme, la remise sur pieds de l'Etat et la création de conditions permettant dans un court délai d'organiser des élections libres et démocratiques. L'Alliance le fera avec la collaboration des membres individuels du HCR-PT qui comprennent la nécessité d'un bouleversement profond de l'ordre mobutiste.

Cette prise de position provoque un tollé général chez ceux qui craignent de perdre leur « poste ». Ils déclarent que Kabila est un « dictateur », et cela deux mois avant même que l'AFDL ne prenne le pouvoir ! « Les dernières déclarations de Kabila à Kisangani sont liberticides. ... Les efforts consentis à la Conférence Nationale Souveraine anéantis. Une année d'une nouvelle transition avec un gouvernement qui ne serait composé que par les membres de l'Alliance avec, au préalable, l'interdiction de tous les partis politiques, voilà une monstrueuse erreur. » (KABILA,p.209) A tous ces personnages bien installés, l'élimination du mobutisme, qui les a si bien nourris, semble effectivement « monstrueux ». Et ils ne pardonneront jamais aux

nationalistes une telle abomination.
Fin mars 1997, Tshisekedi est choisi par le HCR-PT pour contrer la « dérive totalitaire monstrueuse » de Kabila. Le but : enfermer Kabila dans le carcan mobuto-tshisekediste de la Conférence Nationale Souveraine. Pour le dire avec Le Potentiel du 26 mars : « Mobutu devra souscrire enfin au schéma de la CNS auquel Kabila est obligé d'adhérer ». La CNS était devenue ainsi la dernière planche de salut pour Mobutu! Et dire qu'il y a toujours des démagogues qui présentent la CNS comme le sommet du combat contre la dictature mobutiste…

Mobutu ne rate l'occasion de voir son régime sauvé par son cher ennemi Tshisekedi. Le 2 avril, il le nomme Premier ministre. Tout aussi autocratique que son ami Mobutu, Tshisekedi ne convoque personne pour discuter de la composition de son gouvernement. Justine Kasa-Vubu se fâche : « Avant de prendre sa décision, M. Tshisekedi n'a consulté personne".
Le 3 avril, Tshisekedi reprend simplement son équipe « historique » de mars 1993, tout en réservant 6 portefeuilles à Kabila. Histoire de noyer les nationalistes de Kabila dans une majorité d'hommes de la IIe République...
Pourtant, l'Alliance a déclaré que tout homme politique qui accepterait d'être le Premier ministre d'un Mobutu moribond, serait considéré comme traître. Un porte-parole de l'AFDL dit : « Si Tshisekedi veut conduire un navire en perdition, il faut qu'il apprenne à nager, car il va couler. Il a choisi son camp. L'Alliance ne fera pas de cadeaux. »

Le 5 avril, aussi bien l'Union Sacrée de l'Opposition Radicale et Alliés que les mobutistes du FPC refusent la confiance à ce gouvernement. Tshisekedi n'obtient pas la majorité au Parlement de Transition. C'est la fin lamentable d'une carrière politique au service de toutes les mauvaises causes...
Le 5 mars 1997, Mobutu cède devant l'ultimatum des Etats-Unis et « accepte » de partager le pouvoir entre sa famille, l'opposition et l'AFDL. Bo-Boliko relance ce plan américain le 17 avril : « Il y a une opposition armée, une opposition non-armée et ceux qui détiennent le pouvoir. Des négociations dignes de ce nom doivent impliquer ces trois forces. » Mukendi, premier conseiller de Tshisekedi, le rejoint trois jours plus tard : « Notre parti rejette la passation des pouvoirs telle qu'envisagée par Kabila. Un dialogue à trois est indispensable. » Ainsi est relancée l'idée d'un « dialogue inter-zaïrois à trois » pour sauver le système néocolonial... Dès avant l'entrée à Kinshasa, le front anti-nationaliste est solidement établi.

Kamanda wa Kamanda et Lissouba tentent de convaincre Mobutu de confier la direction du pays à Monsengwo, fraîchement réhabilité à la tête du Parlement de Transition. Monsengwo négociera ensuite avec Kabila la formation d'un gouvernement d'Union nationale. La Référence Plus écrit 5 jours avant la libération de Kinshasa : « Mobutu prendra bien le courage de rendre le tablier à l'intérimaire constitutionnel Monsengwo. A Kabila de tempérer ses ardeurs et de rentrer dans le schéma de la CNS. Plus rien, en effet, ne justifiera l'option militaire de Kabila ». Même au moment où tout le système mobutiste s'écroule, la mouvance présidentielle et « l'opposition », fortes du soutien américain et sud-africain, pensent encore utiliser la CNS pou sauver tout le personnel de IIe République pour interdire à Kabila et aux nationalistes, portés par une vague d'enthousiasme populaire jamais vue dans l'histoire, d'assumer le pouvoir...

Ainsi, la CNS-HCR-PT coule sans gloire. La mission que lui a attribuée l'impérialisme américain, sauver le système mobutiste en chassant Mobutu, n'a pas été accomplie.
Rares sont ses membres qui comprennent à temps quel rôle on voulait leur faire jouer. Et qui se rendent compte que le soulèvement populaire avançant par vagues depuis l'Est, constitue l'unique voie vers la libération de la dictature mobutiste.
Jean-Baptiste Sondji est parmi ceux-là. Le 31 mars déjà, il prennais de grands risques en déclarant: « Une partie de la classe politique a beaucoup rêvé en espérant démettre Mobutu de façon pacifique. Nous avons perdu sept années. La seule issue, c'est celle de Kabila ».
(KABILA,p.210-211)

Il est indéniable que les Etats-Unis ont lourdement « investi » dans l'opération rwando-ougandaise et dans l'action de l'AFDL. Robert Griffin, l'ambassadeur américain à Kigali, un homme de la CIA, a rencontré Kabila à plus de trente reprises entre octobre 1996 et avril 1997.160 Dès le mois de novembre 1996, certains clamaient haut et fort que Kabila était une « marionnette » des Américains...
En février 1997, avec l'engagement angolais, le rapport de forces sur le terrain change rapidement. Les Etats-Unis comprennent parfaitement le danger. Le Rwanda et l'Ouganda, et A partir de la prise de Kisangani, la perception américaine évolue encore : Mobutu reste, certes, une nuisance, mais Kabila devient le véritable danger.

Les Américains évoquent désormais l'hypothèse que les nationalistes congolais prendront seuls le pouvoir et ils cherchent déjà des arguments pour les combattre. Ainsi, ils envisagent d'accuser Kabila d'avoir été porté au pouvoir par des forces étrangères, rwandaise et ougandaise ! Les Etats-Unis estiment que cela peut lui causer de sérieux problèmes à Kinshasa... Tel est le cynisme de ces Américains qui pensaient pouvoir utiliser Kabila pour leurs propres fins... Le journal Le Monde écrit 4 jours après la libération de Kisangani : « Du côté américain, on souligne que sur le chemin de Kabila, les obstacles ne sont plus d'ordre militaire, mais déjà d'ordre politique : s'il achève de s'emparer du pouvoir par la force, il risque de se voir reprocher de l'avoir conquis grâce à l'aide "étrangère" - l'Ouganda et le Rwanda - et de s'exposer à de sérieux problèmes. A Washington, on estime que M. Kabila se forgera "une autre image" et rencontrera moins de difficultés s'il négocie ». Ainsi, dès la libération de Kisangani, les Américains font du chantage à Kabila en le menaçant d'une campagne où il sera présenté comme « l'homme qui a pris le pouvoir grâce aux étrangers », comme « l'homme des Rwandais »...

Face à Kabila, leur nouvel adversaire commun, Français et Américains entament quelques mouvements de réconciliation. Paris et Washington veulent que Monsengwo retrouve sa place de Président du HCR-PT. Cela doit se faire par consensus et permettra au grand « opposant » Tshisekedi de retrouver son poste de Premier ministre. Mobutu, convaincu de s'en aller « dignement », Monsengwo deviendra automatiquement Président. Quant à Kabila, on lui offrira... la vice-présidence.

Le 28 mars, le ton monte encore. L'International Herald Tribune publie un éditorial dont le titre résume bien l'attitude du pouvoir américain : « Washington espère que Mobutu perde et que Kabila ne gagne pas ». L'article dit : « Kabila ne peut probablement plus être stoppé. Ou bien cela se termine plus tôt par des négociations, ou bien cela se termine plus tard lorsque Kabila aura tout pris. Mais aucune capitale n'a une "affaire d'amour" avec Kabila qui est décrit par plusieurs responsables occidentaux comme un rebelle de carrière chez qui la politique va main dans la main avec l'enrichissement personnel. (...) Kabila ne convient absolument pas pour être le Président du Zaïre, disait un haut responsable des Etats-Unis. » (KABILA,p.216) Les Américains savent très bien que « cela se terminera tôt », si l'on permet à Kabila de marcher jusqu'à Kin, et que « cela se terminera très tard » si Kabila doit s'engager dans des palabres avec la vieille classe politique, ivre de « postes » ! Kabila est déjà présenté comme un « révolutionnaire professionnel » qui ne convient absolument pas comme Président. Ces Américains ont l'habitude de décider qui convient et qui ne convient pas à la tête de leurs différentes néocolonies !

Pendant que les Américains et leurs amis sud-africains se démènent fébrilement pour imposer le « dialogue inter-zaïrois », Kabila raconte une petite anecdote : « Mbeki m'a téléphoné hier. Il m'a dit qu'ils étaient à un point critique : la composition d'un gouvernement de transition avec les mobutistes, l'Alliance et l'opposition. J'ai répondu que nos délégués étaient là pour négocier le départ de Mobutu et de ses partisans et que les discussions sur le gouvernement de transition devaient se faire après qu'ils aient cédé le pouvoir, et pas avant. Ce sera un gouvernement sans les mobutistes ». (KABILA,p.216)

Une semaine plus tard, Mbeki n'a toujours pas digéré l'affront. Le 16 avril, il dit à N'Gbanda : « Kabila commence à prendre de l'aile depuis ses dernières victoires à Lubumbashi. Il devient de plus en plus arrogant dans ses propos et de plus en plus exigeant. Maintenant les Angolais font pression sur lui pour qu'il progresse vers Kinshasa. (...) Plus le temps passe et plus nous perdons le contrôle de Kabila ». Nous perdons le contrôle de Kabila ? Mbeki est-il devenu le porte-parole des Etats-Unis ?

Nicolas Burns, le porte-parole du State Department, affirme le 15 avril que la progression de l'armée de libération vers Kinshasa, qui ne rencontre pratiquement plus de résistance, serait « un crime et une tragédie » ! Au moment où plus aucun Congolais ne veut encore prendre la défense d'une classe politique pourrie, les Américains proposent de la sauver ! « Nous pensons que ce serait un crime et une terrible tragédie d'assister à la poursuite de cette guerre civile, car des innocents seront tués, s'il existe une voie de règlement pacifique par des négociations en Afrique du Sud. Nous estimons que c'est préférable à une avancée des rebelles sur Kinshasa, comme ils paraissent vouloir le faire. »170

Le pouvoir américain sait parfaitement qu’aucune force ne peut plus freiner la marche de Kabila vers Kinshasa. Il s’efforce néanmoins à stopper la guerre de libération qui n’a plus aucun obstacle sérieux devant elle, sous le prétexte que « des innocents seront tués ». Mais deux à trois années plus tard, lorsque ces mêmes Américains ont poussé les armées rwandaise et ougandaise à agresser le Congo, ils enregistreront sans états d’âme 3.500.000 à 4.000.000 de cadavres congolais... En mars 1997, les Etats-Unis déplacent plusieurs centaines de soldats de Vicenza, en Italie, vers l'Afrique en vue d'un débarquement à Kinshasa. (KABILA,p.217)

Certains ont présenté Kabila comme un homme des Américains, voire des Rwandais. Les déclarations pertinentes de Kabila fin mars suffisent pour anéantir cette fable. « Le débarquement de troupes étrangères à la frontière de notre territoire est une menace à la paix, à l'intégrité territoriale. « Je verrais d'un mauvais œil que les troupes étrangères, stationnées à Brazzaville, mettent le pied sur le territoire zaïrois. Toute aventure de type néocolonial, ou toute tentative d'aide à Mobutu se payerait très cher. » « Certains ont les ambitions que l'on imagine : l'occupation de Kinshasa pour faire un chantage à l'ancienne manière. Ce sont des intimidations que nous devons écraser. Nous devons continuer à avancer pour libérer notre peuple, quelque soit la nature des pressions que nous aurons à subir de la part de ceux qui croient avoir la mission de régenter le monde. » Voilà en quels termes Kabila parlait de l'impérialisme américain et français avant son entrée à Kinshasa.

Le 26 avril 1997, une délégation américaine de choc arrive à Kinshasa. Composée de Bill Richardson, l'ambassadeur des E.U. à l'ONU et envoyé personnel de Clinton, de monsieur Skotzko, directeur du Africa Desk de la CIA, de Marc Baaf, directeur Afrique au Département d'Etat et de Shawn Mc Colnick, chargé des Affaires africaines au Conseil National de Sécurité, homme du Pentagone ! « C'est trop pour un simple message », dit N'Gbanda. « Il ne s'agit pas d'un simple message », réplique sèchement Richardson, « mais d'une dernière mise en garde ».

S'adressant directement à Mobutu, Richardson dit : « Il est temps que vous vous retirez de la scène politique. Nous vous garantissons votre sécurité, celle de votre famille et de vos proches, nous veillerons à ce que votre famille politique et vos proches collaborateurs continuent leur activité politique dans le nouveau cadre de la démocratie qui s'installe. Nous veillerons à ce que vos biens, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du pays, ne soient pas touchés. Nous vous garantirons votre survie avec les égards dus au Chef d'Etat. ... Nous vous demandons avec instance de nous faciliter la tâche en coopérant à ce schéma, car nous ne voulons pas voir votre cadavre traîné demain dans les rues de Kinshasa. » (KABILA,p.222)

C'est en ces termes que les Américains proférèrent des menaces à un de leurs plus vieux et plus fidèles serviteurs, devenu encombrant : obéissez, sinon nous ferons traîner votre cadavre sur les routes poussiéreuses de la capitale...

Mobutu a travaillé 37 ans au service des Etats-Unis. Il a fait assassiner Lumumba et Mpolo, Mbuyi et Elengesa, Mulele et Bengila, Gabriël Yumbu et Kibwe Cha Malenga et tant d'autres grands patriotes congolais... Mobutu a ruiné et ravagé son pays en servant les Américains. Mais s'il accepte de rendre un dernier service à ses maîtres, ces derniers lui garantiront la fortune immense et les nombreux biens qu'il accumula en pillant l'Etat, ils lui accorderont tous les privilèges liés au statut d'ancien Chef d'Etat...

Comment ne pas faire de comparaison avec le sort que ces mêmes Américains réserveront à Mzee Kabila, dirigeant nationaliste qui s'est sacrifié pour la liberté et le bonheur de son peuple. Les Etats-Unis combattront Kabila dès ses premiers jours au pouvoir en le traitant d'« assassin des Hutu » et de « dictateur ». Kabila était à peine depuis 14 mois à la tête du Congo, que les Américains déclencheront une guerre d'agression criminelle par Rwando-ougandais interposés. Et finalement, ils feront abattre le Président congolais le 16 janvier 2001, la veille de l'anniversaire de l'assassinat de Lumumba...

Dans la lettre de Clinton que Richardson remet à Mobutu, le 29 avril 1997, il est dit : « Les forces de l'Alliance continuent leur avance implacable sur Kinshasa. (...) Un arrangement de transition négocié représente le meilleur moyen de garantir que tous les groupes politiques, y compris votre mouvance politique, seront en mesure de participer à la transition ». Les Américains, sachant que Mobutu est déjà politiquement mort, font tout, jusqu'au dernier jour, pour sauver la mouvance mobutiste et la maintenir au pouvoir.

Le 14 mai, se rapprochant des faubourgs de Kinshasa, Kabila refuse de se rendre au rendez-vous imposé par les Américains sur le Outeniqua. N'Gbanda rapporte : « Le Président Mandela explosa littéralement et traita Kabila de tous les noms pour "son manque de culture politique et de respect envers les Chefs d'Etat et les aînés". »
La perfidie de Mandela était telle qu'il fit une ultime tentative de priver les nationalistes congolais de leur victoire. Après la rencontre manquée avec Kabila, il va voir Mobutu sur son lit. Il lui annonce que l'Afrique du Sud exercera des pressions sur Kabila pour qu'il arrête sa marche sur Kinshasa. Il propose à Mobutu la constitution d'un triumvirat avec Kabila pour l'AFDL, N'Gbanda pour la mouvance mobutiste et Kamanda pour l'opposition. Ce triumvirat doit organiser les structures provisoires de la transition ! C'était la dixième et la dernière version du plan américain "un tiers mouvance mobutiste, un tiers "opposants" anciens mobutistes, un tiers nationalistes. Marginaliser Kabila et les nationalistes face à une majorité néocoloniale constituée de mobutistes et de faux 'opposants'… c'est la tactique que les Américains n'abandonneront jamais, c'est la tactique de l'Accord de Lusaka, la tactique du "dialogue intercongolais, la tactique de l'Accord global et inclusif… (KABILA,p.224)

La triomphe de la lutte armée populaire de libération balayera toute cette stratégie néocoloniale. Et Mzee Kabila apparaîtra dans l'histoire de la Révolution Congolaise comme le plus grand stratège et tacticien…

Fin pitoyable du dictateur

Ou : *“Comment le maître abbattat son chien de garde”*

Honoré N’Gbanda Nzambo Ko Atumba a été la grande figure des Services secrets mobutistes. Ambassadeur en Israël de 1982 à 1985, il fut responsable des Services de sécurité et de renseignements de 1985 à 1990. Il passe au ministère de la Défense entre 1990 et 1992 et finit sa carrière comme conseiller spécial en matière de sécurité de Mobutu pendant les cinq dernières années du Maréchal, de 1992 à 1997. N’Gbanda était l’homme de confiance par excellence de la CIA.
Ses observations sur ses «amis américains» n’en sont que plus précieuses...
A propos de l’ambassadeur américain David Simpson, N’Gbanda a eu ces mots: Simpson est *«un fin diplomate, un de ceux qui savent pénétrer leur objectif en douceur pour entreprendre un travail de sape en profondeur, sans affronter directement l’adversaire, du moins, pas trop tôt». Simpson commença son mandat d’ambassadeur «sous le signe d’un charme sans précédent».* Il fit une visite amicale au couple présidentiel dans sa ferme de Guluma, près de Gbadolite. Madame l’ambassadrice prit soin de se vêtir en pagne. Comme une vieille amie, elle aida madame la Présidente à décortiquer des arachides... Mobutu était flatté.
Mais deux semaines plus tard, un diplomate africain rapporte les confidences que Simpson fit à quelques collègues: *«Mobutu est réellement le mal du Zaïre. S’il ne change pas, c’est lui qui partira, car nous avons besoin de ce pays qui est riche et stratégique».* (1)

N’Gbanda décrit l’ambassade américaine comme le véritable centre du pouvoir à Kinshasa. C’est elle qui fit placer Kengo au poste de Premier ministre et qui l’y maintint. Comme le dit N’Gbanda: *«L’ambassadeur Simpson menaçait ouvertement Mobutu de la foudre de Washington s’il osait opposer une quelconque résistance à Kengo.»* (2) Quand les Américains estimaient qu’il était temps de se débarrasser de Mobutu, ils retournaient presque toutes les autorités civiles et militaires contre le Président Fondateur... N’Gbanda formule cela en ces termes: *«L’ambassade des Etats-Unis a fait un travail remarquable dans le domaine de la démobilisation et du retournement des responsables et proches de Mobutu, tant civils que militaires. Toutes les méthodes étaient utilisées: promesses, argent, intimidation, chantage...»* (3) Avec ces quelques mots, N’Gbanda montre clairement où se trouvait le véritable centre du pouvoir dans la néocolonie qu’était le Zaïre mobutiste...

La «démocratie» américaine à coups d’ultimatums et de diktats
Le 14 février 1997, N’Gbanda représente Mobutu en Afrique du Sud pour des négociations avec Mbeki. Il s’agit de préparer une rencontre au sommet Mobutu-Kabila. Mbeki confie à N’Gbanda le souci des autres Présidents africains de voir Mobutu entamer le dialogue *«pour lui éviter une humiliation et une triste fin»*! Après avoir fait rapport à Mobutu, qui soutient la démarche, N’Gbanda retourne le 19 février en Afrique du Sud pour y rencontrer Kabila.
Mais Mandela, par imprudence, vend la mèche...
Mobutu se voit obligé de reporter la rencontre N’Gbanda-Kabila... Mbeki publie un démenti officiel. Kengo, qui reste un partisan de la guerre à outrance contre le Rwanda et l’AFDL, parle de «haute trahison» et le parlement s’apprête à interpeller N’Gbanda, le traître...
A Cape Town, N’Gbanda découvre la présence de Museveni, de Kagame et d’une forte délégation américaine, comprenant le sous-secrétaire d’Etat George Moore, Susan Rice – qui lui succédera bientôt –, et l’ambassadeur Wolpe, chargé des Grands Lacs... Tout ce beau monde attend anxieusement les résultats de la confrontation N’Gbanda-Kabila.
N’Gbanda rapporte: «Le vice-ministre des Affaires étrangères nous fit comprendre que l’Afrique du Sud nous offrait son hospitalité pour une négociation secrète entre le Zaïre et les Etats-Unis en vue d’aboutir à une solution pacifique avec la rébellion armée.» En février 1997, les Américains vivent encore dans l’illusion qu’ils peuvent parler au nom de Kabila...
La délégation américaine met sur la table un «Accord» qui prévoit la «suspension immédiate de

toutes les hostilités» dans le but d'aboutir à *«un dialogue pour résoudre les problèmes politiques et sécuritaires à l'intérieur du Zaïre et à une prise en main des problèmes politiques et sécuritaires de la région».* (4) En clair, Mobutu est obligé de cesser la guerre et de négocier avec Kabila l'avenir politique du Zaïre – c'est-à-dire sa propre démission. N'Gbanda commente ce texte: *«C'était un ultimatum à Mobutu. Ou il signe ce texte et la guerre s'arrête, ou il refuse et le rouleau compresseur poursuit son chemin».* (5)

Le 23 février, N'Gbanda tient une séance de travail avec Kengo qui s'est montré jusqu'alors opposé à toute négociation avec les *«agresseurs»*. Contre toute attente, Kengo accepte la démarche *«convenue»* en Afrique du Sud.
Le commentaire que fit N'Gbanda, montre bien comment et par qui les pays *«indépendants»* de l'Afrique sont gouvernés: *«L'ambassadeur américain était allé dire au Premier ministre Kengo de s'impliquer dans cette dynamique, car son gouvernement la supportait totalement. (...) Ceci expliquait cela».* (6)
Le 26 février, les négociations recommencent à Pretoria entre les délégations sud-africaine, zaïroise et américaine. En aparté, Mandela confie à N'Gbanda: *«Tout le monde sait que le Président Mobutu n'a plus d'armée pour le défendre. Mais ce n'est pas une raison pour l'humilier».* (7) Pour ne pas *«humilier»* le dictateur, Mandela est prêt à priver le peuple d'une victoire désormais certaine.

Le 28 février, N'Gbanda reçoit la visite de George Moore qui lui fait une confidence: *«Si Mobutu ne vous autorise pas à signer un accord avec Kabila ici à Pretoria, dans deux semaines Kisangani tombe! Suivie de Lubumbashi et de Gbadolite. Sa ville natale sera saccagée, les tombes de sa femme et de ses enfants seront profanées. Dites-moi, monsieur N'Gbanda, dans son état de santé actuel, Mobutu saura-t-il survivre à ce choc?»* (8) C'est ainsi que les Etats-Unis traitent leurs plus prestigieux et plus puissants laquais, une fois qu'ils sont devenus contre-productifs. Un haut fonctionnaire américain peut menacer un Président africain de déterrer les cadavres de sa femme et de ses enfants...

«Le peuple pourrait traîner votre cadavre dans les rues de Kinshasa...»

La maladie de Mobutu et la lutte des clans mobutistes aidant, l'agonie du régime se prolonge à Kinshasa. La victoire militaire de Kabila devient certaine, mais Américains et Sud-Africains jouent le tout pour le tout afin d'éviter cette issue. Mbeki dit le 23 avril à N'Gbanda: *«La fin de la guerre n'est plus qu'une question de jours. Mais notre effort est de la stopper pour trouver une solution digne et paisible pour tous».*(9) Agissant pour le compte des Américains, Mbeki pense qu'il peut encore empêcher la victoire totale du mouvement nationaliste congolais et sauver les positions des mobutistes et tshisekedistes à la tête de l'Etat...
Le 26 avril, une délégation américaine de choc arrive à Kinshasa. Composée de Bill Richardson, l'ambassadeur des E.U. à l'ONU et envoyé personnel de Clinton, de monsieur Skotzko, directeur du Africa Desk de la CIA, de Marc Baaf, directeur Afrique au Département d'Etat et de Shawn Mc Colnick, chargé des Affaires africaines au Conseil National de Sécurité, homme du Pentagone. *«C'est trop pour un simple message»*, dit N'Gbanda. *«Il ne s'agit pas d'un simple message»*, réplique sèchement Richardson, *«mais d'une dernière mise en garde».* (10)

S'adressant directement à Mobutu, Richardson dit: *«Il est temps que vous vous retirez de la scène politique. Nous vous garantissons votre sécurité, celle de votre famille et de vos proches, nous veillerons à ce que votre famille politique et vos proches collaborateurs continuent leur activité politique dans le nouveau cadre de la démocratie qui s'installe. Nous veillerons à ce que vos biens, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du pays, ne soient pas touchés. Nous vous garantirons votre survie avec les égards dus au Chef d'Etat. (...) Nous vous demandons avec instance de nous faciliter la tâche en coopérant à ce schéma, car nous ne voulons pas voir votre cadavre traîné demain dans les rues de Kinshasa.»* (11)
C'est en ces termes que les Américains proférèrent des menaces à un de leurs plus vieux et plus fidèles serviteurs, devenu encombrant: obéissez, sinon nous ferons traîner votre cadavre sur les routes poussiéreuses de la capitale.

Mobutu a travaillé 37 ans au service des Etats-Unis. Il a fait assassiner Lumumba et Mpolo, Mbuyi et Elengesa, Mulele et Bengila, Gabriël Yumbu et Kibwe Cha Malenga et tant d'autres grands patriotes congolais... Mobutu a ruiné et ravagé son pays en servant les Américains. Mais s'il accepte de rendre un dernier service à ses maîtres, ces derniers lui garantiront la fortune immense et les nombreux biens qu'il accumula en pillant l'Etat, ils lui accorderont tous les privilèges liés au statut d'ancien Chef d'Etat.

Comment ne pas faire de comparaison avec le sort que ces mêmes Américains réserveront à Mzee Kabila, dirigeant nationaliste qui s'est sacrifié pour la liberté et le bonheur de son peuple. Les Etats-Unis combattront Kabila dès ses premiers jours au pouvoir en le traitant d'*«assassin des Hutu»* et de *«dictateur»*. Kabila était à peine depuis 14 mois à la tête du Congo, que les Américains déclencheront une guerre d'agression criminelle par Rwando-ougandais interposés. Et finalement, ils feront abattre le Président congolais le 16 janvier 2001, la veille de l'anniversaire de l'assassinat de Lumumba.
Mais revenons à l'ultimatum de Richardson. Quoique le message soit cruel dans sa clarté, Mobutu fait semblant de ne pas comprendre. Il répond: *«Que faites-vous de la démocratie que vous avez soutenue dans ce pays?»* Richardson s'énerve et N'Gbanda doit se pencher à l'oreille du Maréchal pour lui chuchoter: *«Ils ne sont pas venus discuter, l'allusion à votre cadavre traîné dans les rues veut dire qu'ils vous présentent un ultimatum à accepter ou à refuser»*. (12)
Mobutu a son amour-propre à sauver, N'Gbanda sa carrière politique future. La veille, il avait demandé à son patron: *«Retirez-vous et laissez-nous avec votre famille politique nous battre démocratiquement avec les autres»*. (13)
Dans la lettre de Clinton que Richardson remet à Mobutu, le 29 avril 1997, il est dit: *«Les forces de l'Alliance continuent leur avance implacable sur Kinshasa. (...) Un arrangement de transition négocié représente le meilleur moyen de garantir que tous les groupes politiques, y compris votre mouvance politique, seront en mesure de participer à la transition»*. (14) Les Américains, sachant que Mobutu est déjà politiquement mort, font tout, jusqu'au dernier jour, pour sauver la mouvance mobutiste et la maintenir au pouvoir.
Le fameux tête-à-tête Kabila-Mobutu, sous l'œil vigilant de Mandela, se tient le 4 mai. Le chef de l'AFDL demande à Mobutu de se retirer et annonce qu'il sera le futur Président du Congo. Dans un aveuglement pathétique, Mobutu pense qu'il peut encore décider de l'avenir du Congo. Il refuse et s'écrie: *«C'est une mise en scène, c'est la comédie des Américains et des Sud-Africains. Je dois me retirer et lui laisser seul le pouvoir? De quel droit?»* (15) Un nouveau rendez-vous «*historique*» est fixé pour le 14 mai.

Dernier sale coup de Mandela contre Kabila
Le 6 mai, Bill Richardson reçoit N'Gbanda à l'ambassade américaine de Kinshasa. *«Mobutu a manqué la meilleure occasion pour s'assurer une bonne sortie. Rien n'arrêtera désormais Kabila. Or, nous l'avions assuré que le Président Mobutu accepterait de se retirer pour que sa famille politique organise la transition avec l'AFDL. C'est dommage que Mobutu ne tienne même pas compte du sort de sa famille et de ses proches collaborateurs. Il entraîne tout le monde dans sa chute.»* (16)
Mobutu a déjà un pied dans la tombe. Mais par son obstination, son amour-propre et son aveuglement, il donne un dernier coup de pied à ses maîtres américains, comme pour se venger de leur trahison... La dernière tentative américaine d'emprisonner Kabila dans un *«gouvernement d'Union nationale»* dominé par les mobutistes et autres agents américains, vient d'échouer... grâce à Mobutu.
Kabila est en train de réaliser un tour de force unique dans l'histoire de l'Afrique indépendante. Disposant au départ de très peu de troupes, il s'est forgé une armée nationaliste en traversant le pays. Il a soulevé toutes les populations en soutien à la lutte armée de libération. Chaque fois que les Américains ont proposé des formules de «dialogue inter-zaïrois» pour l'arrêter, Kabila les a dribblés et a poursuivi sa course jusqu'au but.

Le 14 mai, se rapprochant des faubourgs de Kinshasa, Kabila refusera de se rendre sur le Outeniqua pour y subir les assauts des Américains, Français et Sud-Africains. N'Gbanda

rapporte: *«Le Président Mandela explosa littéralement et traita Kabila de tous les noms pour "son manque de culture politique et de respect envers les Chefs d'Etat et les aînés".»* (17) Ce 14 mai, Mandela comptait soumettre à Kabila et Mobutu un *«avant-projet d'accord»* qui disait ceci: *«L'Autorité de Transition sera composée de l'Alliance et d'autres forces politiques du Zaïre dans des proportions à déterminer en commun par les deux parties.» Il prévoit «le transfert du pouvoir d'Etat au dirigeant du parti majoritaire de l'Autorité de Transition». «Simultanément avec ce transfert du pouvoir, Mobutu se retirera comme Président.»* (18)

La confusion délibérée de ce texte montre bien que le but essentiel de Mandela et de ses patrons américains est de dérober la victoire, devenue certaine, à Kabila. Dans le Plan Mandela, Mobutu reste en place jusqu'au transfert du pouvoir et il peut donc peser sur la décision. Le pouvoir n'est pas transféré à l'AFDL et à son Président, mais au «parti majoritaire». L'intention est toujours d'arriver à la formation d'une majorité néocoloniale anti-Kabila.
La perfidie de Mandela était telle qu'il fit une ultime tentative de priver les nationalistes congolais de leur victoire. Après la rencontre manquée avec Kabila, il va voir Mobutu sur son lit. Il lui annonce que l'Afrique du Sud exercera des pressions sur Kabila pour qu'il arrête sa marche sur Kinshasa. Il propose à Mobutu la constitution d'un triumvirat avec Kabila pour l'AFDL, N'Gbanda pour la mouvance mobutiste et Kamanda pour l'opposition. Ce triumvirat doit organiser les structures provisoires de la transition! C'était la dernière version du plan américain pour laisser le pouvoir aux mains des mobutistes en marginalisant Kabila. (19)

L'opium du peuple, produit aux Etats-Unis
N'Gbanda qui parsème son livre de génuflexions, de prières et de citations pieuses, justifie son engagement dans la défense de la politique anti-populaire de Mobutu de la façon suivante: *«Je crois aux principes et aux valeurs divines. Je crois que j'avais une mission que Dieu voulait me voir remplir aux côtés de Mobutu».* (20) Autant dire que Mobutu, lui, a été dictateur par mission divine!
«Papa berger» Honoré N'Gbanda, que les Kinois appelaient *«le terminator»*, commentait la bible chaque dimanche sur une station de télévision dans le but de faire passer l'évangile selon Saint Mobutu. Le Figaro note finement que N'Gbanda fait *«des discours-fleuves rythmés de nombreux "amen" à la façon des pasteurs américains»*. Et de conclure: *«Les nombreuses sectes sont devenues des moyens de renforcer le pouvoir par d'autres moyens que la politique»*. (21)
Dans son livre, N'Gbanda expose avec clarté et précision les préparatifs de guerre et les interventions dans la politique intérieure du Zaïre de la part des Etats-Unis. Il nous informe de leurs diktats, de leur cruauté, de leurs menaces et de leurs mensonges éhontés. Après nous avoir exposé tout cela, comment encore masquer la véritable nature de cette puissance dominatrice et barbare? Pour réussir cette mission impossible, N'Gbanda a recours à la fumisterie religieuse.

Quand il doit prononcer un jugement sur l'impérialisme américain, qu'il a servi avec conviction et talent, N'Gbanda prétend que la force des Etats-Unis réside dans le respect des valeurs religieuses! *«Les citoyens des Etats-Unis exigent de leurs dirigeants le respect strict des valeurs morales et spirituelles. C'est là justement que repose le secret de la force d'une nation.»* (22)
Et N'Gbanda de citer abondamment la bible pour préparer l'opinion publique à son retour aux affaires! Il menace Kabila en lançant: *«Qui combat par l'épée périra par l'épée»*. Il revendique des postes pour lui et ses semblables en citant Mathieu: *«Un royaume divisé contre lui-même sera dévasté»* et en proclamant que le Congo doit se reconstruire *«sur le rocher de la grâce du pardon et de l'amour»*. (23)

La fin pitoyable d'un dictateur abandonné
Le mobutisme s'est terminé comme il a vécu, dans la démagogie et la voracité, dans les intrigues et les luttes sournoises entre dinosaures.
Likulia sera le dernier chef de gouvernement de Mobutu. Tout comme Mulamba, le premier chef de gouvernement après le coup d'Etat du 24 novembre 1965, Likulia a dans l'armée le grade de général. Comme Mulamba, Likulia promet de *«gouverner autrement»: «C'est tenir compte, dans*

la gestion de la chose publique, de l'intérêt général, ... s'ouvrir vers les couches les plus démunies, ... abolir toute stratification sociale, ... bannir toute forme de privilège ou d'impunité, toute exclusion sociale.» (24)
Le militaire Likulia envoie des officiers chez Savimbi pour étudier ensemble comment bloquer l'avance des troupes de Kabila à Kenge. Mais les stratèges zaïrois n'ont même pas pensé à amener des cartes opérationnelles... Parmi les *«experts»* militaires, Likulia introduit son propre fils afin de négocier avec Savimbi le marché des diamants! (25)

Le 24 mars 1997, Mobutu fait parvenir à N'Gbanda une enveloppe avec 20.000 dollars pour les frais de mission de la délégation zaïroise qui se rendra au sommet de l'OUA à Lomé. Il la remet à Bo-Boliko. N'Gbanda se dit «fortement surpris» d'avoir lu dans Jeune Afrique les affirmations de Likulia disant qu'il a débloqué 400.000 dollars pour cette mission, y compris pour l'affrètement d'un Boeing. N'Gbanda prétend que Kamanda est arrivé dans un petit porteur et le reste de la délégation à bord d'un Falcon 50 affrété par la Gécamines. (26)
Quelques jours plus tard, N'Gbanda apprend du général Mahele que Likulia a proposé aux Français de faire un coup d'Etat pour sauver le Maréchal. Baramoto de son côté avait conçu le même projet. Les Français leur ont déconseillé une telle aventure. Les Américains ont menacé Baramoto et Nzimbi de terribles représailles s'ils tentent un coup de force! (27)

Le 16 mai, Likulia achète une page entière du journal Le Monde pour y publier une «Lettre ouverte à propos de la démocratie». S'adressant au peuple français qui ira bientôt aux urnes, Likulia dit: *«Votre vote, qu'il soit pour la majorité ou l'opposition parlementaire, ne sera soumis à aucune pression politique ou économique... Cette "normalité républicaine" c'est la voie dans laquelle doit s'engager le Zaïre. Avec tous ceux qui le souhaitent, sans autre exclusive que leur engagement patriotique»*. C'est ainsi que l'homme de la France se fait passer pour le meilleur patriote zaïrois. Il n'y aurait en France «aucune pression économique sur le vote» des citoyens? C'est cacher que l'issue des élections en démocratie bourgeoise est déterminée par les millions de dollars qu'un parti peut débourser et par le soutien dont il jouit de la part des faiseurs de Rois modernes, les multinationales de l'information...

Le dernier homme de Mobutu se présente comme premier ami de la France. Aux Français, il prouve qu'il est aussi expert en démagogie «démocratique» qu'un Mitterrand, Jospin ou Chirac: *«Chacun d'entre vous doit savoir qu'au Zaïre... c'est en français qu'on rêve de liberté, d'égalité et de fraternité. (...) Comme vous le désirez pour la France, je veux pour le Zaïre: indépendance, unité, paix civile et démocratie»*. (28)
Et comme pour résumer une dernière fois, la veille de la chute de la dictature, les grands thèmes de la propagande mobutiste contre le soulèvement nationaliste, Likulia souligne trois *«vérités»*: les Tutsi sont une race habituée à tuer; le Zaïre de Mobutu a été la victime innocente d'une agression étrangère; Kabila a massacré au point de transformer le Zaïre en abattoir.

Pourquoi la bataille de Kinshasa n'a pas eu lieu
Début mai 1997, des soldats qui ont fui la guerre à l'Est, convergent, en pillant et tuant, vers Kinshasa. La DSP, que tout le monde craint, n'a jamais été engagée dans la guerre et se trouve dans la capitale. Elle peut prendre la population de Kinshasa en otage et provoquer une intervention occidentale qui fera alors ce que l'armée de Mobutu n'a pas réussi: barrer la route aux forces armées de Kabila.
Mais ce scénario, possible en théorie, n'a aucune chance de se réaliser. Mobutu et les généraux ayant pris la fuite le 15 et 16 mai, les soldats déroutés pensent plutôt à enlever leur uniforme et à se fondre dans la population. Mahele, en liaison avec Kabila et avec les Occidentaux, conseille aux officiers de ne pas se battre. Divisée en de nombreuses fractions, ses chefs en fuite, l'armée ne peut plus concevoir un quelconque projet politique. Toute la population, lasse de sept années de démagogie, attend Kabila comme le véritable Sauveur et ne se laissera plus malmener par des soldats haïs.

Lorsque Mahele fut nommé chef de l'état-major, tout Kinshasa éclata de joie pour l'homme qui allait «bouter dehors les agresseurs tutsi». Mais le faux patriotisme dans lequel se drapait le mobutisme mourant, ne pouvait plus faire illusion longtemps. Mahele comprit vite que, sous le prétexte de combattre une agression rwandaise, on lui demandait de défendre le régime de Mobutu contre ce qui était essentiellement un mouvement populaire révolutionnaire. Mahele se mit alors en contact avec les Américains qui apparaissaient comme les parrains de l'AFDL. Un collaborateur très proche de Mahele envoya le message suivant à N'Gbanda: *«Le général est très déçu. Ma peur est que mon chef soit maintenant récupéré par l'ambassadeur américain qui l'a mis en contact avec Kabila par l'entremise des gens de l'opposition. J'ai été témoin de plusieurs rencontres clandestines entre le général et l'ambassadeur des Etats-Unis, ainsi que des nombreux contacts qu'il entretient avec l'autre camp depuis plusieurs semaines»*. (29) Des témoins ont entendu Kabila en pleine guerre de libération converser avec Mahele par téléphone satellitaire.
Après la chute du régime mobutiste, Vunduawe dira: *«Le matin du départ du Président à Gbadolite, le 15 mai, le général Mahele me prit à côté pour me dire: "Félix, toi, n'aie pas peur, tu garderas ton rang et tes avantages".»* (30)

Trente-sept années de mobutisme ont détruit la conscience nationale et sociale des responsables zaïrois et de couches entières de la population. Le degré de cette destruction est tel que n'importe quel discours nationaliste et révolutionnaire peut n'être qu'un simple écran de fumée qui voile la rapine et la fourberie. Mais la déchéance intellectuelle et morale est telle qu'elle peut provoquer un sursaut quasi instinctif. C'est là que la notion de «révolution pardon» pourrait éventuellement trouver une certaine légitimité. C'est peut-être ce que Mahele exprime, le 15 mars 1997, dans une confidence à N'Gbanda: *«On veut utiliser les gens comme des objets. Même ces Américains ne méritent pas la confiance. Je leur ai posé clairement la question: qu'est-ce qui prouve que vous n'allez pas me faire la même chose que ce que vous êtes en train de faire à Mobutu que vous rejetez aujourd'hui comme un chiffon, après vous être servi de lui?»* (31)
Toujours est-il que Mahele facilitera l'entrée des troupes de Kabila à Kinshasa.
Le 16 mai, il téléphone au général Ilunga et à N'Gbanda qui se trouvent à Lomé: *«Ils sont arrivés! Ils sont déjà au niveau de Ndjili, mais je leur ai demandé de ne plus progresser. Je dois faire le tour de toutes les garnisons pour demander aux militaires de ne pas se battre pour éviter un bain de sang.»* (32) Quelques heures plus tard, le cadavre de Mahele, baignant dans son sang, est étendu sur le sol du camp Tshatshi... Un carré de militaires fidèles à Mobutu ont exécuté le *«traître»*...

Comment les fidèles de Mobutu ont failli assassiner le Maréchal
Le 16 mai, l'avion de Mobutu, en partance de l'aéroport de Ndjili, a failli être abattu par des missiles installés dans la ferme de la Lokali appartenant à Seti Yale. C'est ce qu'affirme catégoriquement le colonel Motoko. Nzimbi, le commandant de la DSP, a envoyé une jeep avec des missiles sol-air vers la ferme de Seti qui se trouve sur la trajectoire de l'avion. Nzimbi et Seti comptaient mettre l'attentat sur le dos de Kabila et de l'AFDL... (33) Prévenu, le colonel Motoko ordonna au pilote de décoller en direction de Masina et non pas de N'Sele. Après l'échec de l'attentat, Nzimbi prit immédiatement la fuite vers Brazzaville.
Le 18 mai, de bonne heure, des commandos de la DSP, envoyés au front, mais qui avaient fait marche sur... Gbadolite, se trouvaient déjà au centre-ville. Motoko a dû mettre de force le Maréchal et son épouse dans une Mercedes qui, arrivée à l'aéroport, est entrée directement dans un cargo, moteurs tournants. Les premiers hommes de la DSP venaient d'arriver près de la piste. Ils ont tiré sur l'avion lors du décollage. Arrivé à Lomé, l'appareil présenta six impacts de balles... (34)
Ce dimanche 18 mai 1997 à 09h00, le gigantesque Illiouchine appartenant à Savimbi atterrit donc au Togo. Le cargo est rempli de malles, de boîtes, de valises, d'objets en tout genre jetés à la hâte dans l'avion. Au milieu de ce désordre invraisemblable, une Mercedes comme engloutie dans une énorme poubelle. Tout à coup, une portière s'ouvre. Lentement, une tête en sort. C'est le Maréchal. Et Mobutu de murmurer: *«N'Gbanda, c'est moi...»* (35) C'était lui. C'était la fin...

Retour à la table de matière de ce dossier

Notes

1) "Ainsi sonne le glas ! Les derniers jours du Maréchal Mobutu" (éditions Gideppe, 1998) , N'GBANDA, p.119.
2) Ibid., p.154.
3) Ibid., p.132.
4) Ibid., p.234 et «Agreement», p.383.
5) Ibid., p.234.
6) Ibid., p.236.
7) Ibid., p.238.
8) Ibid., p.239.
9) Ibid., p.293.
10) Ibid., p.295-296, 299.
11) Ibid., p.300.
12) Ibid., p.301.
13) Ibid., p.302.
14) Ibid., p.425-426.
15) bid., p.313.
16) Ibid., p.316.
17) Ibid., p.320.
18) Ibid., p.341-343.
19) Ibid., p.321.
20) Ibid., p.157.
21)«La paranoïa anti-Tutsi», Le Figaro, 23-24 novembre 1996.
22) N'GBANDA, op.cit., p.349.
23) Ibid., p.351-352.
24)«Le général Likulia prône...», Le Potentiel, 15 mai 1997.
25) N'GBANDA, op.cit., p.246.
26) Ibid., p.264.
27) Ibid., p.249.
28) Le Monde, 16 mai 1997.
29) N'GBANDA, op.cit., p.253.
30) Ibid., p.253.
31) Ibid., p.254.
32) Ibid., p.328.
33) Ibid., p.333.
34) Ibid., p.335.
35) Ibid., p.331-332.

VII) Une «classe politique» à la recherche du paradis perdu

La classe politique mobutiste a comme idéal démocratique le système néocolonial «normal», où les puissances qui dominent le Congo offrent aux différents politiciens la possibilité de bouffer à tour de rôle.

Depuis la chute de Mobutu, cette classe est éclaté en morceaux.

Quelques rares hommes et femmes de la Transition se sont rendus compte dans quel abîme le pays était plongé. Et ils ont compris que seul un régime nationaliste soucieux du sort du petit peuple, pouvait apporter le changement nécessaire.
Vincent-Robert M'Bwankiem, un des co-fondateurs de l'Union pour la Démocratie et le Progrès Social a exprimé la position de ces rares membres de l'opposition préoccupés par la reconstruction du Congo ravagé. Reçu le 2 décembre 1997 par le Président Laurent Kabila, M'Bwakiem déclara: *«Avec le Président ... nous avons abouti à l'impérieuse nécessité d'œuvrer pour le rapprochement de nos deux familles politiques en vue d'unir nos efforts dans la noble mission de reconstruire notre pays sinistré par trente-deux ans de mégestion ... Les dirigeants acquis au dialogue ont déployé des efforts, sans succès hélas! en vue de persuader monsieur Tshisekedi de privilégier les contacts politiques à toute autre démarche. Ce mardi 2 décembre 1997, la délégation du parti que j'ai conduite, est allée confirmer au Chef de l'Etat la volonté de l'UDPS de prendre une part active à la reconstruction nationale.»*

Mais la très grande majorité de cette classe n'as pas fini de se batter pour le plus grand morceau de la tarte, la place la plus importante à latable de la bourgeoisie compradore qui s'engraisse sur le dos du peuple congolais et en servant les intérêts des puissances néocoloniales. Ils ne s'arrêtent pas de se positionner et se repositionner en fonction des calculs et *"opportunités"* qu'ils pensent démêler dans la situation changeante en RDC.

Il y a d'abord le groupe de mobutistes qui se cachent dans un exil reel (les Kengo Wa dondo, les Ngbandas, les Baromoto) ou un exil politique (Tshisekedi) d'où ils attendent le moment opportune de lancer leur *"offensif foudrayant"*. Parfois ils entrent en action et font des grandes declarations, à d'autres moments ils retournent vers *"la discretion"* et continuent à *"attendre leur moment".*

Un deuxième groupe sont les très nombreux barons mobutistes qui ont colaboré avec les agresseurs rwandais et ougandais à fin de donner une couverture congolaise à l'agression qui a coûté la vie de 4 millions de congolais. Ce sont les Bembas, José Endundu, Omer Egwake, José Engwanda, Banza Mukalay, Joseph Mudumbi… Ce groupe a rejoint dans la *"rébellion"* un groupe de jeunes candidats au mobutisme tel que Ruberwa, Nyarugabo et autres.

Il y a ceux qui se sont cache dans la soi-disante opposition politique non-armée, comme les Diomi Ndongala et Catherine Nzuzi wa Mbomho,

Enfin il y a ceux qui se sont infiltrés dans le camp nationaliste en simulant qu'ils se sont convertit de leur passé mobutiste.

La confusion est grande pour le citoyen qui observe tout ce beau monde, car très souvent des gens changent de groupe, dès qu'ils jugent devoir changer de stratégie pour obtenir leur objectif central : le pouvoir à bouffer.
Souvent ils se combattent à vie et à mort et souvent aussi des ennemis déclarés de hier deviennent des alliés jusqu'à la mort demain et vice versa. Et tous, ils disent servir la démocratie, le peuple congolais, l'indépendance nationale etc…

Comment distinguer dans ces conditions les nationalistes autenhentique de ceux qui veulent le retour au système mobutiste et néocolonial?
Il y a 5 positions qui permettent de voire clair dans les intentions camouflés.

1) La position envers les idées et les experiences de ceux qui ont vraiment défendu l'indépendance nationale, la souverainité nationale et le bien-être des congolais, c'est à dire Lumumba, Mulele et kabila.

Tous les mobutistes camouflés ou ouverts, sont unis dans la haine et le mépris profonde envers la personne qui incarne le plus jusqu'à maintenant ce courant nationaliste et de démocratie populaire : Mzee Laurent Désiré Kabila.

2) L'attitude envers les puissances imperialistes et néocoloniales.

Tous les mobutistes camouflés ou ouverts, sont unis dans la ferme conviction que pour retourner à la normalité, il faut d'abord et avant tout avoir l'appui d'une ou plusieurs puissances qui jouent au vrai maîtres du monde et du Congo. Ils sont tous unis pour demander l'ingérence néocoloniales et se disent des adhérents des principes du libre marché. Ils sollicitent les faveurs des maîtres néocoloniales en leur promettant de restaurer le plus vite que possible le système d'exploitation neocolonial.

3) L'attitude envers les lutes populaires contre les aggressions extérieures

Tous les mobutistes ouverts ou camouflés tiennent des beaux discours sur la defense du Congo contre l'agression. Mais aucun d'entre eux n'a pas la moindre intention de se sacrifier, de travailler et de lutter pendant une longue période au service de la masse populaire. Parlant du bout des lèvres des luttes menées par les masses travailleuses, leur seul but est de capter la sympathie du peuple, de rafler des voix lors des élections à venir et de se propulser au gouvernement. Ils n'essayent pas de connaître les luttes héroïques que le peuple a mené durant la période coloniale, pas plus que les insurrections populaires de 1960-1961 et de 1963-1968 et ils veulent encore moins les prendre comme source d'inspiration. Falsifiant à dessein l'histoire du Congo, ils font commencer la dictaure mobutiste au 24 novembre 1965. Ainsi, ils veulent masquer le fait que la domination néocoloniale ait débuté par le coup d'Etat de Mobutu et ses petits Commissaires généraux en 1960. Leur intention est de blanchir les ignobles agents néocoloniaux qui ont organisé la terreur contre les nationalistes du 14 septembre 1960 jusqu'au 24 novembre 1965 ainsi que ceux qui ont collaborés à la guerre d'agresison 1998-2003. Leur but principal est d'arracher les page les plus importantes de l'histoire du Congo: celle où est écrite l'héroïque insurrection populaire qui atteignit son point culminant en 1964 et qui fut écrasée par une intervention massive de mercenaires sud-africains et de troupes belges et américaines et celle qui fut la guerre de liberation qui a aboutit dans une année de gouvernemnt nationaliste don't l'élan a été cassé par la guerre d'agression et qui s'est ensuite transformée dans la guerre de résistanec à l'agression entre 98 et 2003. Ainsi ils mettent sur le meme pied : d'un côté la guerre de liberation de 96-97 qui a balayé le monbutisme et qui correspondait entièrement à la volonté populaire, de l'autre la guerre d'agression qui a commence le 2 août 1998 et qui a couté la vie à 4 millions de congolais.

4) L'avidité du pouvoir, la conquête des «postes».

Se moquant complètement des masses populaires, de leurs luttes et de leur organisation, les mobutistes camouflés ou ouverts, n'ont qu'une seule idée en tête: arriver vite au gouvernement, à la tête de grandes institutions. Pour cela ils s'opposent farouchement à ce qu'on pose les questions : **"Qui est qui?"** Et "**Qui a fait quoi?**". Ils considérent tous l'arrogance et le mensonge comme faisant parti de l'arsenal de politicien. Ils trouvent que c'est leur droit naturel de se battre

pour les postes en tenant n'importe quel discours démagogique et en réfusant en meme temps que l'on demande de juger leurs paroles et leurs actes de hier.

5) La réconciliation nationale.

Les mobutistes camouflées ou ouverts se préparent tous à rejouer la farce du Conclave de Lovanium qui a scellé, entre le 22 juillet et le 2 août 1961, le passage de la majorité des responsables lumumbistes dans le camp de Mobutu. Ils prônent la réconciliation nationale avec les pors criminels et la bourgeoisie bureaucratique. Adversaires du renversement par le peuple des structures étatiques du MPR et de la bourgeoisie compradore, ils veulent que le gouvernement qui sortira des elections réalise «*la cohésion de tous les partenaires politiques sur la base des acquis de la Conférence Nationale Souveraine*». Or, cette «*cohésion*» est un mythe créé de toute pièce, puisque toute l'histoire de la CNS est marquée par des guerres de clans et d'individus, par des retournements permanents d'alliances. Tous les agents du néocolonialisme réunis dans la CNS n'ont jamais réalisé la moindre cohésion, ou union nationale ou réconciliation, mots qu'ils avaient constamment à la bouche. Leur seul cohesion existe dans leur haine et leur mépris pour le nationalisme de Lumumba, Mulele et Kabila.

Les militants nationalistes ont le devoir d'être vigilant et de faire connaître la vérité au people pour emlpêcher le retour vers l'ordre "normal" du néocolonialisme et du système mobutiste.

Les crimes commis par le président Mobutu sont de diverses natures

Contribution de Damien VUWA MENAYAME, Ingénieur Congolais

A part des enlèvements, des tortures, des éliminations physiques, il faudra ajouter à cela des crimes économiques, intellectuels ou culturels qui ont eu des conséquences graves directes sur la population.
Ses crimes qui se comptent par milliers, parmi lesquels ceux s'inscrivant dans la logique de la guerre froide hors du territoire national comme en Angola, en République centrafricaine, en Zambie, en Ouganda, au Rwanda, au Burundi, au Congo-brazza... tant pour son compte personnel que pour les intêrets des USA.
Il est difficile de dresser un bilan réel sur les atrocités du régime de Mobutu tant que ses anciens collaborateurs ne prendront pas le courage d'en parler sous forme des témoignages. J'aurais bien souhaité que Honoré Ngdanda publie " les crimes organisés au Zaire par le clan Mobutu"
en lieu et place de rendre public, ceux commis en Afrique centrale.
Il est aussi à noter que Mobutu ne s'était pas soucié de construire une armée cohérente qui soit un veritable corps de défense nationale, car il savait qu'à moindre agression extérieure, ses parrains français et marocains lui prêteraient mains fortes, comme ce fut le cas avec la guerre de 80 jours ou celle de 7 jours dans le Shaba.
Ce qui l'interessait le plus était de faire de cette armée, un instrument au service exclusif de son pouvoir, en le transformant en un véritable appareil de répression contre la population. La DSP ,seule unité de l'armée super entrainée et super équipée avait cette mission macabre d'envoyer dans l'au déla tous Zairois réfusant d'adhérer à l'ideologie mobutiste.
Les corps de plusieurs personnes enlevées et tuées ont été jetés dans le fleuve Congo durant ses 32 ans de dictature sanglante, ajouter à cela des tueries lors des diverses manifestations pacifiques de réligieux et des étudiants à Kinshasa; en passant par le massacre des étudiants du campus de Lubumbashi. Sans compter des opposants morts par empoisonnements lors de la conférence nationale souveraine.
Eliminer physiquement ses opposants était une obsession pour Mobutu et, avant même son ascension au pouvoir, il avait déjà envoyé Patrice Emery Lumumba et ses proches vers la mort. On citera aussi Pierre Mulele, Tshombé... pour ne citer que les plus connus. On se rappelera que Mobutu n'avait pas hésité à faire pendre en public 3 opposants dont Evariste Kimba, malgré l'opposition de vatican.
Mobutu avait aussi fait passer aux armes plusieurs officiers militaires de haut rang, ainsi que certains politiciens en les accusant injustement et sans preuves , de fomenter un coup d'état contre lui en montant lui-même cette mise en scène. Parmi ceux là ,on se souviendra de Kudiakubanza , ou encore du capitaine Kalume. Cette mise en scène, Mobutu la répetera encore plus tard renvoyant ainsi à la mort, certains militaires de carrière qui répresentaient à ses yeux une menace pour son pouvoir. Parmi lesquels je citerai le général Masiala, mort dans

des conditions floues non encore élucidées à ce jour.
La démonétisation mal engagée a été un crime écono mique car mal calculée , elle n'a pas pu apporter les résultats escomptés,mais plûtot rajouter bien de malheurs à la population déjà meurtrie par une économie désastreuse.
En remplaçant les cours de l'éducation civique et morale par le cours de mobutisme, Mobutu avait choisi d'aliéner la jeunesse en lui enlévant la culture du savoir être, pour une culture de jouissance dont les conséquences se lisent encore dans le comportement de nos compatriotes.
Ceci constitue un grand crime intellectuel contre son peuple.
Je dois souligner par ailleurs que le fait de soumettre son peuple à un travail forcé tous les samedis, " le salongo" était un crime d'esclavagisme.
Après plusieurs programmes politiques ratés, perpétués par des slogans ; retroussons les manches - salongo alinga mosala - objectif 80-moto na moto abongisa - plan mobutu - plus rien ne sera comme avant - le septenat du social - tout doit changer,tout va changer...face à un peuple affamé
Sese seko prescrivait son ordonnance médicale : la cure d'eau. Conseillant ainsi au peuple affamé de boire tous les matins deux verres d'eau bien remplis.
Cette farce peut être assimilée à un crime.

Damien VUWA MENAYAME
Ingénieur Congolais